

*Collection la rupture*



YANN COLLONGES  
PIERRE GEORGES RANDAL

# LES AUTORÉDUCTIONS

*Grèves d'usagers et luttes de classes  
en France et en Italie (1972-1976)*

*Entremonde*  
Genève

Christian Bourgois, 1976,  
pour la première édition.

Entremonde, 2010

## AVANT-PROPOS

Ce livre conçu et rédigé avant le mois de juin 1976 n'entend pas fournir un dossier exhaustif des mouvements d'autoréduction en Italie et en France. Les auteurs estimeront avoir réussi dans leur entreprise s'ils parviennent à convaincre leurs lecteurs qu'il y a, sur ce sujet, encore beaucoup à dire et surtout à faire !

En particulier les éléments rassemblés sur ce phénomène en France dessinent plutôt une piste à suivre qu'une étude définitive sur la question.

La situation italienne, si riche en péripéties déroutantes, pose, elle, un autre problème. Peut-elle être campée à un moment donné, sans être figée ? Surtout avant une élection aussi importante dans son enjeu que celle qui s'est déroulée le 21 juin. Bref, les résultats du vote entament-ils la validité des hypothèses que nous formulions ?

Nous ne le pensons pas. Sans prétendre tout expliquer, ce qui serait passablement présomptueux quand bien des Italiens eux-mêmes avouent ne rien comprendre à l'imbroglio institutionnel qui est leur lot, nous puisons dans le verdict électoral des raisons de persévérer dans la méthode d'approche du « phénomène » italien pour laquelle nous avons opté.

Le panorama institutionnel et la toile de fond n'ont pas changé. Tout semble indiquer que cette situation durera au moins un an : il ne peut en effet y avoir de nouvelles élections avant ce délai.

Les groupes ex-« extra-parlementaires » coalisés dans Democrazia Proletaria ont subi une sévère défaite au regard de leurs espoirs : 1,5 % des voix à la Chambre et infiniment moins au Sénat. Leur ligne politique avait d'ailleurs été violemment attaquée par toute une partie de l'extrême gauche. Dans leur communiqué revendiquant l'exécution du procureur de Gênes, Coco, qui avait incarné toute la politique répressive de l'État, les Brigades Rouges déclaraient :

Ceux qui jugent qu'il est possible aujourd'hui par le moyen des élections de peser dans un sens favorable au prolétariat, voire de créer une alternative en matière de pouvoir, opèrent non seulement une mystification mesquine, mais indiquent une ligne aventuriste et suicidaire. (*Corriere della Sera* du 10 juin.)

Le PCI poursuit sa résistible ascension passant de 29 % des voix à plus de 34 %. Mais il n'est pas parvenu à battre la Démocratie Chrétienne qui reste le premier parti du pays avec près de 39 % des voix. Le grand perdant est le PSI dont on aurait pu attendre qu'il se renforce à la française, alors qu'il diminue légèrement. Les journaux titraient avec un bel ensemble: « Impasse en Italie », encore qu'il convienne de se demander qui est dans l'impasse: les patrons ou les ouvriers ?

Les élections n'ont rien dénoué une fois de plus. Gianni Agnelli, PDG de la Fiat, en tirait les conclusions dès le 27 juin: « Les communistes doivent renoncer à entrer au gouvernement et la Démocratie Chrétienne doit, elle, accepter de discuter avec le PCI un plan d'urgence pour sortir le pays de la crise. »

Or, c'est là que resurgissent tous les problèmes que la campagne électorale, à la différence de celle de 1972, n'est pas parvenue à éclipser. La restructuration amorcée dès 1974 aurait dû déboucher, lors de la signature des contrats collectifs de 1976, sur une reprise en main des relations industrielles par les « partenaires sociaux ». Les syndicats se sont engagés, en échange du droit à l'information sur les projets d'investissement, à lutter contre l'absentéisme. Trentin, dirigeant de la FIOM (CGT italienne des métallos), indiquait, le 22 avril, que son organisation lutterait « contre les formes d'absentéisme chronique pendant l'activité productrice et pendant les grèves » (sic), s'attirant les remerciements suivants du président du CNPF italien, qui n'est autre que Gianni Agnelli: « Le comportement du syndicat est responsable et civil, surtout en raison du fait qu'il a pour la première fois accepté de s'occuper de l'absentéisme et des négociations permanentes au niveau de chaque entreprise. »

Mais tous ces « arrangements » se sont conclus en dehors des luttes. D'autant que les gains salariaux obtenus (25 000 livres

d'augmentation dans la métallurgie) ont été effacés avant même d'être appliqués par la dévaluation de la lire, tandis que l'inflation galopante (25 % de prévu pour 1976) n'est compensée qu'imparfaitement par le système d'échelle mobile mis en place et aussitôt attaqué par le nouveau gouverneur de la Banque d'Italie: Baffi.

Dans les ateliers, les ouvriers ont délibérément ignoré le contenu du contrat que leur proposaient les syndicats pour s'en prendre avec une violence inégalée à toutes les formes de commandement dans l'usine. Des manifestations motorisées en fenwick à 60 km/h contre la maîtrise, on est passé, à la Fiat, à l'attaque directe contre le système productif lui-même: différents sabotages de grande envergure ont précédé l'incendie de deux ateliers qui fit plusieurs milliards de lires de dégâts. Les syndicats ont bien organisé des « piquets de surveillance » un peu partout. Mais que faire lorsque ne se présentaient qu'un nombre infime de « volontaires » ou lorsque l'on n'était pas sûr que les saboteurs ne s'infiltreraient pas dans les piquets, comme le déclaraient tout de go de certains militants communistes des grandes usines milanaïses ?

Parallèlement, les ouvriers n'ont cessé de participer aux luttes d'autoréductions ou d'appropriations dont les jeunes prolétaires ont été les animateurs. Cantonnés dans les travaux précaires par la restructuration industrielle, ils n'ont pas disparu de la scène en tant que « sujets politiques »: à Milan, des bandes de « jeunes apaches » se servent quotidiennement dans les magasins du centre. À Naples, 10 000 chômeurs organisés forment les interlocuteurs peu commodes d'une municipalité dirigée par un maire communiste. La presse française s'est faite l'écho de ce nouveau pas franchi dans la désobéissance civile et dans les autoréductions de prix à Rome: un groupe Lutte Armée pour le Communisme avait enlevé, en pleine campagne électorale, l'un des plus gros négociants en viande, en exigeant pour rançon que les bouchers des banlieues ouvrières vendent au prix de 2 000 liras le kilo (13 F environ) la viande de première qualité dont le prix est ordinairement de 6 000 liras. Les auteurs de cette opération étaient parfaitement au courant des problèmes des « consommateurs », puisqu'ils précisaient qu'ils

ne voulaient pas de viande congelée! La révolte urbaine et les mouvements d'autoréductions nous réservent encore bien des surprises en Italie.

20 juillet 1976.

## INTRODUCTION LE CADRE INSTITUTIONNEL

### *Quelle Italie ?*

Depuis le mai rampant et l'automne chaud de 1969, il existe en France une tradition solidement ancrée: regarder vers l'Italie. Chacun se forge, il est vrai, l'Italie de ses préoccupations et de ses options politiques. Les fascistes français bercent leurs rêves d'ordre et de pouvoir des prouesses électorales du parti d'Almirante, le Mouvement Social Italien (MSI). Plus directement, ils s'intéressent aux bombes jetées à Milan, à Brescia, etc., dans l'ombre commode de l'État de la Démocratie Chrétienne au pouvoir.

Les revues patronales, elles, ont trouvé un nom nouveau pour caractériser la combativité irréductible des ouvriers et les mille et une formes qu'elle peut prendre: absentéisme massif, sabotages, grèves-bouchons; elles appellent cela «le mal italien». Et le très social-démocrate Schmitt, chancelier de la RFA, avant d'accorder un prêt aux patrons italiens, parlait d'instaurer un «cordon sanitaire» pour isoler l'Italie du reste de l'Europe.

Du côté du mouvement ouvrier officiel, même obsession: le Parti Communiste Français en vient-il à faire peau neuve? Il s'italianise. Sa pensée théorique suit, avec quelque retard il est vrai: on redécouvre Gramsci, on traduit pour la première fois Badaloni ou Della Volpe, ces classiques du mouvement ouvrier d'après-guerre. L'extrême gauche a aussi son Italie. Depuis 1968 s'est formée une tradition, assez limitée, mais tenace: les luttes des immigrés du Sud à la Fiat, racontées par Alfonso dans *Nous voulons tout*<sup>1</sup>, de Nanni Balestrini, les occupations de maisons via Tibaldi, à Milan, et leur corollaire, le mot d'ordre: «Emparons-nous de la ville», lancé à Milan par Lotta Continua et par le Collettivo Politico Metropolitano, d'où sortiront la revue *Sinistra Proletaria*, puis les Brigades Rouges. Le mouvement

1. Nanni Balestrini, *Nous voulons tout*, Genève, Éditions Entremonde, 2009. (NDE)

des délégués dans les usines, les conseils de zone sont devenus des références communes au « gauchisme » d'aujourd'hui.

Pourtant, s'arrêter à ces images, que le temps transforme chaque jour un peu plus en clichés, serait faire de l'Italie un mirage. Comme la France, huit ans après mai 1968, l'Italie de « la semaine rouge » de Mirafiori, au printemps 1973, celle des autoréductions en automne 1974 est déjà loin des barricades édifiées Corso Traiano, à Turin, par les ouvriers de la Fiat en 1969.

### *Les nouveaux arrivants*

À l'extrême gauche, aussi, les choses ont changé. À côté des organisations issues de l'automne chaud (Avanguardia Operaia, Lotta Continua, PDUP-Manifesto), et qui apparaissent de plus en plus dépendantes du mouvement syndical et du PCI, de nouveaux groupes sont apparus, plus radicaux, moins institutionnalisés. Voici ce qu'écrivait, en mars 1975, l'hebdomadaire *l'Espresso*, après une enquête sur la situation, de l'extrême gauche à Rome :

Mais qui sont les nouveaux arrivants ? Il existe désormais dans l'éventail de la gauche extra-parlementaire des groupes « d'ultra ultra-gauche », qui considèrent comme « institutionnels » et « pro-réformistes » jusqu'à Lotta Continua, Avanguardia Operaia et le PDUP-Manifesto, définis comme les trois grands. Ce sont surtout les militants de ces organisations dissidentes, autonomes, au schéma organisationnel incertain et au contenu politique encore plus incertain, qui ont, ces derniers jours, affronté les fascistes dans la rue<sup>2</sup>. Qui sont-ils ?

- Potere Operaio. Ou tout au moins ce qu'il reste de cette organisation historique après la crise du groupe, il y a deux ans déjà...
- Collectif Politique Via del Volsci. Il est né il y a trois ans d'une coalition de forces diverses. Le noyau central est composé de travailleurs de l'hôpital polyclinique et d'employés de l'ENEL<sup>3</sup> provenant en partie du *Manifesto*.

2. En mars 1975, à l'ouverture du procès contre Achille Lollo, militant de Potere Operaio, les fascistes envahissent le prétoire, puis descendent dans la rue, terrorisant les passants, les obligeant à faire le salut fasciste, etc. Après des affrontements d'une violence extrême, un fasciste grec, Mamakis, tombe, une balle dans la tête. *L'Espresso* titre : « la guerre civile italienne ».

3. L'ENEL : l'EDF italienne.

- À ces éléments sont venus progressivement s'ajouter des groupes de militants sortis de Potere Operaio en crise, des étudiants et des lycées organisés, et un groupe d'universitaires de la Faculté de physique. Ils ont été rejoints récemment par des « collectifs autonomes » de quartiers, tous gens qui entendent appliquer « au niveau de l'intervention urbaine les méthodes et les choix de l'autonomie ouvrière ». Ils publient un journal *Rivolta di classe*. Ils ont été cette année les plus féroces dans les combats de rues. À l'hôpital polyclinique, où ils tiennent des assemblées avec un grand nombre de travailleurs, ils mènent une lutte de harcèlement sans répit.

Et dans le numéro d'avril 1976 du même hebdomadaire, la sphère sociologique et politique de l'Autonomie Ouvrière se trouvait ainsi définie:

« À côté des actions de lutte armée qui prolifèrent, on assiste au développement d'un autre phénomène beaucoup plus vaste et plus pertinent socialement: l'explosion d'une nouvelle illégalité de masse spontanée et canalisée par les différents groupes de « l'autonomie », bref l'apparition violente sur la scène du pays de ceux qui se nomment « le prolétariat jeune et marginal ». Aux ouvriers ultra-rouges des avant-gardes d'usine, aux prolétaires des comités de quartier, aux militants liés aux luttes étudiantes et ouvrières de 1968 et 1969 et provenant de Potere Operaio et du groupe Gramsci, se sont ajoutées de nouvelles composantes sociales, très diverses, qui ont donné vie à de nouveaux ferments. Essayons de les caractériser:

1. « Le prolétariat jeune », originaire des ghettos urbains, ouvriers, apprentis, lycéens, bandes de travailleurs précaires, fils d'immigrés de l'hinterland milanais.
2. La nouvelle tendance du féminisme, plus prolétaire et plus rebelle, qui unit libération de la femme et lutte de classes.
3. Les strates les plus politisées de ceux qu'on nomme les « freaks »: néo-hippies ludiques, marginaux de la contre-culture underground, qui descendent dans la rue pour soutenir des pratiques communautaires et libertaires comprises comme « la réalisation immédiate d'une nouvelle qualité de la vie ».

4. Des franges de militants mécontents qui s'éloignent des groupes extra-parlementaires.
5. Des jeunes ouvriers « plus en colère » de politisation récente, qui ne croient plus dans les objectifs et la lutte des syndicats<sup>4</sup>.

Et, de fait, c'est principalement contre ces organisations que s'acharne l'appareil répressif des corps séparés de l'État (magistrature, police, carabinieri et brigades anti-terroristes). Avec la complicité active du PCI: les juges qui mènent des enquêtes sur « l'autonomie ouvrière » appartiennent, pour la plupart, à l'organisation des juges progressistes: *magistratura democratica*. Plus d'une centaine de militants sont ou ont été ainsi emprisonnés, les avocats qui les défendent inquiétés, perquisitionnés, et trois d'entre eux ont été inculpés pour « association de bande armée ». En fait, c'est à une véritable criminalisation de la lutte de classes que sert cette chasse aux sorcières: le PCI ne craint-il pas de préciser pour Via del Volschi que « ce sont des gens qui ont commis des délits de droit commun; il est juste qu'ils payent » !

L'amalgame avec les Brigades Rouges (BR) et les Noyaux Armés Proletariens (NAP, organisation clandestine des prisonniers, pratiquant la lutte armée dans les prisons) est d'autant plus facile que seuls ces groupes ont accepté de discuter de la violence; ces groupes ont été pratiquement les seuls à considérer les brigattistes comme faisant partie du mouvement révolutionnaire, malgré leurs divergences politiques, à essayer d'organiser la défense et la discussion politique sur le problème de la violence et de la lutte armée<sup>5</sup>. Pour tous les autres groupes, comme pour le PCI, l'amalgame avec les fascistes ou l'accusation de provocation a tenu lieu, jusqu'à présent, d'analyse politique. D'un autre côté, il n'existe plus en Italie d'espace politique entre le compromis historique et l'autonomie ouvrière où les groupes puissent se mouvoir; quand ceux-ci ont voulu se

4. *L'Espresso*, Rossi come il fuoco (Rouges comme le feu), 11 avril 1976.

5. Sur ce problème fondamental et révélateur, on lira le livre réalisé par le Secours Rouge italien: *Brigate Rosso che cose hanno fatto, che cosa hanno detto, che cosa se ne è detto* (Les Brigades Rouges, ce qu'elles ont fait, ce qu'elles ont dit, ce qu'il s'en est dit). Soccorso Rosso, Feltrinelli, Milano, janvier 1976.

substituer au parti des travailleurs, ils se sont heurtés au refus obstiné des ouvriers pour tout ce qui n'avait pas comme contenu un programme sans ambiguïté et sans phraséologie pseudo-révolutionnaire: le communisme, tout de suite, ici et maintenant, ce que la direction de Lotta Continua appelait encore en 1975, avant d'effectuer un léger virage à gauche, en 1976, lorsque la crise du mouvement des délégués est devenue manifeste, « un extrémisme sociologique sans objectifs politiques ».

Il est vrai que l'objectif politique que peuvent aujourd'hui proposer les groupes n'est autre que celui de l'arrivée du PCI au pouvoir. Les résolutions adoptées en congrès par les trois grandes organisations extra-parlementaires vont toutes dans ce sens. Cette perspective ne semble pas cependant très claire, à en juger par les remous provoqués par la question d'une stratégie de l'extrême-gauche à l'égard du « compromis historique »; le PDUD-Manifesto s'est pratiquement cassé en deux, outre la scission importante qu'il a connu à Naples. Lotta Continua semble être prudemment revenue sur ses ambitions de « débordement » du PCI si celui-ci subit l'épreuve du pouvoir.

### *Le compromis historique*

Quelles peuvent être alors les chances du PCI d'accéder au pouvoir central, de prendre la part d'un gâteau qu'en vingt-cinq ans de gouvernement la Démocratie Chrétienne a soigneusement nettoyé?

L'État mis en coupe réglée, une gabegie administrative qui n'a d'égale que la corruption, une « gestion désastreuse des secteurs publics et semi-publics », comme ne se fait pas faute de le souligner le PCI, l'héritage économique de trente ans de Démocratie Chrétienne paraît catastrophique. Pourtant le clientélisme, la spéculation vont curieusement de pair avec l'ordre industriel de « la République fondée sur le travail » le lendemain de la guerre. Les barons de l'industrie (Agnelli à la Fiat, Cefis à la Montedison, pour ne citer que les plus connus) sont devenus de véritables puissances industrielles palliant les déficiences d'un État que les technocrates

des grandes nations capitalistes considèrent avec ahurissement et condescendance. Et la vieille Démocratie Chrétienne, usée jusqu'à la corde, reconduit crise après crise la même sempiternelle coalition de centre gauche. Elle a, avec un art du pouvoir à faire pâlir Machiavel, toujours réussi à écarter le PCI. Celui-ci, qui souhaiterait s'allier à la partie vive de la Démocratie Chrétienne, ne craint pas pourtant, pour bâtir « un nouveau modèle de développement » harmonieux, d'en appeler « à toute la Démocratie Chrétienne en tant que telle ».

Le compromis se présente sous la forme d'un retour au tournant de Salerne. En 1944, à la suite des accords de Yalta, le PCI avait fait volte-face et accepté l'alliance avec le roi d'Italie et le maréchal Badoglio, jusque-là considérés comme des ennemis. Ce tournant désavoué par les socialistes et d'autres forces de la Résistance, telle Giustizia e Libertà, provoqua de forts remous au sein même du parti, en particulier à Turin<sup>6</sup>. Si la réaction des vieux ouvriers PC de la Fiat à la ligne new-look de Berlinguer, mise en avant aux lendemains du coup d'État sanglant de Santiago, a été assez glaciale, l'histoire ne se répète pas, et les buts politiques de cette stratégie méritent une analyse précise. Les conditions qui l'entourent font du « compromis » tout à fait autre chose qu'un concours communiste à la reconstruction du pays et de la démocratie.

Il existe bien des variantes du compromis historique – ne va-t-on pas jusqu'à dire qu'il y en a autant que de courants dans le PCI, selon que l'on envisage une social-démocratisation du parti dans un grand parti du peuple comme Amendola, version de droite, ou un compromis possible avec une scission de la DC, version de gauche ! Néanmoins, l'élément central est celui d'un passage pacifique au socialisme à travers l'insertion croissante des forces populaires dans l'État, le tout pour garantir le développement économique. Cet objectif implique un triple rôle dévolu ainsi à l'État et à l'hégémonie des masses populaires qui y seraient représentées par le Parti :

1. Le contrôle quantitatif et qualitatif des mouvements de classes. Celui-ci ne passerait plus simplement par les syndicats, comme

6. *Ibid.* p. 13

il l'avait fait jusqu'à présent. En effet, la contractation du prix du travail par secteur, ou dans le cadre centralisé d'un syndicat unique dont la FLM reste l'ébauche inachevée, ne concède pas des marges suffisantes à l'État pour lui permettre d'infléchir de façon très volontariste le développement économique. Traduisons en termes plus directs, comme cela s'est vu plusieurs fois lorsqu'au réformisme classique et syndical d'un Trentin (secrétaire de la FIOM), Lama (secrétaire de la CGIL) a opposé la politique d'alliance avec « les couches sociales intermédiaires et capitalistes les plus avancées », donc la mise en sourdine des revendications « irréalistes » des ouvriers<sup>7</sup> : pour relancer les investissements et les orienter, il faudra accepter que le partage des salaires et des profits dans le revenu national soit déplacé au détriment des premiers. Tel serait le prix du pouvoir. Raisonnablement que la gauche syndicale sait fort difficile à tenir aux ouvriers.

2. L'État deviendrait le syndicat du « social » en assurant une meilleure distribution de la force de travail. La planification des institutions sociales chargées de gérer la société civile devrait permettre de rationaliser les mécanismes économiques. D'où le rôle pilote conféré dans cette stratégie à la conquête des mairies et des régions.
3. Au niveau général, une redistribution des revenus et des facteurs de production dans le cadre du système pourrait se faire en mettant à profit le tremplin considérable que fournit le secteur d'État. L'économie italienne pourrait ainsi opérer un nouveau bond en avant dans la socialisation de la production,

7. Sur ce problème et tout ce qui concerne l'unité syndicale, voir, en français, le livre de D. Grisoni et H. Ponsel, *Luttes ouvrières en Italie de 1960 à 1976*, Aubier Montaigne, Paris, 1976, p. 117-199. Le livre est bien documenté sur tous les aspects qui tiennent le plus à cœur à la gauche syndicale. Les auteurs sont amenés ainsi à emprunter souvent le point de vue politique défendu par le PDUD-Manifesto. Ils s'en démarquent parfois, mais les luttes elles-mêmes font l'objet d'une analyse beaucoup moins attentive, et souvent prisonnière du seul point de vue « syndical de gauche ». De là, quelques jugements assez sommaires inexacts sur les conflits, et carrément diffamatoires sur le mouvement, dans le plus pur style de la presse communiste bien-pensante. « Alors que les Brigades Rouges s'évanouissent après la découverte de leurs liens avec certains éléments ultra-fascistes, surgissent les NAP, groupes armés proletariens, terroristes spécialisés dans les enlèvements ! », p. 220.

sans « nationalisations » du secteur privé, donc sans remise en cause du partage de la propriété privée. Cette clause constitue évidemment la condition du « compromis historique » passé avec la Fiat. Depuis quelques années en effet, le PCI, qui avait jusqu'alors soutenu le schéma classique de l'extension du secteur contrôlé par l'État, tente de renverser les alliances. Ce sont les rencontres entre des dirigeants du Parti et Agnelli qui esquissent un programme de rationalisation productive des structures industrielles en attaquant la gabegie, le fameux *malgoverno* du secteur d'État par la Démocratie Chrétienne. Le PCI déclarera dès lors qu'il n'est pas question de menacer le secteur du grand capital privé qui marche, mais de réformer de l'intérieur le secteur nationalisé ou sous contrôle de l'État.

Cette stratégie n'a pas été couronnée de succès jusqu'à présent, et les succès électoraux des communistes aux élections régionales de 1975 ne lèvent pas les hypothèques dramatiques qui pèsent sur « le compromis historique ».

Dramatiques, disons-nous, car il nous semble que la question de « l'arrivée des communistes au pouvoir central » ne se règle pas par quelques formules percutantes, et... commodes. Non qu'il s'agisse ainsi de se réfugier derrière la complexité du problème pour s'en laver prudemment les mains. Mais, enfin, il est deux discours, au fond symétriques, que nous refusons également. Le premier, surgi du mouvement ouvrier classique, porté par tous ceux qui « croient à la gauche », ne voit pas la difficulté: le pouvoir d'État se situerait au fond dans le prolongement de celui des mairies, des régions, et au même niveau. Le second, plus secondaire, « radical » conclut à une « social-démocratisation » du Parti Communiste et ramène le débat à celui de l'insertion du réformisme dans une phase particulièrement critique pour le capitalisme. « Le compromis historique » serait la solution de rechange toute prête de la bourgeoisie: « Seuls les communistes seraient capables de sauver le capitalisme »<sup>8</sup>. Dans les

8. Cf. par exemple la très brillante dissertation de Censor-Sanguinetti, *Véridique rapport sur les dernières chances de sauver le capitalisme en Italie*, Champ Libre, 1976.

deux cas, les difficultés, les contradictions sont levées comme par enchantement, et l'on en vient à se demander comment il se fait que cette « solution » n'ait pas été apportée depuis des années, si elle est si simple pour le mouvement ouvrier et si « avantageuse » pour la classe bourgeoise sur le plan intérieur comme sur le plan international.

Pourtant, les avertissements solennels de Kissinger<sup>9</sup>, le raidissement du Vatican soulignent, si besoin est, qu'on a affaire à tout autre chose qu'à une partie de marionnettes dont les fils seraient tirés par une nécessité objective et économique (faire des réformes), sur laquelle communistes et classes bourgeoises pourraient s'entendre, histoire de parcourir un bout de chemin ensemble. C'est probablement parce que l'enjeu est celui, purement politique, du pouvoir tout court, et de l'État, que la solution du « compromis historique » ne s'impose pas d'elle-même, car c'est aujourd'hui ce paradoxe qui mérite explication.

Essayons de dégager les questions que laisse sans réponse l'hypothèse du « compromis historique » ; et ces objections peuvent être le fait aussi bien des représentants de la classe des capitalistes que celles de militants révolutionnaires. La convergence des critiques ne reflétant pas autre chose que la prise en compte la plus serrée possible de la situation réelle, même si elle abrite deux points de vue opposés.

Plusieurs facteurs d'importance ôtent à la perspective du « compromis historique » sa crédibilité. Tout d'abord, peut-on parler d'une telle hypothèse au niveau institutionnel sans lui trouver un référent dans les couches sociales dont l'appui est requis, et plus précisément dans la composition de la classe ouvrière ? La participation directe des communistes après la Seconde Guerre mondiale à la reconstruction nationale s'est faite dans le cadre d'une alliance entre des classes sociales différentes, alliance scellée dans l'antifascisme et la Résistance. Elle a été rendue possible par

9. Dès le mois de septembre 1975, l'ambassadeur des États-Unis à Rome, John Volpe, déclarait publiquement : « Nous ne pourrions rester indifférents à une arrivée au pouvoir des communistes. » Depuis, les prises de position de Kissinger, Ford, se sont multipliées.

l'hégémonie politique d'une certaine classe ouvrière, qualifiée, à qui le socialisme, c'est-à-dire la répartition de la richesse produite «à chacun selon son travail», dictait les mots d'ordre productivistes.

Ce fut là un concours de circonstances presque miraculeux, une «surdétermination» dont les capitalistes surent profiter. Aujourd'hui, on ne vérifie plus aucune de ces conditions. Trente ans de Démocratie Chrétienne ont épuisé les charmes de l'unité nationale antifasciste, estompé le souvenir de la Résistance, sauf chez les militants révolutionnaires qui en retiennent surtout que ce fut une guerre civile que le tournant de Salerne parvint à contrôler. Les classes sociales qui formaient le bloc historique de la reconstruction ont fondu.

À l'intérieur de la classe des ouvriers salariés, divisions, stratifications demeurent, mais la circulation des luttes les a érodés sérieusement: les prolétaires, les chômeurs du Sud ne peuvent plus servir de pions joués contre les ouvriers du Nord. Enfin, et surtout, l'ouvrier qualifié, socialiste, et cadre communiste, n'est plus la figure hégémonique dans la classe ouvrière. Alors, quelle pourrait être la base sociale du «compromis historique»? Qu'une telle base existe parmi les classes dirigeantes, c'est incontestable, mais, de l'autre côté, c'est beaucoup moins sûr. Les patrons le savent bien, et c'est pourquoi ils émettent des doutes quant aux prétentions du PCI de contrôler les mouvements de classes.

Il est un deuxième problème que laisse en suspens «le compromis», en supposant même qu'il obtienne une base sociale issue de l'industrialisation homogène du pays (couches techniques, petits cadres, nouveaux ouvriers qualifiés, employés), et là, très franchement, on ne voit pas en quoi elle serait différente de celle qui pourrait se regrouper autour des socialistes: comment pourrait-il appliquer un programme de rationalisation des mécanismes de distribution de la main-d'œuvre (meilleure utilisation de l'appareil productif, travail par équipes, mobilité), alors que l'Italie se caractérise par un marché du travail extrêmement rigide?

Une politique globale en matière de chômage, d'éducation, de tertiarisation de la production, se heurte immédiatement au

problème de la rigidité politique de la main-d'œuvre. Aucun capitaliste n'a de raisons sérieuses de penser que les communistes pourraient venir à bout de ces problèmes, à moins d'employer la manière forte, c'est-à-dire répression ouverte, systématique et pesante. Or, précisément, les risques encourus sont jugés si considérables que l'on assiste plutôt à des opérations ponctuelles, sectorielles et « élégantes », typiquement « socialistes et démocratiques ». Là encore, « le compromis historique » s'avère « inutile et incertain ».

La troisième série d'obstacles qu'une telle stratégie contourne sans vraiment les affronter se rattache au problème de l'État : question qu'on s'accorde à juger déterminante depuis un certain Lénine. La théorie implicitement contenue dans l'hypothèse du « compromis historique » est celle du « capitalisme monopoliste d'État ». Elle suppose que l'État peut subir « une révolution interne », et qu'on peut, à travers des réformes, tenter de l'utiliser à des fins socialistes. Dans une telle analyse, la composition historiquement déterminée des rapports de production n'est pas rapportée à une logique du pouvoir politique, mais à une série d'exigences objectives et économiques.

Mais la stratégie de « luttes pour les réformes » illustre l'illusion qu'il pourrait bien y avoir à séparer artificiellement le grand capital progressiste et progressif, sur lequel on compte fonder un développement rationnel et harmonieux, des éléments réactionnaires, archaïques et impurs (petites et moyennes entreprises, appareil d'État contrôlé par la Démocratie Chrétienne, gaspillage, etc.). Or, tout semble indiquer que cette gabegie n'est pas une maladie, une crise qui mènerait mécaniquement à l'effondrement final, mais la forme saine ou normale du pouvoir capitaliste quand il a face à lui une classe ouvrière semblable. Entre les projets d'Agnelli (cogestion avec les syndicats, industrialisation du Sud) et le clientélisme de la Démocratie Chrétienne, qui marie le crétinisme parlementaire, l'art de jouer toutes les pesanteurs sociologiques avec le fascisme des corps séparés de l'État, il existe comme un partage tacite du pouvoir, scellé dans l'alliance indéfectible de « la rente parasitaire » avec « le profit moral » de la grande entreprise. Il peut arriver dans l'histoire

du capitalisme des initiatives de réforme au cours desquelles le capital avancé règle violemment son compte aux classes bourgeoises arriérées qui le gênent. Mais il ne peut réaliser cette opération qu'en s'appuyant sur la classe ouvrière. Avec la restriction importante cependant que cette dernière n'est alors sollicitée qu'en tant que force sociale, pur capital variable au sein du rapport de production. Quand elle est organisée politiquement de façon trop puissante, une telle opération devient beaucoup plus risquée. Lorsque la situation internationale des capitalistes s'est dégradée, et c'est bien le cas actuellement, d'aussi savantes manœuvres cèdent le pas à une arithmétique plus simple et plus brutale. Tous les pouvoirs et les intérêts des capitalistes, quelles que soient leurs contradictions secondaires, se retrouvent unis contre la puissance et le pouvoir de la classe adverse.

Il ne fait guère de doute que le Parti Communiste italien, et le raisonnement vaut également pour tous ceux des pays latins, représente encore l'obstacle à une opération de ce genre, surtout en présence d'une classe ouvrière qui marque nettement son autonomie. On ne raye pas d'un trait de plume le passé, et rien ne garantit totalement la classe dirigeante qu'une fois insérée au cœur des mécanismes névralgiques de l'État la formidable machine de pouvoir qu'est le PCI ne se mettra pas à tourner à l'envers, et ce, au grand dam de ses dirigeants, en raison même du rapport hautement contradictoire et précaire qu'il entretient avec les luttes. Ici encore, le drame du PCI est de représenter trop et trop peu.

Sur le plan d'une théorie de l'État, l'hypothèse du « compromis historique » ne saisit pas le lien organique qu'entretient le développement capitaliste avec l'État, un État devenu pure expression du rapport de pouvoir et de commandement. Crise, manipulation, contrôle, terrorisme et centralisation constituent les conditions mêmes du profit. L'idée d'une autonomie de l'État repose en grande partie sur le vieux schéma selon lequel « la société civile » pourrait

être gérée de façon alternative<sup>10</sup>. Lorsque la rigidité des agrégats économiques est devenue si forte, la centralisation contient pour les capitalistes la condition sine qua non de marges d'action. On a coutume de dire qu'il n'y a plus d'État en Italie; cela serait exact si l'essentiel du pouvoir d'État se concentrait dans la programmation à long terme et la détermination d'équilibres dynamiques mais stables entre salaires et investissements. Aujourd'hui, les institutions étatiques qui marchent encore sont la police et la Banque d'Italie<sup>11</sup>.

Et la bourgeoisie en défend férocement l'accès. La longue marche à travers les institutions, la révolution tranquille, toutes choses que «le compromis historique» exalte, ne frôlent-elles pas l'inconscience?

La dernière limite du «compromis historique» est qu'il se place dans un cadre national. Or, la compénétration État-capital s'inscrit d'ores et déjà dans la dimension mondiale de la division du travail. Le noyau dur de l'État national est étroitement articulé et subordonné au cœur du pouvoir des multinationales de l'impérialisme dominant. La limite contre laquelle vient buter la lutte de classes en Italie depuis dix ans est bien la dépendance de ce pays de l'orbite américaine. On n'explique pas sans cela le rôle déterminant joué par la politique monétaire et financière, en Italie, les moyens qu'elle a offerts pour contrôler une situation prérévolutionnaire.

Les mécanismes comme ceux des dernières dévaluations de la lire mériteraient une étude approfondie<sup>12</sup>. Les facteurs de «politique internationale», qui semblent bien interdire au PCI une insertion sans histoire dans le pouvoir d'État, ne font que traduire cet aspect du

10. Pour la formulation théorique d'une critique marxienne du «compromis historique», nous renvoyons à l'exposé lumineux de Toni Negri, *Proletari e Stato. Per una discussione su autonomia operaia e compromesso storico*, pp. 19-23 et 32-36, Opuscoli Marxisti, Feltrinelli, 1976, ainsi qu'à *Crisi dello Stato-Piano, comunismo e organizzazione rivoluzionaria*, Opuscolo Marxisti, Feltrinelli, 1974. et à *Partito Operaio contro il lavoro in Crisi e organizzazione*, Materiale Marxisti, Feltrinelli, 1975.

11. Sur ce point, cf. les articles de la revue *Primo Maggio*, consacrés au sujet (nos 1, 3-4 et 5), et le numéro de la revue *Linea di condotta*, juillet-octobre 1975, *Leva fiscale e manovra creditizia* et *Autorità politica e autorità monetaria*.

12. La dévaluation de la lire, intervenue au printemps 1976, aura permis d'annuler l'effet des hausses de salaires conquises par les ouvriers, et de maintenir l'industrie italienne en position tenable au sein du marché mondial.

problème. Le pourtour méditerranéen fait figure de nouvelle zone des tempêtes, où les deux grandes puissances jouent le statu quo<sup>13</sup>. La succession de Tito en Yougoslavie, à laquelle l'URSS attache la plus grande importance, l'aventure portugaise, la transition difficile dans les régimes fascistes (Espagne, Grèce), l'incertitude politique en France font de l'Italie un point stratégique dont la stabilité est nécessaire à l'équilibre du bassin méditerranéen. Surtout lorsque ce dernier est durement ébranlé par la révolution palestinienne, qui a accouché de la guerre civile au Liban, par le conflit armé gréco-turc (Chypre), par la question du Sahara occidental et par la succession du régime de Bourguiba en Tunisie.

En tant que projet de conquête totale du pouvoir, le compromis historique sait donc qu'il devrait affronter les foudres de Washington, sans pour autant pouvoir compter sur un appui soviétique.

Quel espace lui reste-t-il donc à conquérir? Celui, à notre avis, d'une insertion *subalterne* dans le cadre national, tandis que le centre du pouvoir lui échapperait. « Le compromis historique » serait alors la forme politique et idéologique de résolution de la crise. Le PCI serait convoqué à participer à des opérations de destruction ponctuelle des positions de force conquises par la classe ouvrière, positions qui ont pour effet, comme le disaient crûment Guido Carli et Agnelli, de marginaliser l'Italie par rapport au marché mondial.

En fait d'une stratégie, l'idée de Berlinguer se ramènerait à une rationalisation et une codification d'un partage déjà opéré, s'il s'agit de la périphérie de l'État. En revanche, s'il s'agit du pouvoir central, l'enjeu devient celui du pouvoir, et non celui de la gestion économique de l'Italie. La question du profit devient à la limite, elle aussi, subalterne par rapport à celle des conditions politiques de tout profit dans le futur. Le programme économique du PCI, comme celui d'ailleurs des PC d'Europe occidentale, s'avérerait contradictoire avec l'ordre fluide du réformisme direct des multinationales américaines qui ont joué partout la social-démocratie (Allemagne, Royaume-Uni, France et Portugal). En Italie, la remontée des socialistes est suivie

13. L'exemple contrasté du Portugal et de l'Angola est là pour l'illustrer.

avec intérêt. Après tout, que représentait la SFIO en 1965 en France ou le PS portugais le 25 avril 1974 ?

« Le compromis historique » fonctionne déjà actuellement au niveau subalterne. On peut même se demander si la Démocratie Chrétienne n'a pas réussi à enfermer le PCI dans un piège. La régionalisation est la seule réforme institutionnelle profonde introduite par la DC, qui n'a jamais pu s'offrir un État à la gaulliste comme le souhaitait Fanfani. Elle concède certains pouvoirs au PCI et à la gauche, mais ce pouvoir « délégué », comme tous les pouvoirs débités en tranches, pourrait bien se retourner contre ceux-là mêmes qui l'exercent. On ne gère pas impunément le marché du travail. Faire admettre aux ouvriers du Nord que la restructuration et les investissements dans le Midi passent par une pause des luttes, c'est s'exposer à leur vindicte.

Depuis 1969, avec obstination, les prolétaires italiens ont refusé de se plier à un compromis dont les dés sont pipés d'entrée. À l'alliance entre la Fiat et le PCI (le frontisme dans l'usine), ils ont opposé le parti invisible de Mirafiori, qui organisa l'occupation de l'immense usine en 1973. Au pouvoir morcellé et municipal, dont le compromis est la traduction institutionnelle, ils ont répondu par les formes d'appropriations et d'autoréductions qui attaquaient immédiatement l'État, et non sa périphérie. Pouvoir contre pouvoir. Si d'aucuns cherchent « la multiplication qualitative des prises de pouvoir locales »<sup>14</sup>, c'est dans le mouvement des autoréductions, dans les occupations de maisons qu'il faut aller regarder. La crise des partis communistes européens, l'impossibilité pour eux de devenir les nouveaux sociaux-démocrates y trouve son fondement.

Tout discours sur les institutions, les partis politiques, les stratégies, qui ne partirait pas de la matérialité même de la classe ouvrière italienne, de sa composition politique, nous semble passer à côté

14. Et non pas, comme le fait Robert Maggiori dans *Libération*, dans cette victoire électorale du PCI aux élections régionales qui serait le signe d'un « processus » menant à « une lente révolutionnarisation des instituts sociaux ». L'arrivée au pouvoir du PCI dans nombre de juntes régionales a souvent signifié un contrôle encore plus strict sur les ouvriers. À Rome, qui devrait bientôt passer aux « rouges », les militants du PCI ont brisé sans ménagements la grève des éboueurs de décembre 1975.

des véritables problèmes. L'ambition de ce livre est de contribuer à une meilleure connaissance de «la nouvelle politique» pratiquée par les exploités, et qui hante de nouveau l'Europe. De la critique de l'économie politique à la critique de la politique tout court !

## CHAPITRE I

### L'ITALIE

#### POINT FORT DES LUTTES OUVRIÈRES EN EUROPE

Radicalisation de l'affrontement, fascisme d'État, importance de la gauche (syndicats et Parti Communiste), dynamisme de la gauche extra-parlementaire, l'Italie est tout cela, mais c'est surtout un exemple presque unique pour les luttes ouvrières. Seule la Grande-Bretagne connaît une situation semblable. Depuis 1959, les luttes d'usines par leur continuité et leur ampleur n'ont laissé aucun répit au capitalisme. 1959 voit, après le long sommeil des années cinquante, le réveil, en Italie, des luttes salariales: les heures de grève font plus que doubler et rejoignent les moyennes de 1948. En juillet 1960, les ouvriers descendent dans la rue avec le Parti Communiste et font tomber un gouvernement de centre droit, qui s'apprêtait à entamer une répression ouverte contre le mouvement ouvrier et une réforme gaulliste de l'État. Et le gouvernement de centre gauche qui suit ne parvient pas à restaurer la situation des années cinquante.

La Fiat<sup>1</sup> commence alors à faire appel massivement à la main-d'œuvre du Sud. Et cette nouvelle composition de classes ne tarde pas à manifester sa violence: le 23 juin 1962, Mirafiori (principale usine du groupe Fiat à Turin) est en grève, et les ouvriers prennent d'assaut Piazza Statuto, le siège du syndicat social-démocrate (équivalent de FO). La poussée égalitaire, la lutte contre la division en catégories, les demandes d'augmentations égales pour tous, la réduction du temps de travail, les luttes contre les formes de rémunération qui lient

1. Tout au long de ce chapitre, nous avons délibérément choisi de privilégier les luttes qui se sont déroulées à la Fiat, celles-ci ayant conditionné et conditionnant encore toute la lutte de classes dans le nord industriel de l'Italie.

le salaire à la productivité, et à l'organisation capitaliste du travail, commencent à se faire sentir. « Le miracle italien », stimulé un temps par ces luttes vigoureuses (élimination des entreprises non rentables, coup de fouet de la concurrence avec le Marché commun), s'essouffle rapidement. Le développement économique rapide fait croître en même temps le poids de la classe ouvrière. L'inflation apparaît, et, dès 1964, le gouverneur de la Banque d'Italie et les patrons de la Fiat mettent au point, en manipulant les taux d'escompte, une utilisation toute politique de la crise, sans parvenir pourtant à des résultats définitifs: la stagflation<sup>2</sup> cependant s'annonce déjà.

Le renouvellement des contrats collectifs, qui déterminent, à la différence des négociations collectives en France, le niveau réel des salaires, devient l'occasion d'affrontements politiques. Des millions d'ouvriers se retrouvent en lutte au même moment. Et si le renouvellement des contrats en 1966 n'est pas l'occasion d'une lutte très forte, c'est que la plate-forme élaborée par les syndicats ne tient aucun compte des revendications telles qu'elles ont été exprimées par les ouvriers dans les grandes usines.

Le 30 mars 1968, pour la première fois depuis quatorze ans, les 100 000 ouvriers de la Fiat se mettent en grève tous ensemble. Les luttes reprennent et connaissent une diffusion immédiate de Palerme à Turin. Les ouvriers empruntent au mouvement étudiant qui s'est développé depuis 1967 certaines formes de lutte (assemblées, refus des délégués, lutte antiautoritaire) et imposent au syndicat les objectifs égalitaires qui se retrouveront dans la plate-forme syndicale, lors du renouvellement des contrats (métallurgie, textile, chimie), en automne 1969. L'année qui précède les luttes contractuelles, des Comités Unitaires de Base (CUB)<sup>3</sup> se forment partout. Il existait des noyaux, des avant-gardes politiques autonomes par rapport aux

2. Persistance de l'inflation dans une période de stagnation économique.

3. C'est à l'usine Pirelli de Milan qu'est né en 1968 le premier CUB, en raison notamment du caractère très insuffisant de l'accord signé par les trois syndicats. Cf. sur ce point le livre déjà signalé (note 4 du chapitre précédent): Brigatte Rosse... p. 35-83.

syndicats, mais la rapidité avec laquelle les CUB se développent et opèrent une jonction nationale témoigne d'un saut qualitatif par rapport à l'année précédente.

### *Le mai rampant italien*

L'accord signé à la Fiat le 26 juin 1969 ne parvient pas à mettre un point final à la lutte. Au contraire, le 3 juillet, les ouvriers montent des barricades Corso Traiano et affrontent la police. La commune de Nichelino est occupée, et les premières grèves des loyers s'organisent dans les quartiers prolétaires sur le thème: « Le loyer est un vol sur notre salaire! », « Le loyer, ça ne se paye pas! Les maisons, on les prend! »

Le syndicat des métallos CGIL (équivalent de la CGT), la FIOM, tirant les leçons des défaites qu'il vient de subir partout et de l'autonomie croissante de la classe ouvrière à son égard (les CUB se formeront souvent avec la participation de cadres ouvriers du PCI et de membres de la CGIL), intègre en bonne place dans sa plateforme les revendications égalitaires des ouvriers. En prévision des contrats, Agnelli procède à de vastes mises à pied dès le 3 septembre. Mais la puissance des luttes qui suivent dans toute l'Italie est si forte qu'excepté la parité ouvriers-employés, les patrons doivent avaliser l'ensemble des revendications. Imaginons qu'à Grenelle les patrons aient dû céder à la revendication du SMIC à 600 €! Le resserrement de l'éventail hiérarchique, la recomposition de la classe ouvrière sont si forts qu'ils se traduisent immédiatement sur le plan institutionnel, et précisément sur les modes d'organisation des syndicats.

Dès le printemps 1969, des délégués de chaînes et d'ateliers étaient spontanément apparus à la Fiat. Cette structure concurrente des commissions internes (l'équivalent de nos comités d'entreprise avec une forte participation syndicale), les syndicats la combattront avant l'automne, avant de s'y rallier au début de l'année 1970: les commissions internes sont alors remplacées par les conseils d'usines élus par l'ensemble des ouvriers, syndiqués ou non, nominalement

et non plus par scrutin de listes. Le mouvement des délégués, représentants plus directs des revendications ouvrières, est né.

L'automne chaud aura une seconde conséquence: la mise en route d'un processus d'unification entre les trois grandes centrales syndicales, CGIL, CISL (plus ou moins l'équivalent de la CFDT) et UIL (plus ou moins FO), qui sera surtout marqué dans les déclarations des métallos, là où les luttes ont eu le plus d'ampleur.

Mais c'est surtout sur le capitalisme italien que l'automne chaud et ses fortes augmentations de salaires aura les conséquences les plus spectaculaires<sup>4</sup>. Les patrons ne retrouvent plus, dans les années qui suivent, un taux de profit suffisant pour relancer le développement et réabsorber la classe ouvrière dans un consensus dynamique.

Dès le début de 1970, il s'avère que le répit bien escompté par les industriels dans les usines n'aura pas lieu. Ils y avaient pourtant mis le prix: l'augmentation du pouvoir d'achat aurait dû entraîner une reprise de la demande qui pouvait favoriser une restructuration générale de l'industrie. D'autant que l'institutionnalisation du mouvement des délégués par les syndicats laissait espérer un encadrement plus solide de la base. C'est dans ce sens d'ailleurs que les syndicats et le PCI avaient orienté leurs programmes, mettant en avant des réformes «structurelles», telles que le développement des investissements dans le Sud, des investissements collectifs et l'optimisation de l'utilisation de l'appareil productif<sup>5</sup>. De grands patrons, comme Agnelli, étaient disposés, dès 1970, à faire plusieurs pas dans ce sens. À une condition cependant: que l'ordre soit rétabli dans les usines et qu'il y ait un minimum de paix sociale.

Ces deux conditions ne seront jamais remplies. La recomposition de la classe ouvrière n'a pas entraîné, comme en France après Grenelle, une division entre les bas et les hauts salaires; et cette

4. La semaine de travail revient à quarante heures dans presque tous les secteurs, l'augmentation du coût du travail oscille entre 10 et 12 %.

5. Ainsi Trentin, dirigeant de la FIOM, écrit-il en 1970 dans les *Quaderni di Rassegna Sindacale*: « Pour arriver à une conception moderne de l'horaire de travail, nous devons commencer à parler d'une meilleure utilisation des installations. »

conséquence ne laissera que peu de marge à une substantielle récupération de productivité. Au contraire, les tentatives pour augmenter les cadences, unité de production par unité de production, se heurtent à une guérilla continuelle; le comportement de l'ouvrier de la Fiat se répercute sur le tissu des petites usines.

Fin 1970, on voit apparaître, à l'Alfa Romeo de Milan, en même temps que des revendications de passage automatique dans les catégories supérieures, de nouvelles formes de luttes, encore plus dures: blocages des routes, cortèges internes, piquets. Les résultats généraux de ces deux ans de lutte continue sont trop connus pour qu'on s'y attarde ici: au-delà du prix de la lutte contractuelle, le coût des formes de luttes souterraines (absentéisme, sabotage) devient décourageant pour les investissements. Productivité et profits ne se relèvent pas suffisamment pour que les patrons rétablissent leur contrôle sur la force de travail. La classe ouvrière a acquis dans l'usine une rigidité qui préoccupe fortement les sociologues payés par les patrons. Enfin, la continuité de la lutte, la présence politique de la classe ouvrière enterrent vite les projets de reprise productive et de réformes de l'État entrepris « en collaboration » avec les forces syndicales et démocratiques.

L'année 1970 se clôt alors par le « Decretone » Colombo: par l'épargne forcée, le renforcement du coût du crédit, l'augmentation des prélèvements fiscaux, l'État attaque le revenu ouvrier et tente de récupérer par la hausse des prix les gains de l'automne chaud. L'Italie s'installe dans la crise. La restructuration, la destruction de la force des ouvriers ne se fera pas dans le « consensus » de la relance économique, mais dans la crise. Les organismes de planification et de financement industriels de l'État, les patrons pratiquent, comme en Angleterre, « la grève des investissements ». Parallèlement, le pouvoir répressif de l'État devient un élément clé de la situation. Ce dernier, ne parvenant pas à se restructurer à la gaulliste comme le souhaiterait un Fanfani, se lance éperdument, par l'intermédiaire des corps séparés de l'État (magistrature, police, armée), dans une

tactique de collaboration avec les fascistes et d'attentats contre les ouvriers. C'est l'État-massacre qui apparaît dès 1969.<sup>6</sup>

### *Sortir la lutte des usines*

La gestion capitaliste de la crise pose alors à la lutte ouvrière ce qui deviendra dans les années suivantes son problème majeur: socialiser la force acquise dans l'usine, passer de celle-ci au territoire pour garantir les conquêtes salariales, à la fois contre la réorganisation productive de la sous-traitance, l'introduction des groupes de production qui décomposent les équipes de chaînes de montage, contre le terrorisme patronal qui se sert des syndicats fascistes et contre les mises à pied disciplinaires, les réductions d'horaires et les mesures de chômage partiel qui se font dès 1971 de plus en plus importantes. D'autant que la base ouvrière doit affronter des syndicats qui exercent un contrôle de plus en plus strict sur les luttes au moment de la négociation générale et les noient dans le cadre plus général d'une politique « des réformes » et d'un nouveau mode de développement. C'est exactement ce qui se passe quand la lutte repart à l'Alfa Romeo en automne 1971: conduite au départ par l'Assemblée autonome de l'Alfa, structure unitaire née en dehors du syndicat, qui lance la grève et tient des piquets, la lutte est récupérée par les syndicats qui la réinscrivent dans le cadre d'une négociation globale.

6. *La stratégie de la tension*. La bombe posée à Milan, Piazza Fontana, le 12 décembre 1969, qui fit dix-sept morts et des dizaines de blessés dans la foule, ouvre une longue série d'attentats fascistes: attentats aveugles contre des trains, sur des places publiques, dans des gares, sont responsables à ce jour de la mort d'une centaine de personnes. La police qui tente de les imputer à des milieux anarchistes ne peut camoufler longtemps leur origine nettement fasciste. Plus, des enquêtes menées par des magistrats indépendants permettent de remonter jusqu'à certains secteurs de la Démocratie chrétienne, de l'armée et des services secrets.

Cette collaboration de hauts dignitaires de l'État éclate en effet au grand jour quand est connue en 1974 la tentative de putsch du prince Julio Valerio Borghese: dans la nuit du 7 au 8 décembre 1970, des groupes paramilitaires occupent le ministère de l'Intérieur et la RAI sans susciter de réactions, puis se retirent à la fin de la nuit sans incidents, l'armée et la police ne s'étant pas ralliées dans leur totalité au coup d'État. Celui-ci est cependant tenu secret pendant quatre ans et les principaux responsables (hormis le chef des services secrets, le général Vito Micelli) restent à ce jour inconnus. On se reportera pour un historique plus détaillé de « l'État-massacre » à l'excellente étude *La piste rouge, Italie 1972*, éditée en 10/18.

Dans les usines, la stratégie syndicale tend bien sûr à suivre l'offensive ouvrière là où elle s'exprime avec le plus d'âpreté: sur la question des salaires et de la réduction de l'éventail des catégories. Mais, si les catégories les plus basses sont supprimées lors de la plupart des négociations, les catégories moyennes tendent à devenir un mur infranchissable<sup>7</sup>; et quand à la Fiat les ouvriers commencent à faire de la suppression de ces catégories l'objectif de leurs prochaines luttes, la FIOM (fédération CGIL des métallos) fait savoir dans un communiqué que « les divisions objectives que comporte l'organisation du travail sont très claires dans la conscience des ouvriers et font partie de la connaissance de l'usine ».

Quant à la gauche syndicale, qui fait de l'adaptabilité et de la mobilité de la main-d'œuvre une qualité subjective, que ne reconnaît pas, selon elle, l'ancienne grille hiérarchique, elle rencontre dans son désir de promouvoir une force de travail polyvalente les tentatives capitalistes de *job enrichment*, visant à émettre au nom de critères « objectifs » la masse des ouvriers sans qualification<sup>8</sup>: la négociation d'une grille unique domine alors la plupart des accords syndicats-patrons conclus entre 1970 et 1973, notamment à l'Italsider (sidérurgie), à la Fiat, en juin 1971, et à l'Alfa Romeo, en février 1972.

De leur côté, les patrons adoptent une stratégie pour tenter de contenir les luttes, atelier par atelier. Le cas de la Fiat est exemplaire, presque trop net, mais partout les méthodes sont les mêmes. Les mesures directement répressives sont très fortes. Dans l'usine, les gardiens, les chefs, les fascistes et leurs syndicats, la CISNAL (Confederazione Italiana Sindacati Nazionali Lavoratori) et le SIDA (Sindacato Italiano Dell'Automobile); dehors, les policiers qui interviennent plusieurs fois dans l'usine, principalement le 22 janvier 1972, à Rivalta. On licencie des avant-gardes photographiées lors

7. C'est ainsi que de 1970 à 1971, les accords d'entreprise concernant la grille des catégories passent de 29,5 % du total à 56,1 %. La suppression de la catégorie la plus basse (n° 5) représente 55,5 % des accords sur les qualifications contre 28 % l'année précédente; 7 % des accords concernent la catégorie n° 4 et seulement 11,9 % l'abolition de la catégorie n° 3 qui tend à devenir une voie de garage.

8. Cf. Sergio Garavani et G.P. Cella, *Divisione del lavoro e iniziativa operaia*, Bari, De Donato, 1972.

des cortèges internes, on met à pied des ateliers entiers lorsque s'annonce une grève-bouchon. Des mesures plus objectives sont prises, qui trahissent toutes le souci d'isoler les ateliers des presses d'avec ceux de la mécanique et de la carrosserie, plus généralement les employés des ouvriers, etc.

Enfin, c'est sur le plan de la composition de classes qu'on assiste aux changements les plus importants. L'explosion de 1969 marque la fin de l'utilisation par les capitalistes de la main-d'œuvre immigrée du Sud. Durant les années qui suivent, la Fiat tente de recourir à un nouveau marché du travail; elle recrute ainsi dans l'aire turinoise les jeunes qui, dans les lycées et les collèges, ont connu les luttes étudiantes de 1968 à 1969. Dans les secteurs de la mécanique et des presses, elle s'appuie sur ce qui reste d'ouvriers qualifiés. De son côté, le PCI fait de gros efforts pour regagner une base ouvrière de masse dans ces secteurs. Enfin, plus généralement, la direction tente là où elle le peut d'isoler les travailleurs immigrés.

De leur côté, un grand nombre d'ouvriers en pointe lors de l'automne chaud (le fameux ouvrier mobile du Sud qui n'éprouvait aucun attachement spécifique pour Fiat et pour l'usine en général) sont partis, licenciés ou autolicenciés, vers le tertiaire. Bref, la Fiat de la fin de 1972 n'est déjà plus tout à fait celle de 1968-1969.

### *La première occupation de la Fiat*

Les luttes, qui commencent à la rentrée de 1972 et qui se prolongeront jusqu'au 30 mars 1973 avec le blocus total de Mirafiori et la signature de l'accord, marquent un tournant.

Auparavant, l'initiative ouvrière se manifestait par des luttes où les syndicats n'étaient massivement suivis par les ouvriers que lorsque ceux-ci pouvaient espérer tirer quelque chose de tangible des négociations; sinon, les ouvriers retournaient à l'absentéisme de masse. C'est ainsi que le président de la République, Giovanni Leone, avait été amené à déclarer lors de son message télévisé de bonne année, le 1<sup>er</sup> janvier 1973:

Les ouvriers aiment travailler et trouvent dans leur fatigue quotidienne l'ivresse de participer au progrès du pays. Et c'est précisément pour rendre hommage à ce désir de travailler qui est général dans le peuple italien que nous devons repousser les tentations laxistes qui se sont manifestées par exemple cette année par certaines pointes inadmissibles d'absentéisme.

À Mirafiori et Rivalta, l'absentéisme touchait dans les périodes de pointe près de 30 % des ouvriers: un cinquième du personnel, soit 25 000 ouvriers, peut être alors absent au même moment; de fait, dans ces périodes, les ouvriers ne travaillent plus, à la Fiat, que trente à trente-cinq heures par semaine<sup>9</sup>.

La lutte qui commence en automne 1972 à la Fiat marque au contraire l'émergence d'une force autonome dans la classe ouvrière, capable, non seulement d'engager la lutte, mais de l'organiser et de la mener jusqu'à son terme.

Agnelli, de son côté, à l'échéance des contrats, avait mis en garde la classe ouvrière dans une interview donnée à *l'Espresso*, en automne 1972:

Le profit des entreprises est à zéro. C'est là le nœud central de la crise italienne. Les salaires ne sont pas comprimables dans une société démocratique et les revenus parasites et improductifs se sont développés de façon pathologique. Que reste-t-il à faire dans une telle situation? Il y a deux possibilités: ou un affrontement ouvert pour abaisser les salaires, ou bien une série d'initiatives courageuses qui rompent avec le passé pour éliminer les phénomènes de gaspillage et d'inefficience les plus intolérables. La seconde voie paraît la meilleure, mais est-elle praticable?

9. Les lois italiennes, notamment le dispositif de contrôle médical, extrêmement lâche, permettent ces pointes d'absentéisme. De plus, l'importance de la paie de base (à la suite des accords de 1969, bien des primes s'y sont intégrées) évite aux ouvriers des pertes trop importantes. Agnelli réagit vivement en exigeant que les syndicats assument la responsabilité de la gestion du marché du travail. Il est inadmissible pour lui que non seulement ses ouvriers s'absentent, mais qu'en plus ils fassent du travail « au noir » et touchent un double salaire, alors qu'il y a « tant de chômeurs en Italie ». L'État, également, essaiera de revenir sur l'organisation de la médecine du travail.

La lutte pour le renouvellement des contrats débute par une manifestation massive de 200 000 métallos à Milan, ce qui n'empêche pas la police d'intervenir aux portes de la Fiat pour empêcher les piquets. Six cents plaintes sont alors portées par la direction de l'usine et la police contre des ouvriers. Le PCI et la FLM (Federazione Lavoratori Metalmeccanici, syndicat unitaire des métallos) se contentent de protester, tandis que l'extrême-gauche organise seule, à Turin, une manifestation qui se solde par une trentaine d'arrestations, dont onze seront maintenues. Le 26 novembre, neuf voitures appartenant à des fascistes de la Fiat sautent; l'action est revendiquée par les Brigades Rouges (BR). Elle se répétera le 18 décembre. Le 11 janvier 1973, les BR attaquent le siège de la CISNAL et s'emparent de tous les documents. Le 11 février enfin, le secrétaire provincial de la CISNAL est enlevé, devant son domicile, par les BR et interrogé sur les réseaux de jaunes et de fascistes dans l'usine. Il sera relâché le 12 février 1973: les BR l'enchaînent devant la porte n° 1 de Fiat Mirafiori et accompagnent leur action d'un tract d'explication.

Durant toute cette période, la lutte va connaître à la Fiat un développement constant, surtout après la rupture des négociations entre les syndicats et Agnelli, début décembre. Le 18 décembre, pourtant, en échange du retrait de cinq licenciements, les syndicats s'engagent à renoncer aux formes de lutte les plus dures (grèves tournantes, cortèges internes) et «à ne pas introduire d'éléments susceptibles de dramatiser la situation». Ce pacte contribue alors à détacher bien des délégués du syndicat. À la Lancia et à la Pinnafarina, la police disperse les piquets à coups de gaz lacrymogène; pourtant, la pratique des cortèges internes se multiplie, et des cortèges, à Mirafiori, venus du département des presses, entrent à la carrosserie en faisant sauter les portes. Le 5 mars 1973, au lendemain de grèves syndicales très suivies, les ouvriers font grève contre les jaunes de la veille. Mais c'est la dernière partie de la grève qui va conduire aux actions les plus spectaculaires:

« Nous avons commencé en mineur, moins fort qu'en 1969, par des grèves limitées; moins d'heures qu'en 1969. Les syndicats tenaient les ouvriers par la bride pour ne pas laisser les affaires aller trop rondement. On pensait que c'était une stratégie et une tactique pour piéger le patron. On a marché comme ça jusqu'à mordre le frein. Puis il y a eu les épisodes où on a dépassé le nombre d'heures syndicales, où on en a fait plus. Et puis il y a eu les grèves tournantes qui ne servent pas à unir les ouvriers. Elles divisent la lutte secteur par secteur, usine par usine, boulot par boulot sans que la lutte soit plus dure. On se sentait vraiment frustré. Le cortège, lui, offrait des possibilités immenses; il donnait aux ouvriers la possibilité de se voir, de se rencontrer. Leurs grèves tournantes ne permettaient pas de savoir qui faisait grève de l'autre côté du mur, s'il y avait grève, s'il y avait des jaunes. Nous n'étions absolument pas liés les uns aux autres. Mais ainsi on est arrivé au point où il n'y avait que les avant-gardes qui participaient aux cortèges [...]. Nous avons décidé de changer de système de lutte. Un jour qu'il y avait réunion du conseil d'usine à l'intérieur, on a proposé d'y aller pour le contrôler et pour voir ce qu'il fallait changer. On disait: « On monte et on fout dehors ceux qui ne nous servent à rien. » On transmet, on fait circuler partout. On explique, parce que le conseil d'usine à Mirafiori, personne ne sait plus ce que c'est, c'est une chose à part, bureaucratique: ils décident trois heures, deux heures, une heure de grève, personne ne sait pourquoi... Nous y sommes allés; et un moment, des ouvriers sont venus nous rejoindre, et ils nous ont dit: « Qu'est-ce que vous foutez là? En bas les ouvriers font grève. » Et, de fait, en bas les ouvriers faisaient grève: c'était la rupture entre ceux qui dirigeaient la lutte et ceux qui la faisaient. Un peu plus tard, on a entendu un grondement énorme et le cortège est arrivé dans le conseil. Un des membres du conseil a alors fait mine de s'en aller en disant: « Attention, maintenant ils vont nous cogner! » Des ouvriers du cortège ont pris la parole pour dire « assez » et l'on a compris que les temps étaient mûrs pour faire des propositions bien différentes. C'est durant une assemblée du jeudi 23 mars qu'on a commencé à parler du blocus des marchandises. C'est en allant à la carrosserie avec les autres en cortège que l'idée a pris corps. « Ce serait formidable de bloquer les marchandises par la porte II, ceux de la carrosserie ont déjà accepté l'idée du blocus. » On a pris contact avec toute la carrosserie, on est allés à la mécanique, on a informé les camarades de la porte 18 et on leur a dit: « Écoutez, nous allons à la porte II,

on se retrouve tous là-bas. Vous, vous faites le tour par l'extérieur, nous, on arrivera de l'intérieur et on vous retrouvera.» Le lundi 26 on a formé le cortège et on est allé vers la II. On a trouvé les camarades de la mécanique qui arrivaient de l'extérieur; ça a été la jonction. Nous avons demandé les clefs aux gardiens, mais ils ne nous les ont pas données. On a alors défoncé les grilles, fait sauter les cadenas à coups de marteau et les grilles ont cédé, les gardiens se sont enfuis. Au bout d'une heure de blocus les camions faisaient déjà la queue; pour le lendemain on a décidé que les ouvriers de la mécanique viendraient faire le blocus chez nous, et que le jour d'après nous viendrions chez eux pour garder le contact. Le lendemain la grève commençait à 15 h 30, mais comme la Fiat avait mis à pied une partie des ouvriers, ceux de la mécanique ont commencé dès 14 h 30. Les ouvriers qui n'étaient pas rentrés chez eux restaient sur l'esplanade et ils avaient placé des bidons au milieu de la route; la lutte accrochait, cela se sentait; aussi, quand nous sommes sortis avec le mégaphone, nous avons proposé: « Au lieu de bloquer une seule route, pourquoi ne pas aller à la porte II où convergent toutes les voies d'accès? » Et de la porte II, nous sommes allés à la porte zéro, puis à la porte 10, via Settembrini, en face de la mécanique, et on a recommencé à expliquer la forme de lutte que nous avions choisie. Les ouvriers de la mécanique se sont informés. On a expliqué que cette lutte marchait bien, que les ouvriers étaient contents de la faire. Cela a créé un ferment terrible, même quand le PCI a dit de ne pas écouter les aventuristes. Le blocus des trois portes a duré toute la journée jusqu'à onze heures le soir. Ce jour-là on avait décidé de parler à tous les ouvriers et on est allés dans les réfectoires en passant de table en table pour expliquer cette nouvelle forme de lutte et écouter ce que tous en disaient. On a expliqué qu'il y avait des queues de camions arrêtés, et qu'ainsi on bloquait tout et qu'on étouffait la Fiat. Mais on n'avait pas encore l'idée d'un blocus total, et personne ne pensait encore que cela puisse être une pareille bombe. Pendant ce temps, les syndicats continuaient imperturbablement à diffuser des tracts appelant à deux heures de grève, comme si de rien n'était. Le mercredi, le blocus continue aux trois portes et on a commencé à parler de bloquer toutes les portes de la partie nord de l'usine. Le jeudi matin, le syndicat a déclaré deux heures de grève. Les ouvriers ont alors formé des cortèges et les douze portes de Mirafiori nord ont été bloquées. La liaison d'une porte à l'autre se faisait par estafette. L'organisation est née de camarades qui ne se

connaissaient pas, ou qui se connaissaient simplement pour s'être vus dans la lutte. Chacun a pris ses responsabilités, qui une porte, qui une autre. Les estafettes venaient demander: « Vous êtes ce qu'il faut ? Vous voulez plus de monde ? Il vous en manque ? On les envoie... » Les ouvriers se relayaient aussi à l'heure des repas. Jeudi, à l'entrée de la seconde équipe, la situation était encore meilleure. Les ouvriers se sont organisés de façon autonome et ne laissaient rentrer et fonctionner que les services restaurant et cafétéria, empêchant les employés et les cadres de passer. Le vendredi, le blocus a gagné les presses et les trois portes de Mirafiori sud, et ça, contre l'avis du syndicat. À la relève, le syndicat a appelé à quatre heures de grève qui ont été prolongées: le blocus de Mirafiori était total... Si l'on revient en arrière, en 1968 ou 1969, si l'on avait proposé d'occuper Mirafiori, on se serait dit: « Ce n'est pas possible, il y a trop de portes, il y a une mer de portes. » Cette fois-ci, l'occupation semblait un jeu d'enfant ».<sup>10</sup>

Les drapeaux rouges flottent sur les portes. Le 30 mars, le blocus dure toujours et s'étend à l'Osa Lingotto et à la Spatura. Le samedi personne ne travaille; la direction annonce son désir de négocier au plus vite, en même temps qu'elle intente une action en justice pour récupérer les locaux. Mais le lundi 2 avril, l'occupation reprend aussitôt et le conseil d'usine, malgré l'opposition du PCI, se voit contraint de l'avaliser. Pourtant, sous sa couverture « officielle », le blocus devient strictement symbolique et le jour même un contrat est signé que personne n'aura le courage de venir expliquer aux ouvriers: ils apprendront la nouvelle le lendemain en lisant les journaux ou en écoutant la radio. Si les ouvriers obtiennent 16 000 lires environ d'augmentation, il n'est fait mention dans l'accord ni du problème des catégories, ni de l'horaire, ni surtout de la réintégration des ouvriers licenciés: globalement, c'est une défaite.

Le résultat de l'ensemble des contrats de 1972 marque pourtant dans l'ensemble de l'industrie italienne une nette avancée sur la question des horaires: la ligne Maginot des quarante heures

10. Pour la chronologie et les récits de ces luttes, nous suivons *Controinformazione*, revue qui, d'octobre 1973 à fin 1974, a constitué pour le mouvement révolutionnaire italien un instrument d'information et d'analyse irremplaçable.

est battue en brèche. Les travailleurs en équipe, dans la chimie, obtiennent 37 heures et 20 mn de travail, ceux de la sidérurgie, 39. En revanche, pour les métallos, comme nous l'avons vu à la Fiat, rien. La pression sur l'horaire se fait d'ailleurs tellement sentir que le gouvernement italien demandera au pape de réduire les fêtes religieuses qui créent des « ponts inutiles ». Le coût du travail augmente cependant en moyenne de 18,3 % dans la métallurgie<sup>11</sup>.

### *Les formes de lutte: la violence dans l'usine*

Depuis la crise inaugurée, début 1970, par la signature de l'accord Fiat, les luttes ouvrières dans la métallurgie ont partout été marquées par des formes d'action violentes. Les événements qui se sont produits à la Fiat ne sont pas, à cet égard, isolés. Dès 1971, à l'Alfa Romeo, alors que la direction fait sortir les voitures sous la protection des carabinieri, en réponse à un blocus, des groupes d'ouvriers déboulonnent les traverses du chemin de fer qui sert à l'acheminement des voitures et détruisent les autos à coups de pierres. Cette action, condamnée par le PCI comme le fait de provocateurs fascistes, avait été entreprise par les mêmes ouvriers qui organiseront des piquets de nuit. À Milan, toujours en 1971, les techniciens et employés de la SNAM Progetti, une filiale de l'ENI (groupe pétrolier), élèvent une barricade d'ordinateurs pour empêcher les carabinieri de venir les déloger<sup>12</sup>. Il est intéressant à cet égard de lire le rapport paru dans le « Journal des cadres » de la Fiat, le 2 février 1973, intitulé « syndicat et entreprise sur la violence dans l'usine »:

11. Les autres points de l'accord des métallos conclu sous la pression de l'occupation de Mirafiori abordent des points généraux qui tenaient à cœur autant aux syndicats qu'aux entreprises: la fiscalisation des charges sociales et la réforme de la Santé; dans les deux cas on aboutit à une reprise en charge par l'État de la part des transferts sociaux pesant sur les patrons. L'Italie avait en effet, pour les patrons, la particularité de présenter un des coûts du travail les plus élevés d'Europe, tandis que les salaires réels des ouvriers étaient particulièrement bas.

12. Toujours à Milan, les ouvriers de l'Alemagna en grève avaient peint sur les murs de l'usine occupée: « Nous pissons et vomissons dans les petits pains que nous produisons. » On est loin de Lip!

La brochure de la division des informations de la Fiat envoyée aux journaux rapporte, pour les événements pris comme exemple, aussi bien la version recueillie par l'entreprise, que celle qui ressort des journaux de toutes les couleurs politiques, ainsi que des tracts. Sont cités: *Lotta Continua*, *Collettivo Lenin*, *Il Manifesto*, *Potere Operaio*<sup>13</sup>, *l'Unità*, *l'Avanti*<sup>14</sup>, et parmi d'autres journaux, *le Corriere Della Sera*, *la Gazzetta del Popolo*, *Il Messaggero*<sup>15</sup>, *la Stampa*<sup>16</sup>. Quelques-uns des textes tirés de *Lotta Continua* et de *Potere Operaio* décrivant des épisodes de violence sont particulièrement significatifs.

*Lotta Continua* du 21 novembre 1972, par exemple, écrit: « Les cortèges ont recommencé à bombarder les bureaux. » Dans un tract de la même organisation, du 7 décembre, on peut encore lire: « Personne ne doit travailler ! » et encore: « À Rivalta, un énorme cortège de la carrosserie est allé à la mécanique par le passage souterrain et a fait sauter les grilles. » À côté de ces tracts, des extraits de *l'Unità* attribuent à la maîtrise « des provocations et des actes d'intimidation.

Dans la préface de la brochure de la Fiat, au contraire, les rédacteurs soulignent que le fait de nier les épisodes de violence et de se comporter comme s'ils n'étaient jamais advenus ne peut en rien être utile. Le texte dit: « La connaissance des épisodes de violence et d'intolérance commis par des hommes contre d'autres hommes, dans le milieu même du travail, peut constituer un frein efficace à la répétition de faits analogues: cette brochure est réalisée dans ce but précis. La substantielle gravité des faits subsiste et ne peut être systématiquement niée, distordue, ni justifiée en l'imputant à des provocateurs. L'objectif qui devrait être commun à tous est d'assurer, même dans les cas de désaccord entre les parties en cause, une cohabitation civile et le respect réciproque. »

13. Journaux de toutes les tendances de l'extrême-gauche.

14. Journaux communiste et socialiste.

15. Journaux chrétiens-démocrates.

16. Journal dont le propriétaire est Agnelli, président de la Fiat.

Puis un bilan complet des graves conséquences que la violence entraîne est dressé:

- On dénombre une centaine de blessés, dont quelques-uns sont encore à l'hôpital, et qui ont la plupart entre 10 et 40 jours d'arrêt de travail.
- Les blessés appartiennent pour 15 % à la catégorie de la maîtrise, et 85 % d'entre eux sont des ouvriers ou des employés.
- Il y a eu 800 voitures appartenant à du personnel d'encadrement détruites ou endommagées au cours des mois de novembre, décembre et janvier.
- Des dommages ont été commis dans les bureaux et les ateliers: grilles de séparation entre les différentes usines et de communication avec l'extérieur descellées, portes enfoncées et vitres brisées, mobilier de bureau endommagé, incendie d'un local syndical, tels sont les principaux faits qui ont été relevés.
- Des menaces ont été portées contre des chefs et des ouvriers, à leur domicile, sous la forme de coups de téléphone aux familles, aux femmes et aux enfants, ou encore de lettres anonymes.
- Des effets personnels appartenant aux ouvriers ont été détruits (vêtements, chaussures, gamelles, etc.) dans les vestiaires, où, dans beaucoup de cas, les casiers contenant les habits de ceux qui étaient au travail ont été forcés et les vêtements détruits; à la cantine, les gamelles ont été renversées.

«Ceux qui commettent ces actes, relève la brochure de la Fiat, cherchent à ne pas être reconnus, et la plupart du temps réussissent à se cacher dans les masses: les boulons lancés à partir des cortèges, les agressions collectives contre des personnes ou des choses offrent des garanties d'impunité quasi certaine.» Après avoir souligné ce «comportement», la brochure de la Fiat ajoute: «Les procédures légales et les contrats imposent à l'entreprise d'appliquer les sanctions prévues seulement dans les cas où l'identification des responsables est faite sur la base de témoignages multiples et

sûrs: pour cette raison, à un nombre élevé d'actes violents ne correspond qu'un nombre relativement limité de suspensions et de licenciements.»

### *Du salaire au revenu: la cassa integrazione*

La violence, la rupture du contrôle dans l'usine, tels sont à partir de 1973 les problèmes auxquels doivent faire face les patrons italiens sous peine de voir leur pouvoir sur l'usine complètement saboté. Et l'expérience des années précédentes le leur a montré, cette riposte ne peut se situer qu'à l'intérieur même de ce qu'exprime le cycle de luttes: le refus du travail. Toutes les mesures de restructuration qu'ils ont tentées et qui visaient par l'encadrement ou la restauration d'un consensus au sein de l'entreprise à remettre les ouvriers au travail ont échoué.

En brisant le rapport entre salaire et travail, les ouvriers italiens ont atteint au cœur les sources du profit; c'est en partant de cette constatation que les patrons vont, dans une initiative désespérée, tenter de renverser cette coupure à leur profit. Et la «cassa integrazione» sera l'arme dont ils se serviront.

### *La cassa integrazione*

Qu'est-ce donc que cette caisse d'intégration, «cassa integrazione»? En quoi diffère-t-elle de nos caisses d'allocation-chômage, ou de nos modes de rémunération du chômage technique?

Créée en 1945, mais parachevée en 1947 à la chute du gouvernement d'union nationale qui comportait des ministres communistes, et donc à un moment de défaite ouvrière, la «cassa integrazione» innove par rapport à la législation européenne en ce domaine sur un point fondamental: la répartition de la charge entre l'État et l'entreprise. Donc, quand une entreprise connaît des difficultés d'ordre technique – telles que des retards dans ses approvisionnements, des problèmes de financement, etc. – qui ne sont imputables ni aux ouvriers ni à leur patron, et cesse de fournir du travail, la Cassa Integrazione (CI) intervient pour une durée maximum de

trois mois<sup>17</sup> et paie, en guise de compensation, 60 % de leur salaire aux ouvriers, libérant ainsi, pour un temps, l'entreprise de toute charge salariale. Cette gestion « ordinaire » de la CI a cependant des limites: elle ne s'étend qu'à une entreprise, son emploi dans le temps est limité, et, surtout, elle ne prend pas en compte les difficultés *réelles* des entreprises, à savoir celles qui naissent de leur rapport avec la force de travail. C'est en tenant compte de ces critiques que les législateurs italiens vont réformer la CI et lui adjoindre entre 1967 et 1972, un régime « extraordinaire »: la CI extraordinaire dans les « cas de crise économique sectorielle ou locale de l'activité industrielle » lors de « la restructuration des entreprises » ou pendant « leur reconversion »; on le voit, le cadre s'est singulièrement élargi. Entièrement financée par l'État, sa durée maximum est de six mois, mais elle peut être reconduite de trois mois en trois mois, par simple décision de l'entreprise; enfin, pour faire avaler la pilule aux ouvriers, la rémunération représente 80 % du salaire pour ceux dont les réductions d'horaires vont jusqu'à concurrence de quarante-quatre heures par semaine, et la totalité du salaire si les réductions d'horaires dépassent ce taux.

L'arme est en place. Et pour ceux qui, parmi les patrons, hésitant encore à s'en servir, voudraient croire que la simple menace d'une crise née de la guerre du Kippour suffirait à faire rentrer leurs griffes aux ouvriers, la grève de mars 1974 à la Fiat vient ôter les dernières illusions: elle coûte à Agnelli cent millions d'augmentations salariales. Pendant la lutte qui a précédé, on a assisté dans toute l'usine de Mirafiori à des cortèges internes, drapeaux rouges en tête, aux bris des machines des jaunes, à l'attaque des locaux du syndicat fasciste de la SIDA. Les affrontements durent deux mois; le 12 février, dans les ateliers de la mécanique, à Mirafiori, où sont concentrés une forte proportion d'ouvriers qualifiés proches du PCI et également de la maîtrise fasciste, des cortèges internes font leur apparition. Les jaunes et la maîtrise sont attaqués à coups de

17. La CI indemnise au-delà de trois mois si l'arrêt de travail ne concerne que quelques heures dans la journée.

boulons et d'arbres-moteurs<sup>18</sup> par des ouvriers, le visage couvert par des cagoules. Le 20 février, Rivalta et Spatura sont entièrement bloquées. Les affrontements avaient été précédés, le 18 décembre 1973, par l'enlèvement d'Amerio, chef du personnel de la Fiat automobile, par les Brigades Rouges qui l'interrogeront pendant une semaine sur les réseaux fascistes à la Fiat.

Après la signature du contrat, qui donne dix-huit mille liras d'augmentation aux ouvriers, Agnelli le condamne, indiquant que déjà « il pourrait faire sortir notre pays de l'économie de marché ». En fait, la Cassa integrazione apparaît alors à tout le patronat italien comme la dernière solution.

En effet, si dans les six premiers mois de 1974 le recours à la CI n'a pas dépassé ceux des mois correspondants pendant 1973, « le phénomène s'inverse à partir du mois de juillet avec 8 739 000 heures intégrées en faveur des ouvriers de l'industrie (57,8 % de plus qu'au mois de juillet 1973), augmente de 24,7 % en août 1974 par rapport à l'année précédente et atteint 9 870 000 heures en septembre 1974 contre 4 508 000 en septembre 1973 »<sup>19</sup>. Mais en automne, Agnelli fait éclater un véritable coup de tonnerre en mettant, sans consulter l'État, pourtant le principal intéressé (puisqu'il paie!), 71 000 ouvriers en Cassa integrazione; travaillant trois jours au lieu de cinq, les ouvriers touchent cependant 93 % de leur salaire; et ce n'est qu'un début: avec les ponts de fin d'année, entre le 20 décembre 1974 et le 13 janvier 1975, ce sont encore vingt-trois jours de CI. À la reprise du travail, le « pont » se révèle insuffisant. Les stocks de la Fiat sont encore « pléthoriques »: jusqu'au 31 mars, dix-huit jours de CI se révèlent encore nécessaires. Partout, dans l'industrie automobile, dans la pétrochimie, la métallurgie, les ouvriers se retrouvent, *selon leur force politique*, en CI extraordinaire ou ordinaire; d'automne 1974 au printemps 1975, les taux d'absentéisme baissent en flèche: plus que 10 % à la Fiat en janvier 1975; à quoi bon s'absenter, quand on a la journée payée à rester chez soi? À la fin de l'année

18. Cette pièce, usinée au dixième de millimètre près, vaut fort cher (80 000 liras, soit 400 € à l'époque) et ne supporte pas le moindre choc.

19. *Primo Maggio*, n° 5, *Meno salario, più reddito, la cassa integrazione*, Biaggi Longo.

1975, 360 millions d'heures de travail ont été perdues du seul fait de la Cassa integrazione; le gouvernement italien peut se vanter de connaître les plus bas taux de chômage en Europe (environ un million de personnes): au même moment, plus de huit cent mille ouvriers sont à un titre ou à un autre en Cassa integrazione !

### *La fin du mouvement des délégués*

De plus, aux mises en Cassa integrazione s'ajoute une vague de licenciements sans précédent: véritable déstructuration du tissu industriel, les difficultés que connaissent à la fin de 1975, dans la seule Lombardie, 320 entreprises de sous-traitance menacent de priver de leur emploi plus de 70 000 ouvriers. Et ce phénomène est accentué par la fuite hors d'Italie d'importantes multinationales (British Leylands se débarrasse ainsi, au cours de l'automne 1975, des 4 500 ouvriers qui fabriquaient les voitures Innocenti), et par les licenciements en série qu'opèrent de grandes entreprises auxquelles la Cassa integrazione ne suffit plus pour remettre au pas les ouvriers. Le directeur de Pirelli peut ainsi déclarer, quand on lui demande s'il voit des moyens pour sa société de s'en sortir: « Il y en a. Il faut bloquer pour trois ans les salaires, regagner en productivité (nous avons 30 % de retard par rapport à la moyenne européenne). Si nous ne faisons pas cela, il n'y a plus qu'une alternative: ou la mise en chômage de 1 500 personnes, mesure nécessaire pour sauver le reste de l'entreprise, ou faire de la Pirelli une industrie de subsistance; et alors nous produirons des pneumatiques et des... salaires ! »

C'est que chaque retour des ouvriers dans l'usine place les patrons devant les mêmes problèmes qu'auparavant: absentéisme massif, refus des cadences, de la productivité, du travail<sup>20</sup>; mais le recours massif à la Cassa integrazione a par ailleurs entraîné une baisse importante de l'influence du mouvement des délégués, dont il est n'est pas sûr que les patrons n'aient qu'à s'en réjouir. C'est qu'aux yeux des plus lucides des patrons italiens, cette structure originale du

20. Lucio Libertini, communiste, membre adjoint du Bureau de l'Industrie et du Travail du gouvernement provincial de la région du Piémont, déclarait ainsi en novembre 1975, devant une assemblée de syndicalistes: « L'absentéisme constitue un grave préjudice et sa réduction est un objectif à poursuivre sérieusement ».

mouvement syndical avait eu une fonction aussi intégratrice qu'elle se voulait contestataire. Le partage du pouvoir réclamé à grands cris par des syndicalistes comme Bruno Trentin ne pouvait-il pas aboutir à une forme de cogestion à l'allemande ? Et dans l'immédiat, les patrons n'auraient-ils pas pu s'en servir comme d'un indicateur, et atténuer la profonde irrationalité, à leurs yeux, du mouvement ouvrier en Italie ?

Mais en déplaçant la confrontation sur le territoire, par la Cassa integrazione, en obligeant les prolétaires à de nouvelles formes de lutte – les autoréductions – au contenu aussi subversif que la lutte dans l'usine auparavant, ils ont pris au dépourvu le mouvement des délégués, centré principalement sur l'atelier, suscité la création de groupes de quartiers qui posent la totalité des problèmes de la classe ouvrière et que le mouvement d'occupation des maisons avait déjà commencé à former.



## CHAPITRE II

### LE MOUVEMENT DES OCCUPATIONS DE MAISONS

Si le mouvement des autoréductions a pu se développer à une échelle de masse, c'est qu'il existait en Italie des luttes d'usines particulièrement fortes et permanentes. Mais c'est aussi parce qu'à la différence de l'Angleterre, où les ouvriers restent souvent enfermés au seul niveau de l'entreprise, au *shop floor*, les conflits sortent de l'usine. Ils investissent le terrain social grâce à la force qu'ils ont conquise dans l'usine, et reprenant toutes les contradictions de la société capitaliste, les reportent en usine pour relancer le combat. Les conseils d'usine ont servi directement par exemple pendant les autoréductions au rassemblement des quittances d'électricité.

Mais, avant de parvenir à l'autoréduction, les prolétaires ont parcouru un long cycle de luttes sur le terrain social. Les comités de quartiers qui ont propulsé l'autoréduction se sont construits à partir de 1969. La question du logement a permis cette « socialisation », cette « massification » des luttes, comme disent les Italiens. En juillet, Nichelino, commune de la banlieue industrielle de Turin, avait été occupée, les ouvriers refusant de payer les loyers. Un an plus tard, via Tibaldi à Milan, prolétaires et étudiants occupaient des appartements libres. En 1974, à la rentrée des vacances, au moment où les luttes pour l'autoréduction des transports et de l'électricité commencent, des dizaines de familles occupent des appartements et des maisons via delle Cacce à Turin, dans un des ghettos où logent les ouvriers de Mirafiori Sud. Le mouvement finira par entraîner *six cents* familles dans l'occupation.

C'est le plus vaste mouvement d'occupation jamais vu à Turin. Mais c'est à Rome que le mouvement de lutte sur la question du logement s'est manifesté avec le plus d'ampleur. C'est là aussi que les occupations de maisons ont mené aux affrontements les plus

violents avec la police, particulièrement dans le quartier de San Basilio<sup>1</sup>.

*Rome: une longue tradition de lutte*

Les luttes sur la question du logement remontent à Rome à l'immédiat après-guerre. Pendant les opérations, il se produit un afflux de prolétaires venant du Latium méridional ou du sud de l'Italie. Ceux-ci seront pour la plupart des « travailleurs intermittents » voués aux bas salaires. Mais une loi fasciste restée en vigueur<sup>2</sup> interdit aux immigrés l'accès de la ville historique. C'est là que sont installés des auberges de fortune, des centres d'hébergement municipaux, ancêtres des cités dortoirs.

Durant la période suivante, celle de la « reconstruction nationale », c'est le PCI qui organise les luttes de masse, les grèves générales qui paralysent toute la ville. L'objectif est l'emploi et la construction de logements pour les travailleurs. Parfois même, des chômeurs encadrés par les militants du Parti prennent en charge la construction de routes, d'égouts, débarrassent les gravats. Cette forme de lutte est théorisée comme un exemple « d'autogestion » susceptible de former « les agents sociaux capables de diriger le travail et de le contrôler ». La ligne politique du PCI est alors claire: dans une cité comme Rome, dominée historiquement par les couches moyennes des administrations et par le fascisme, et en l'absence d'une classe ouvrière vraiment importante, il faut miser sur les banlieues, sur les « marginaux », sur les travailleurs temporaires, si l'on veut construire un poids politique capable de contrebalancer la droite. Malgré la précarité du travail, et la présence d'un sous-prolétariat, la banlieue romaine va devenir une forteresse rouge imperméable aux infiltrations de la droite. Phénomène qui se vérifiera électoralement mais

1. Toutes les grandes villes d'Italie ont connu des mouvements d'occupations, de grèves des loyers. Nous avons choisi de mettre l'accent sur Rome. Pour les mouvements à Naples et à Milan, on lira les articles très documentés d'Antonino Drago et Enrico Cardillo: *Le nuove lotte per la casa a Napoli*, et de Massimo Todisco: *Le lotte sociali a Milano*.

2. Cette loi favorise tellement l'industrie du bâtiment qu'elle ne sera abrogée qu'en 1962 et après des luttes mémorables. Nous sommes redevables de l'analyse qui suit aux articles de M. Marcelloni sur San Basilio, parus dans le quotidien *Il Manifesto* du 13 septembre 1974, et Case romane in *Contro-Informazione* N°s 3-4, pp. 10-18.

aussi dans des manifestations dures. La population de cette « ceinture rouge » est surtout constituée des ouvriers du bâtiment, des rares industries existantes, des chômeurs, des petits artisans chassés dans la périphérie au moment de « l'éventrement » du centre historique.

Les heurts avec la police sont violents, comme en témoigne la grève générale de décembre 1947 durant laquelle la police n'hésite pas à tirer sur les manifestants, tuant un ouvrier du bâtiment au chômage.

L'échec de l'insurrection à la suite de l'attentat manqué contre Togliatti, secrétaire du PCI, marque le début d'un reflux progressif qui conduira aux défaites dans les grandes usines du Nord vers 1955. Le rôle organisateur du PCI va décroissant. Les grèves générales contre le chômage et pour l'amélioration des services ne parviennent plus à paralyser la capitale. Rome accentue durant ces années son caractère de ville essentiellement tertiaire (administrations centrales, services publics, commerce); le secteur industriel se réduit au bâtiment et à de petites usines. Parallèlement, la capitale devient un lieu de passage de la main-d'œuvre qui, du sud, va vers le nord, et surtout un pôle d'immigration régionale et extra-régionale. L'urbanisation sauvage se développe; les bidonvilles apparaissent et la spéculation immobilière fait ses premières armes avec succès. En même temps qu'il distend ses liens directs avec l'organisation des luttes, le PCI va être amené à préciser sa stratégie d'une « voie parlementaire au socialisme »; il commence à se poser le problème de l'environnement urbain et de l'organisation de l'espace social. Il étudie la question de la « rente foncière » et découvre dans l'oligopole le « latifundium urbain » (notamment le Saint-Siège qui se taille la part du lion). Le problème du logement se trouve alors subordonné à la question d'un développement urbain équilibré lié lui-même à une lutte d'ensemble contre la rente foncière. Selon une logique toute réformiste qui sépare dans le processus d'accumulation du capital rente et profit pourtant liés, la rente est alors interprétée comme le frein parasitaire au développement de la ville, du pays, et comme seule responsable des poches d'arriération. Le PCI engage alors la bataille au niveau communal et parlementaire contre la

concentration de la grande propriété, contre les « latifundia urbains » tenus pour responsables de la pénurie du logement. C'est dans ce cadre-là qu'il tentera de canaliser le mouvement populaire encore fort dans les banlieues.

En 1950-51 se produisent les premières occupations de maisons dans les quartiers comme Primavalle, Laurentino, Pietralata. Les *Consulte Popolari* créés à ce moment-là sont des organismes de masse unitaires PCI-PSI. Ils rassemblent diverses associations et comités s'occupant du logement. Dans une première phase, leur composante locale de base est essentiellement prolétaire. Au niveau central on trouve plutôt le personnel politique du PCI (conseillers municipaux, parlementaires). L'axe essentiel est d'obtenir de l'État le blocage des loyers ou davantage d'investissements dans le secteur de la construction publique. Avec bien peu de succès puisque de 1951 à 1955, le pourcentage de l'aide publique tombe de 25 à 12 % du total. Les *Consulte Popolari* interviennent en outre auprès des autorités locales pour résoudre les problèmes les plus urgents (évacuation des logements dangereux, attribution de logements aux familles expulsées, etc.).

Les formes de luttes sont le plus souvent des manifestations, des délégations, des pétitions qui servent de débouchés aux occupations spontanées qui se multiplient vers 1955, date à laquelle les *Consulte* les organisent directement pour la première fois.

Presque toutes les occupations de cette époque sont dirigées contre l'Institut Autonome des Maisons Populaires (IACP). Les logements édifiés par cet organisme public, sorte d'office des HLM italiennes, jouxtent en général les quartiers de l'époque fasciste. Principalement les quartiers Goridinaï, Tiburtino III, San Basilio Primavalle, Tor Marancio. Ces zones peuplées abritent les prolétaires entassés dans des conditions infectes; clientélisme et corruption vont bon train. C'est ainsi que les inscriptions sur les listes d'attente pour bénéficier d'un relogement dépendent entièrement des partis du centre et de la Démocratie Chrétienne. Les occupations organisées par les *Consulte* ne sont pas conçues comme des actes d'appropriation mais comme des moyens de pression sur les pouvoirs publics: le problème de

leur défense n'est donc pas posé. La ville et son administration ne sont pas considérées comme des ennemies, mais comme des alliées contre la spéculation. En général, ces occupations se terminent par une intervention sans ménagement de la police qui expulse tout le monde, et par une manifestation de protestation devant le Capitole où sont exigés des crédits pour permettre aux pouvoirs publics d'intervenir. À San Basilio et Pietralata, il arrive que le rapport de forces soit favorable aux occupants et que la lutte réussisse. Les *Consulte* organisent également vers cette époque des grèves de loyers: les termes échus ne sont pas payés aux pouvoirs publics afin de les obliger à améliorer ou à créer des services (écoles, routes, égouts). Durant toute cette période, le PCI réussit en fait à offrir à ces luttes un débouché parlementaire.

Pourtant, en 1956, l'expérience du centre-gauche et la loi Sullo contre la spéculation foncière échouent. La ligne du parti va alors osciller entre des propositions technocratiques (contre-propositions, critiques des organismes existants) et des interventions populistes et démagogiques sur les situations d'abus les plus criantes autour desquelles tables rondes, pétitions se succèdent. Mais aucune lutte générale n'est lancée pour appuyer une intervention législative visant à réformer l'urbanisme. Les *Consulte* changent progressivement de nature: elles se mettent à rassembler « tous les citoyens » qui s'intéressent au problème du logement, des services, des transports, des parcs. Elles perdent leur connotation de classe. Les luttes qui se conduisent encore prennent un tour « civil ». Il y a bien encore des blocus des rues et des places comme lorsque les familles expulsées des logements démolis pour la construction des installations olympiques manifestent en 1958. Quelques grèves de loyers comme celle de Via Grottaperfetta en 1964. Mais ces luttes ont perdu une grande partie de leur importance et, à la veille de 1969, elles ne sont plus organisées.

Au cours des années 1960, parallèlement à la transformation de l'appareil productif et à l'accentuation des flux migratoires, la pénurie de logements à loyers modérés devient le problème numéro un. La mainmise du grand capital financier sur les terrains à bâtir continue de plus belle, tandis que la part des investissements publics

dans le secteur des HLM passe de 16,8 % pour tout le pays en 1960 à 6,5 % en 1965, et à 7 % en 1968, 5,1 % en 1969 et 3,7 % en 1970 ! Rome qui est devenue la ville charnière entre le Sud et le triangle industriel du Nord gonfle démesurément. Le reste du Latium se vide et se désagrège tandis que la lointaine banlieue sud-ouest vers Latina, Pomezia, Aprilia, se congestionne complètement. La construction privée s'oriente vers les logements de « standing »; l'augmentation des loyers devient vertigineuse et nourrit la spéculation à son tour.

Avec l'échec de sa lutte contre la rente foncière, la politique du PCI se replie sur la demande d'une rééquilibrage des pouvoirs publics. Après 1964-65, le PCI ne parle plus d'une « politique de l'urbanisme »; la seule politique cohérente qui est menée est celle d'une pression pour l'assainissement de la banlieue (canalisation des égouts et recouvrement, etc.). Pour le reste, la lutte est abandonnée à un niveau sectoriel et ce sont des organismes de masse interclassistes qui la mènent de façon syndicale. C'est à ce moment-là que se forme l'UNIA (*Unione Nazionale Inquilini e Assegnatori* = Union nationale des locataires et des gens sur liste d'attente) qui offre ses conseils juridiques aux citoyens en butte aux propriétaires. Les initiatives se limitent à des pétitions, à des manifestations pour faire pression sur la commune, sur l'IACP, et obtenir la résorption des bidonvilles, ainsi que l'augmentation de logements sociaux.

### *1969-75: un nouveau cycle de luttes urbaines*

C'est en 1969 que se produit l'explosion résultante des tensions accumulées durant toutes les années précédentes. À Rome, 70 000 prolétaires parqués dans des ghettos et dans des conditions catastrophiques ont en face d'eux 40 000 appartements vides qui ne trouvent pas d'acquéreurs ou de locataires en raison du coût des loyers. L'Association des Entrepreneurs du bâtiment romain reconnaît elle-même qu'il s'agit là d'une « marge de manœuvre indispensable ». Le climat politique général créé par les luttes ouvrières et étudiantes exerce alors une grande influence dans le déclenchement d'un nouveau genre d'action: il ne s'agit plus d'une occupation symbolique servant de moyen de pression supplémentaire dans le

cadre d'une négociation au sommet. Cette dernière est refusée et les occupations prennent l'allure d'une prise de possession violente qui traduit confusément la volonté des prolétaires de prendre les biens nécessaires à leurs besoins. Ces luttes vont avoir pour conséquence de démystifier l'État qui était présenté comme « médiateur » dans la prestation des services pour tous les citoyens. Elles mettent le doigt sur la nature de classe de l'État et de l'administration communale et concrétisent une extension directe de la lutte de l'usine vers la société.

Cette volonté exprimée de s'emparer des maisons sans attendre le bon plaisir des patrons, les investissements, qui suivent les avatars du profit, marque une « socialisation » de la lutte, c'est-à-dire une défense et une récupération du salaire réel. Il manque certes à ces premières occupations d'un nouveau genre une participation directe des ouvriers d'usine en tant que tels. Pourtant, elles apporteront un autre élément que les luttes ouvrières n'ont pas encore : celle d'une organisation autonome des luttes. Les occupations spontanées de Tufello en été 1969 rassembleront un groupe de militants du PCI, du PSIUP (équivalent alors du PSU) et des catholiques de gauche qui formeront la première forme de soutien organisé de ces luttes. Après l'intervention de la police et l'évacuation des appartements, 120 autres logements voisins sont immédiatement occupés, puis 220 dans le quartier Celio. Le nombre monte à 400 les jours suivants. Par choix délibéré, les appartements appartiennent tous aux pouvoirs publics, mais sont abandonnés et libres depuis longtemps. Cette solution offre en effet de meilleures chances de succès et met des bâtons dans les roues aux opérations de l'IAPC entreprises avec la complicité tacite des représentants syndicaux qui siègent en son sein.

Dans le quartier Celio se constitue un Comité d'Agitation de Banlieue, structure centrale qui regroupe des militants et des occupants, élue par les différentes assemblées d'occupants. Un gros effort est fait pour aboutir à une prise en main de la lutte par chacun et pour former des cadres de mouvement, objectif qui ne sera que très partiellement atteint, en raison de l'éparpillement et de la division des prolétaires des bidonvilles.

En septembre, 200 appartements sont occupés via Pigafetta dans un quartier d'Ostie; ils font partie d'un bloc d'immeubles abandonnés, propriété des chemins de fer.

Le mot d'ordre avancé est: réquisition des logements, car il doit être possible d'appliquer la loi de réquisition pour calamité publique en faveur des bidonvilles.

Le PCI, pour la première fois en contradiction avec sa ligne précédente, condamne cette forme de lutte, se borne à demander l'inscription sur les listes d'attente et prétend que les occupations de logements appartenant aux pouvoirs publics dressent contre les occupants ceux qui sont déjà inscrits sur ces listes. C'est de là que part le processus de rupture entre le PCI et le nouvel organisme de masse ainsi qu'avec les militants communistes qui en faisaient partie. Désormais, les occupations se feront en secret et les seuls à en être avisés à l'avance seront les parlementaires qui étaient déjà en position de fronde avec le Parti et qui constitueront le noyau fondateur du *Manifesto*.

Les objectifs de ces occupations se précisent aussi: les occupants réclament que la commune réquisitionne les logements libres aux constructeurs et qu'elle les loue à un loyer *proportionnel au salaire*, à la portée donc de tous les travailleurs. Le Comité d'agitation des banlieues organise une manifestation de trois à quatre mille habitants des bidonvilles devant le Capitole. Il repousse la proposition du PCI d'envoyer une délégation et fait prendre la parole à des dizaines de gens des bidonvilles. Devant la pression qui se manifeste dans les banlieues, le PCI doit organiser en octobre une occupation de trois cents appartements. L'opération échoue. Le 18 novembre, les *Consulte*, cette fois-ci avec le Comité d'Agitation de Banlieue (CAB) organisent trois cents occupations avenue Prati di Papa. Mais le jour suivant, lors de la grève générale sur la question du logement, les manifestants interdisent au PCI de défilé avec ses banderoles en tête du cortège. Les mots d'ordre sont durs: « Ou vous nous donnez les logements, ou bien nous les prenons nous-mêmes! » Le CAB organise sur la lancée l'occupation de cinq cents nouveaux appartements construits en pleine campagne pour les

fonctionnaires des ministères romains. L'État, comprenant alors que la prochaine étape sera l'occupation de maisons privées, organise la contre-attaque. Quinze cents CRS en tenue de combat interviennent. Après une bataille qui dure toute la nuit et la matinée suivante, vingt prolétaires sont arrêtés. L'assemblée décide d'abandonner les appartements indéfendables, et négocie en échange la mise en liberté des arrêtés.

Pour éviter de stagner, le CAB cherche alors à coordonner son action avec les autres groupes qui mènent une intervention sur les logements. La nuit du 10 mars, après un long défilé dans la ville, les objectifs d'abord envisagés étant gardés par la police, cent soixante familles occupent huit immeubles de luxe rue Serpentara, quartier de Val Melaina. La matinée suivante, la police intervient et fait évacuer. Les occupants ne se dispersent pas. Traversant la ville avec les matelas, le mobilier, ils viennent s'installer place du Capitole. Pendant plus de dix jours, ils campent, se réchauffent par des feux au pied des statues de Michel-Ange, et nouent des liens de solidarité avec les étudiants, les ouvriers de l'extrême-gauche. Le syndicat fait l'objet d'attaques continuelles, et son aide est refusée. L'épreuve de force avec la commune échoue toutefois. Par lassitude, les occupants finissent par abandonner la place. Il y aura d'autres occupations par la suite mais elles se solderont par des échecs. L'expérience du CAB touche à sa fin. Le PCI et les *Consulte* parviennent à liquider ces premiers éléments d'autogestion de la lutte, car ils obtiennent des résultats dans leurs négociations avec les pouvoirs publics. Même si ces résultats ne sont pas toujours extraordinaires, ils sont loin d'être négligeables. Il faut dire que la situation objective s'y prête bien. Ainsi, dans le quartier de Nuova Ostia, les promoteurs ne parvenaient pas à vendre les appartements en raison des prix et des loyers trop élevés. La spéculation avait échoué, et leur coûtait des milliards de perte sèche. Les conseillers municipaux libéraux impliqués dans l'affaire se mettent d'accord avec le PCI: la commune, à la suite de l'occupation de ces immeubles, en fait l'acquisition pour y reloger les habitants des bidonvilles contre des loyers modérés, payant la différence aux promoteurs!

Le CAB ne survécut pas au déclin du mouvement étudiant, aux attaques du PCI et des *Consulte*, ainsi qu'aux dissensions internes qui mirent aux prises le Manifesto et le PSIUP<sup>3</sup> sur les élections des instances dirigeantes de ce mouvement. Aussi, à la fin du printemps 1970, le cycle de luttes qui avait donné naissance à cet organisme paraît-il bien irrémédiablement clos.

Lorsqu'un an plus tard la lutte repart, elle sera animée surtout par les groupes extra-parlementaires et également par l'UNIA, fondée par le PCI, qui, pour ne pas perdre tout contrôle de la situation, lancera une grande occupation symbolique en octobre 1971. La crise qui suit 1969 avec une augmentation galopante du coût de la vie n'arrange pas la question du logement qui reste à Rome un problème aussi brûlant. D'autre part, les groupes ont choisi la voie d'une socialisation de la lutte pour construire leur organisation. À Milan, l'occupation réussie avenue Mac-Mahon amène à la préparation de la grande occupation Via Tibaldi (1970). Le 26 mars 1971, sur la vague de ces occupations milanaïses, trente familles de San Basilio occupent avec des militants de Potere Operaio deux immeubles dans la commune voisine de Casal Bruciato. Rapidement, trois cent cinquante familles s'y joignent. Malgré l'intervention de l'UNIA et du PCI qui veulent organiser une délégation centrale à Rome, les occupants se préparent à résister activement à la police, ils élisent des délégués d'immeubles et dressent des barricades. Lors de l'assaut donné par trois mille policiers, les heurts sont très violents: vingt arrestations sont opérées. La bataille gagne les rues avoisinantes, certains cherchent refuge dans une section locale du PCI qui leur ferme la porte au nez. À l'assemblée suivante, malgré des divergences d'appréciation sur la suite de la conduite à tenir, il est décidé de continuer à occuper. La nuit même, Potere Operaio organise l'occupation de cent autres appartements. Là encore, la police intervient et expulse très violemment. En juin, Potere Operaio, Lotta Continua et Il Manifesto organisent simultanément des occupations dans les

3. PSIUP: Partito Socialista Italiano d'Unita Proletaria, fondé en 1964, dissout en 1972. La majorité a rallié le PCI, le reste le PSI, ou a formé le PDUP (Partito d'Unita Proletaria).

quartiers de Centocelle et Pietralata. La police fait évacuer mais, cette fois-ci, selon les exigences des occupants, sans violence. Une assemblée tenue sur-le-champ décide une nouvelle occupation de soixante-dix à quatre-vingts familles au quartier Magliana. La police arrive immédiatement, illumine la rue comme de jour: les heurts sont violents, des voitures sont incendiées, des CRS tirent des rafales de mitraillette et organisent la chasse à l'homme toute la matinée suivante.

Pour répondre à l'occupation des groupes, l'UNIA et le PCI organisent une occupation monstre de dix mille personnes. Mais elle est symbolique. Le syndicat négocie et s'engage à obtenir six mille logements « pour Noël », dont on ne verra jamais la couleur, et seuls les occupants qui sont des « clients » fidèles de l'UNIA trouveront à se reloger.

En fait, il a manqué à toutes ces occupations depuis 1969 la possibilité de durer. D'autre part, elles n'ont encore aucun lien organique avec les luttes d'usines; leur protagoniste, outre les forces politiques des groupes de l'extrême-gauche, est le « prolétariat » toujours prêt à l'émeute. Ce ne sera plus le cas lors de l'hiver 1973 et du printemps 1974.

### *Les occupations massives de l'hiver et du printemps 1974*

La période de l'hiver et du printemps 1974 aura été celle où le coût de la vie augmente à la cadence de 1,4 à 2,1 % par rapport au mois précédent. Le 5 décembre 1973, les pâtes augmentent ainsi de 25 % d'un coup. D'autre part, dans une ville comme Rome, où le loyer arrive à représenter en fait 50 % du salaire, on comprend facilement l'enjeu des luttes sur le logement. En janvier 1974, il y a déjà deux mois que des immeubles sont occupés dans le quartier de Magliana:

Les quatre cents appartements que les patrons préféraient ne pas louer de peur que leurs nouveaux occupants ne participent aux luttes de l'autoréduction (commencées à Rome depuis 1972, voir le chapitre sur les autoréductions de l'électricité) sont actuellement entièrement occupés par des travailleurs. Parmi

ceux-ci, il y a 26 ouvriers et 51 travailleurs du bâtiment, 30 artisans (tailleurs et menuisiers), 71 employés des services (hôpital, garage), 14 chômeurs, 9 ménagères, 15 retraités et invalides. Ces travailleurs proviennent de tous les quartiers de Rome. (Tiré du journal *Magliana en lutte*, du comité de quartier de Magliana, février 1974.)

Mais c'est à partir du 15 janvier 1974 qu'on entre dans la phase ascendante du mouvement: en trois mois, plus de quatre mille appartements vont être successivement occupés, principalement à l'initiative des groupes autonomes de quartier et de Lotta Continua. La réaction de l'État et des propriétaires sera dans tous les cas extrêmement violente: intervention systématique des carabinieri pour expulser les occupants, ce qui sera chaque fois l'occasion d'affrontements impliquant parfois tout un quartier; de plus, pendant toute cette période, il sera fait un usage systématique de bandes fascistes qui tenteront par des provocations continuelles, même parfois des tentatives d'infiltration, de casser le mouvement. Enfin, dans le cas d'occupations directement organisées par des ouvriers d'usine (et particulièrement par l'Assemblée Autonome de la Fatmé), la répression s'accroîtra: arrestations de quelques «leaders» ouvriers, exclusion du conseil d'usine des délégués qui appuient les occupations à l'initiative du PCI.

À la mi-mars ces actions marquent le pas devant le déchaînement de la violence de l'État. Les occupations d'églises sur lesquelles les groupes et particulièrement Avanguardia Operaia comptaient pour maintenir le mouvement sur pied cessent au bout de quelques jours. Le PCI peut saluer la fin de la lutte. *L'Unità*, sous le titre: «Une dangereuse diversion», écrit le 8 mars:

Il y a des priorités à respecter en ce qui concerne l'attribution de logements à ceux qui sont inscrits sur la liste d'attente ainsi que la réalisation des autres services sociaux. C'est pourquoi le type d'occupations qui a lieu en ce moment, en raison des objectifs qu'elle se fixe, représente une tentative de fourvoyer le mouvement de lutte réel, et ne parvient pas à masquer l'aventurisme d'une tactique qui oscille entre la tentative d'entraîner des quartiers entiers dans la

«guérilla» et des tractations avec les institutions démocratiques tant décriées. Cette tactique a été isolée par la grande majorité des travailleurs, des habitants des bidonvilles, des banlieusards, qui forme un front de lutte toujours plus fort, plus responsable et plus vigilant.

Ce cycle d'actions présente des ressemblances avec celui qui avait eu lieu en 1970-71: spontanéité, dimension de masse attestée par la forte participation des femmes. Il présente néanmoins deux nouveautés importantes: la participation ouvrière directe dont nous avons parlé et surtout le fait que les logements occupés ne sont plus la propriété des pouvoirs publics, mais appartiennent à toutes les entreprises immobilières de moyenne dimension. Ces dernières forment à Rome le cœur de la spéculation immobilière (notamment de l'ACER: l'association des promoteurs-entrepreneurs romains).

Les autres propriétaires lésés ont été des groupes immobiliers liés à la Fiat, à la Banca Nazionale del Lavoro. On saisit là d'ailleurs l'entremêlement parfait de la rente foncière et du profit. L'IRI et la Fiat ont opéré de gros efforts de reconversion pour répondre à des commandes massives de services sociaux (transports en commun, construction) et il est parfaitement artificiel de séparer ces grandes entreprises du tissu spéculatif des moyennes entreprises<sup>4</sup>. Les prolétaires ne s'y sont pas trompés qui ont frappé les deux à la fois. Les techniques répressives mises en œuvre par l'État, qui ont permis de voir les limites politiques et organisationnelles des occupations, en sont aussi la preuve.

4. Comme en témoignait un fonctionnaire de la Commune de Rome, dont l'interview parut dans *Contro-Informazione*, dont voici un extrait (sur les rapports entre les banques et les promoteurs):

« Au niveau de la construction également doivent exister des collusions et des appuis politiques qui commandent l'avalisation du prêt. D'autre part, chose plus intéressante, les banques interviennent à divers niveaux sur le territoire. Il y a les branches liées au Vatican, qui ont suivi et suivent encore avec un extrême intérêt les avatars du plan régulateur, et qui financent toutes les plus grosses spéculations. En ce sens, le discours que fait le PCI, à propos du capital avancé et du capital arriéré sur la base des critères de la rente foncière et de la rente parasitaire, est complètement erroné, car on est justement en présence d'une intervention du capital financier dans la spéculation. Allez distinguer après cela si la filiale de la Fiat qui intervient sur ce marché fait œuvre de capitalisme avancé ou arriéré! »

Le mouvement des occupations à Rome est arrivé à l'occupation des biens privés et non plus seulement des biens dépendant des pouvoirs publics. Toute la dynamique habituelle des occupations s'en est trouvée modifiée. Les syndicats et le PCI n'ont pas pu jouer le même rôle médiateur qu'auparavant. Il ne s'agissait plus d'une prise de gages pour renforcer leur position dans les négociations (relogement, inscriptions sur les listes d'attente), mais d'une appropriation directe qui refusait le côté symbolique qu'avaient eu les occupations précédentes. De ce point de vue, les occupations du printemps 1974 ressemblent beaucoup plus aux formes d'organisation des prolétaires de la banlieue de Santiago, ou aux occupations, par le Comité de Moradores à Lisbonne, de palais pour les transformer en hôpitaux et faire fonctionner immédiatement des services de santé gratuits.

En ce sens, le mouvement d'occupations de maisons à Rome marque un saut par rapport au reste des actions déjà entreprises à Milan par exemple, ou à Venise.

À Milan en effet, où les occupations de maisons datent de 1969 et sont organisées souvent par l'*Unione Inquilini* (l'Union des locataires), les logements dépendant des pouvoirs publics (de l'IACP notamment: l'Instituto Autonomo Case Popolari) ont tous été occupés et distribués. Il faut donc s'attaquer aux logements privés avec les mêmes problèmes qu'à Rome.

---

«C'est précisément cette interpénétration qui a empêché une action réformatrice cohérente en Italie. La loi 865 en est un exemple: elle devait opérer une rupture; elle est restée lettre morte. Elle prévoyait l'expropriation aux tarifs agricoles des terrains et en confiait la responsabilité aux communes. De fait, à part Bologne et encore en partie, je ne connais pas de situations où elle ait été appliquée.»

Une bonne idée de l'ampleur des luttes urbaines et de l'arrière-terrain qu'elles forment pour les pratiques d'autoréduction. En automne 1976, à Milan, l'*Unione Inquilini* évaluait à 5 000 le nombre de familles occupant plus de quarante édifices. Même chose à des degrés divers à Venise, Vérone, Turin, Florence, Caserta, Potenza, Avellino, Bolzano. Selon Aurelio Cipriani, l'un des trois conseillers de l'extrême-gauche qui participent à la municipalité de gauche mise en place après les élections régionales: «Il n'existe pas seulement un mouvement d'occupations, mais un bien plus vaste mouvement sur le logement. Ce qui signifie que, derrière la bataille des sans-logements qui mènent des occupations, il y a 20 000 familles rien qu'à Milan qui pratiquent l'autoréduction des loyers dus à l'Office des HLM (l'IACP), qui refusent les expulsions, qui pratiquent l'autoréduction du téléphone. La dernière note d'électricité distribuée ces jours-ci par la poste a déjà été contestée et autoréduite par 12 000 Milanais.»

La lutte de San Basilio à Rome, en septembre, qui a coûté un mort au mouvement révolutionnaire, a marqué un pas en avant et a été suivi de toute une série d'occupations victorieuses.

### *Les événements de San Basilio à Rome en septembre 1974*

San Basilio se situe à Rome au cœur des quartiers « rouges ». Ses habitants ont été de toutes les batailles: occupations de maisons, grèves de loyers, centres sociaux investis pour les transformer en dispensaires populaires (1971), blocus des avenues qui coupent le quartier et qu'il est impossible de traverser aux heures de pointe, enfin luttes pour la création d'écoles. Dès 1972, un propriétaire du quartier, pour empêcher des occupations répétées, était obligé de faire blinder les portes de ses immeubles. C'est également dans ce quartier que les habitants de Rome ont été les premiers à pratiquer les autoréductions d'électricité. Il existe à San Basilio une tradition antifasciste et antipolicière très solide. Les expéditions punitives organisées par la police pour rechercher de fantomatiques voleurs donnent lieu à des ripostes. En 1970, les réunions électorales du candidat démocrate-chrétien ne peuvent pas s'y tenir. En 1973, enfin, la population soutient très activement la révolte des prisonniers de l'établissement de Rebiddia; ce dernier formant le seul service public réalisé dans le quartier depuis des années!

D'autre part, la zone industrielle s'est développée tout près de San Basilio. D'importantes luttes contre les nuisances et la pollution permettent une réunification du « prolétariat » marginalisé des ghettos avec la classe ouvrière.

Au début de septembre 1974, cela fait onze mois que cent quarante-sept familles occupent des immeubles appartenant à l'IACP (Istituto Autonomo delle Case Popolari). Le jeudi 5 septembre, la police fait irruption dans le quartier et fait évacuer les immeubles via Fabriano et huit immeubles via MonteCarotto.

Le vendredi matin, la population du quartier s'organise et bloque la grande voie d'accès, la Tiburtina. Des affrontements très violents ont lieu jusqu'à l'après-midi et contraignent la police à abandonner les expulsions, qui n'ont été que limitées.

Samedi matin, tandis qu'une délégation se rend à la préfecture et auprès de l'IACP, la police revient pour continuer les expulsions, mais se retrouve devant une forte mobilisation du quartier et de tous les quartiers de Rome. La police est un peu plus nombreuse, mais la détermination des manifestants est visiblement plus forte. La délégation, qui était partie sans trop se faire d'illusions, voit les portes s'ouvrir devant elle. La police semble s'effacer. Lotta Continua demande et obtient une trêve jusqu'au lundi soir à 19 heures. Cette organisation croit avoir gagné et organise imprudemment un défilé de victoire dans les rues du quartier. Le lendemain, dimanche, les CRS reviennent en force devant les immeubles qu'ils n'avaient pu évacuer. Ils pénètrent sans ménagement dans les immeubles, piétinant tout ce qui leur tombe sous la botte, jetant les meubles par les fenêtres, ouvrant les réfrigérateurs, les pillant, s'offrant un petit-déjeuner. Ils pissent devant les femmes et les enfants, puis lancent des grenades lacrymogènes à l'intérieur des appartements à hauteur d'homme.

Bien que surpris, les prolétaires ne tardent pas à réagir. Prévenus par téléphone, des militants affluent des différents quartiers de Rome et harcèlent violemment les forces de l'ordre toute la matinée. Le comité de lutte pour le logement de San Basilio appelle une assemblée populaire sur la place centrale de San Basilio pour 18 heures. À 18 h 30, la police charge le rassemblement et lance des centaines de grenades lacrymogènes à hauteur de visage. Les gens formés en manifestation se regroupent à la hauteur du carrefour, entre les rues Fiuminata et Fabriano. Via Fabriano, de l'autre côté des immeubles occupés, un peloton de CRS cherche le contact avec les prolétaires. Mais, lorsqu'il doit reculer, un autre peloton qui est derrière, en face des manifestants, se met à tirer à feu nourri. L'une des balles touche mortellement Fabrizio Ceruso, 19 ans, militant du comité ouvrier de Tivoli, qui meurt lors de son transfert en ambulance à l'hôpital. Lorsque, à 20 heures, la nouvelle de sa mort est connue dans le quartier, toutes les lumières s'éteignent, sauf sur le carrefour, où la police est restée en position. Vers 19 h 30, un expert fait un rapport au palais de justice.

Ce médecin prétendra avoir contrôlé les armes de tous les policiers (alors que ceux-ci sont plus d'un millier!) et n'avoir constaté aucune anomalie! Tout San Basilio est dans les rues. Les policiers de nouveau sortent leurs armes, mais, cette fois, ils ont l'amère surprise de sentir que le plomb vient de la direction opposée. Huit policiers sont touchés grièvement, dont un commissaire. Le vent a tourné. Un inspecteur, pour freiner la débandade des policiers, leur affirme qu'un camion automitrailleur va venir, mais rien n'y fait; ils ont perdu la bataille.

L'occupation militaire, qui avait duré quatre jours, prend ainsi fin. Le lendemain, les négociations pour reloger dans les mêmes conditions les cent quarante-sept familles de San Basilio, les trente de Casai Bruciato et les quarante de Bagni di Tivoli commencent. Elles aboutiront très vite tant la détermination du quartier a fait peur.

Il faut dire que les autoréductions d'électricité viennent de commencer, et que l'État italien ne tient sans doute pas à se retrouver avec plus de cinq mille occupations de maisons, comme au printemps 1974 à Rome.

Les « accords » se multiplient. Le mouvement des occupations était déjà massif à Naples, Salerne et Turin. Le 27 novembre, les sept cents à huit cents familles qui occupaient gagnent: trois cent soixante-huit familles obtiennent un appartement dans les quinze jours, trois cent vingt-cinq dans les trois mois et les cent trente autres en 1975<sup>5</sup>. Elles obtiennent également la garantie que le loyer ne dépassera pas 12 % de leur salaire, ce qui est très proche de la revendication initialement posée: pas de loyer au-dessus de 10 % du salaire!

Le 3 novembre, un accord obtenu à Salerne contraignait l'IACP à accorder immédiatement un logement aux occupants et à ceux qui étaient sur les listes d'attente<sup>6</sup>.

Les réformistes, gênés par les événements de San Basilio, présentèrent les affrontements comme la conséquence d'une « guerre entre les pauvres », comme des luttes « désespérées » d'habitants

5. Voir *Lotta Continua* du 27 novembre 1974.

6. Voir *Il Manifesto* du 3 novembre 1974.

des taudis et des sous-prolétaires qui « n'ont rien à voir avec les traditions démocratiques du mouvement ouvrier ». Mais, dans le cas de San Basilio, comme durant le printemps 1974, les enquêtes effectuées sur la composition sociale des occupants montrent qu'il ne s'agit pas de marginaux ou de gens habitant dans les taudis ou la « zone », mais d'ouvriers, d'employés, de petits artisans, de prolétaires effectuant des travaux précaires. Ces luttes ont par ailleurs pu mettre en crise la structure du secteur du bâtiment public. Là où, en effet, la politique réformiste du PCI n'avait jamais réussi à venir à bout de la spéculation, la lutte ouverte a commencé à le faire. Le grand capital, et en particulier la Fiat, inquiet des conséquences sociales et politiques de ces luttes, a réclamé une rationalisation du secteur, de façon à éliminer cette poudrière permanente. *L'Unità*, durant les affrontements, avait écrit qu'à Rome la ligne ultra-gauche des comités de l'autonomie ouvrière était en train de passer parmi les forces de la gauche extra-parlementaire (discret appel du pied à Lotta Continua ou au Manifesto pour contrôler davantage la situation?). Mais sans la détermination des habitants du quartier qui se sont décidés à gérer directement leur propre lutte et à sortir des sentiers battus des occupations symboliques, qui se laissaient toujours expulser à un moment ou à un autre par la police, il est probable que les luttes pour le logement et les luttes de quartiers auraient subi un coup d'arrêt.

### *Après San Basilio*

Le mouvement des occupations se poursuit au printemps 1975 essentiellement dans deux grandes villes: Naples et Milan. Dans la première, en février, plus de mille appartements étaient occupés, essentiellement dans le quartier de San Erasmo et Don Guanella. Le mouvement réclamait un loyer ne dépassant pas 10 % du salaire. Il repoussait la « solution » proposée par le PCI et qui consistait à accorder une « aide » de 30 000 lire par famille<sup>7</sup>.

À Milan, l'Unione Inquilini et le comité de quartier Ticinese, l'un des quartiers historiques du centre de la ville, avaient lancé

7. Cf. A. Drago et E. Cardillo, *Le nuove lotte per la casa a Napoli*, p. 100.

les occupations de maisons particulières via de Amicis, exigeant la réquisition de plus de mille sept cents logements privés dans le centre. Le 4 avril 1975, via Populi Uniti, c'était au tour des logements d'un promoteur démocrate-chrétien d'être occupés. En mai 1976, le nombre de maisons occupées ouvertement – nous ne parlons pas ici des squattérisations sauvages comme il y en a à Paris ou à Londres – dépassait la centaine. Les retards de paiement de loyers, habituellement de 1 à 2 %, ont grimpé à un niveau « politique » (20 %); le déficit qui a touché l'office des HLM italien était de l'ordre de 5 milliards de lires en 1974<sup>8</sup>.

À partir de l'automne 1975, le mouvement des occupations s'est enrichi d'un nouveau type d'appropriation communiste de la ville: des groupes de jeunes prolétaires des quartiers se sont installés dans des usines désaffectées et les ont transformées en centres de rencontre, de vie et de combat.

8. Cf. Massimo Todisco, *Le Lotte sociali a Milano*, p. 76.



## CHAPITRE III

### LES AUTORÉDUCTIONS DES TRANSPORTS

#### *Turin*

Le 19 août 1974, à peine rentrés des vacances, les ouvriers de la Fiat Rivalta (seconde usine Fiat après Mirafiori) ont la bonne surprise d'apprendre que les tarifs des bus qui les conduisent de Turin ou de sa banlieue à l'usine ont augmenté de 25 % à 30 %. Proposées en leur absence par le gouvernement à la région, ces augmentations ont été votées, fin juillet, par des organismes régionaux, trop heureux de faire une fleur aux entreprises de transports qui prospèrent sur le dos des ouvriers. Pris de court, les ouvriers commencent par payer, mais, le 24 août, le mécontentement est si grand que la décision d'auto-réduire est prise à l'unanimité. Sur les bus de la SIPAV qui les transportent de Pinorello (grande banlieue de Turin) aux départements de Rivalta, la lutte s'organise rapidement: les ouvriers élisent des délégués de car et adoptent une attitude que *la Stampa* qualifie pour la première fois de « désobéissance civile ».

À Pinorello, le 26 août, d'importants barrages empêchent les bus de partir; la compagnie est alors contrainte de revenir à l'ancien tarif. Mais, même de celui-ci, les ouvriers ne veulent plus. De ce moment, la FLM (Federazione Lavoratori Metalmeccanici) de Turin entre à son tour dans la lutte: elle a fait distribuer sur toute la ligne des abonnements autoréduits qui portent son cachet.

Le 2 septembre, les ouvriers empêchent de nouveau les bus de partir de Pinorello. Et la FLM peut bien distribuer ses abonnements autoréduits, les ouvriers préfèrent ce jour-là exhiber leur force de classe et voyager gratuitement.

Le 3 septembre, les barrages se multiplient dans la banlieue de Turin, impliquant un nombre grandissant de gens. L'ampleur de la « désobéissance » contraint alors les autorités à négocier directement avec les comités pour l'autoréduction, qui imposent le retour aux

vieux tarifs. La lutte sur les transports cesse à Turin aussi soudainement qu'elle avait commencée, mais l'exemple a été compris. Et, tandis qu'à Turin se préparent les premières autoréductions de l'électricité, autour de tous les grands centres industriels italiens, la lutte pour des transports meilleurs, moins chers ou gratuits, va prendre une forme nouvelle.

### *L'organisation des transports ouvriers en Italie*

Le système des transports des bus est basé en Italie sur le principe de la «concession», c'est-à-dire que l'État «concède» à des entreprises privées la gestion d'un service public. Les Italiens n'y verraient rien à redire si cette manière de faire ne camouflait en réalité un véritable trafic d'influence dont le chef d'orchestre est, bien entendu, la Démocratie Chrétienne au pouvoir. Comme l'écrit le *Manifesto*: il s'agit là «*d'une camarilla, d'une mafia, d'un clientélisme qui porte typiquement la marque de la Démocratie Chrétienne*».

Toutes ces entreprises sont en fait liées à ce parti, leurs profits (s'il y en a) y sont réinvestis, et toutes sont dirigées par des gens ou des clients qui en sont membres. Et comme le contrôle sur ces entreprises est exercé par l'administration de la Démocratie Chrétienne, on peut aisément imaginer que les Italiens sont parmi les plus mal transportés d'Europe. Comme le disait un ouvrier de l'Alfa Romeo d'Arèse, syndicaliste FLM: «*Ce sont des autobus qui sont immatriculés depuis des siècles; dans certains bus, quand il pleut, il faut ouvrir son parapluie. Les limites de passagers ne sont pas respectées, les horaires et les normes élémentaires de sécurité non plus.*» Et d'ajouter en ce qui concerne les trajets: «*Il y a une surabondance de transports entre Milan et «l'hinterland», et il manque complètement de raccord d'un centre à l'autre. Ainsi, par exemple, il y a une ligne entre Milan et Arèse, mais il manque complètement de liens entre un centre de l'importance de Rho<sup>1</sup> et Arèse.*»

Cette faillite de leur gestion, les sociétés de transports la justifient par leur manque perpétuel d'argent, les subventions régionales ou gouvernementales atteignent pourtant des sommes astronomiques.

1. Banlieue de Milan.

Ainsi, la société *Aqui*, qui gère la concession des transports de bus du nord de Milan, reçoit 9 milliards de subventions par an... et n'en dépense que 2 ! Le reste « se perd », comme disent pudiquement les Italiens, « dans les méandres du sous-gouvernement », dans les poches de la Démocratie Chrétienne et de ses principaux clients.

Face à cette situation, les réactions sont doubles: pendant longtemps les syndicats prôneront « la déprivatisation » des transports publics, tandis que les ouvriers les plus radicalisés mettent en place des formes de gratuité offensive sur les transports<sup>2</sup>: l'autoréduction, telle qu'elle a été organisée dans le Milanais et la Vénétie, apparaît à bien des égards comme une généralisation à l'ensemble de la classe ouvrière de ces comportements d'avant-garde.

#### *Les luttes dans les transports avant 1974*

C'est qu'en effet les ouvriers italiens ont déjà mené, avant les campagnes d'autoréduction, des luttes très dures dans les transports. D'abord, parce que ceux-ci sont souvent les premiers lieux où les prolétaires ont cherché à « socialiser » les luttes qu'ils menaient dans l'usine.

En 1947, Togliatti, alors premier secrétaire du PCI et ministre de la Justice dans un gouvernement d'Unité Populaire, avait déjà fait voter une loi interdisant tout blocus sur les routes ou les voies de chemin de fer. C'est cette loi, qui ne pouvait alors que viser les ouvriers, qui fut appliquée un certain mois d'août 1970, quand, à la suite d'une provocation policière, 15 000 ouvriers de la Montedison affrontèrent sur l'autoroute des vacances les carabinieri en bloquant pendant trois jours la circulation, en descendant enfin vers la ville proche de Mestre pour brûler la gare.

2. Peu avant de rentrer dans la clandestinité et de former « les Brigades Rouges », les militants de « Sinistra Proletaria » (gauche prolétarienne) avaient lancé auprès des « pendolari » de Milan une campagne: « Emparons-nous des transports », « Le transport se prend, l'abonnement ne se paie pas », avec la participation d'ouvriers de différents CUB ou Assemblées Autonomes (IBM, Pirelli, Sit-Siemens).

Cf. le livre du Soccorso Rosso: *Brigate Rosse, che cosa hanno fatto, che cosa hanno detto, che cosa se ne è detto*, éd Feltrinelli.

Sans aller jusqu'à de telles « extrémités », toutes les grandes luttes ouvrières depuis 1970 ont toujours investi les transports; ainsi, les ouvriers en lutte à l'Alfa Romeo ont bloqué en 1973 les autoroutes qui convergeaient sur Milan et les trains qui transportaient les pièces détachées en provenance de leurs chaînes de montage.

Mais une telle « sensibilité » à tout ce qui touche les transports tient aussi à la manière dont sont transportés les ouvriers italiens. Au mois de mars 1973, un tract de l'assemblée autonome des travailleurs de l'ENEL pouvait écrire: « Nous en avons marre des wagons à bestiaux, des transports de troupes, des horaires rigides mis en place pour nous contrôler, des discriminations de salaires, des baronnages du transport privé. Nous voulons voyager gratis, confortablement, rapidement; nous voulons que le temps de transport soit pris sur les heures de travail et payé par les patrons. Notre vie, notre santé, la possibilité de passer quelques heures en compagnie de notre femme, de nous occuper de nos enfants, de nous réunir entre amis ou camarades sont des choses qui n'ont pas de prix. La lutte sur les transports a justement ceci d'important qu'elle nous concerne tous à ce niveau-là. Pour cette raison, la lutte contre les patrons est avant tout une lutte pour nous réapproprier de notre temps et de notre santé. Nous ne voulons pas régler cette question à bas prix ou même la vendre un peu plus cher. Le temps de transport est un temps de travail; nous voulons avoir le temps de nous occuper de nous-mêmes. » Toutes ces luttes s'inscrivent en fait dans le cadre de ce qu'il est convenu d'appeler en Italie « la pendularité »<sup>3</sup>. On appelle « pendolari » ces ouvriers qui, telles des pendules, sont contraints chaque jour de parcourir de longues distances en car ou en train pour aller vendre leur force de travail et revenir à la maison. Ainsi, pour la seule région de Bergame, 40 000 ouvriers se rendent chaque jour à Milan, et, dans cette ville qui draine à elle seule plus de 250 000 « pendolari », l'usine Alfa Romeo compte 5 000 banlieusards sur

3. « La pendularité » fait de milliers, voire de millions de personnes des travailleurs, « itinérants ». Elle est un phénomène particulier du processus général de « métropolisation » ou de « capitalopolis ».

Cf. Manuel Castells, *La crise urbaine aux États-Unis: vers la barbarie?*, Les Temps modernes, février 1976.

ses 18 000 ouvriers. Certains « pendolari » font parfois plus de 100 kilomètres pour se rendre sur leur lieu de travail, et, outre des cars, des trains spéciaux sont affrétés à cet unique effet.

### *Les luttes dans les trains du Milanais*

Dès les années cinquante, des luttes très dures et souvent sans contrôle syndical s'organisent à partir de ces trains. En 1953, malgré l'augmentation du trafic, les trains de « pendolari » de la région de Bergame obtiennent la priorité absolue sur tous les autres trains, y compris sur les grands express internationaux ! Les « pendolari » avaient, pour ce faire, organisé en novembre 1953 des barrages sur les voies, empêchant les trains de passer. En 1945, dans la même région, huit cents « pendolari » du PCI avaient déjà formé des barrages dans les gares pour obtenir des créations d'emplois dans leur région.

Mais c'est après le boom des années soixante, qui sanctionne définitivement l'expulsion des paysans de leurs terres, parallèlement au développement des luttes dans les usines, que s'ouvre un nouveau cycle de luttes sur les transports; dans les trains, de 1973 à 1975, les « pendolari » vont trouver des formes originales d'organisation qui garantiront à chaque rentrée les acquis des luttes précédentes.

Un des protagonistes, interviewé par la revue *Contro-Informazione*, faisait le récit suivant:

Sur la ligne Milan-Brescia, nous avons repris les barrages contre les retards et contre les déficiences du service. Il s'agissait encore de luttes absolument spontanées et qui pour cette raison étaient assez caractéristiques de cette époque.

En 1971-1972, il y avait eu plusieurs luttes importantes, aussi bien sur les trains que dans les cars. Sur les trains, ce fut la bagarre des « pendolari » étudiants et ouvriers de la ligne Bergame-Brescia, dont l'objectif était l'augmentation du nombre de wagons, l'électrification des lignes pour réduire le temps de voyage, la diminution des tarifs d'abonnement. Les formes de lutte les plus efficaces furent, à part la grève des abonnements, les barrages de trains. La lutte dure a payé parce qu'on a obtenu des résultats comme l'électrification, des

allocations communales pour les abonnements, l'augmentation du nombre de trains et de wagons. Mais, malgré tout, le mouvement est resté isolé; la répression n'a pas tardé à arriver, se manifestant par des chefs d'inculpations assez lourds contre des avant-gardes.

Les dernières luttes (automne 1974) sont parties du fait que, durant les vacances, ils avaient supprimé cinq trains de « pendolari », trois le matin et deux le soir, avec l'excuse que nous ne prenions pas le train pendant les vacances. Et c'est de là qu'est née la lutte. Il y a eu des barrages, d'abord à Romano, puis à Galliano, Vidalengo et Trecello: une semaine de barrages juste après les vacances. Subitement, un comité de « pendolari » s'est formé qui a spontanément fait descendre les gens du train de Milan et leur a présenté une plate-forme, un programme.

La nouveauté d'une telle lutte a tenu dans le fait que l'initiative spontanée a commencé par se donner immédiatement une forme d'organisation. Ce comité était une chose très improvisée, dont faisaient partie des camarades d'AO (Avanguardia Operaia), du Manifesto et du PCI. En résumé, il y avait sept ou huit camarades qui avaient donné leur nom et que les « pendolari » reconnaissaient comme délégués. Il y a encore eu un barrage à Pioltello et un, le vendredi, à Lambrate, près de Milan. Le premier barrage était composé de gens de Brescia qui avaient déjà bloqué les lignes à Treviglio; l'autre barrage était composé de gens de Crémone, qui se heurtèrent au chef de gare et à des employés qui avaient tenté de les déloger.

Ce qui était nouveau dans ce type de batailles, c'est qu'elles mettaient en avant des objectifs aussi bien à court terme qu'à long et moyen terme, des formes de luttes dures et incisives et déjà un minimum d'organisation. La plate-forme exigeait la remise en service immédiate des trains supprimés, ce qui fut pratiquement obtenu dans la semaine, une tranche horaire (de 5 heures à 9 heures du matin et de 5 heures à 9 heures du soir), dans laquelle seuls les trains de « pendolari » pouvaient passer, la priorité pour les trains de « pendolari » et la reconnaissance du comité d'agitation. Cela, c'était les objectifs à court terme; à long terme, nous voulions quatre fois plus de trains sur la ligne Pioltello-Treviglio, la transformation en rapide du Treviglio-Bergame, enfin la mise en valeur des lignes secondaires.

Le mardi, après cette semaine de barrages, une assemblée se tint à Romano, qui réunissait trois cents personnes de toutes les lignes, et là nous avons lancé

l'idée de constituer un comité de « pendolari » sur l'ensemble des trois lignes, avec des comités de gare et des délégués de train, deux délégués par gare pour chaque train, ce qui revenait à dire que chaque train rassemblait entre quinze et dix-huit délégués. Les comités de gare formaient un comité de ligne, divisé parfois en zone dans les gares les plus importantes: ces comités à eux trois formaient le comité des « pendolari ».

Le PCI s'est rendu compte de l'importance de la chose et a tenté de s'y insérer, après un premier moment d'expectative. Ils sont venus avec un responsable régional du PC, trois secrétaires de fédération et un responsable provincial. Ils ont dit que les objectifs étaient absurdes, trop abstraits, qu'il fallait faire attention à la spontanéité, qu'il fallait contrôler les groupes parce que les groupes étaient en train de s'insérer dans la spontanéité. En conséquence, ils nous ont dit: « Nous allons convoquer notre conseil régional; nous allons nous servir de *l'Unità* pour rendre service aux « pendolari »; nous allons nous mobiliser. » Résultat de la mobilisation: dans la soirée, une réunion s'est tenue à Romano; deux d'entre eux sont venus nous répéter leur discours, nous disant qu'une telle lutte était corporatiste, que nous ne nous préoccupions que des « pendolari » sans nous soucier du transport des marchandises, qu'il fallait aussi s'occuper du fret, et, d'un autre côté, ils nous ont fait tout un tas de discours sur le nouveau modèle de développement et se sont vraiment présentés comme des gestionnaires des chemins de fer.

Nous, nous avons déjà fait des tas de réunions, et ce dont nous voulions parler c'étaient des problèmes d'organisation de la lutte. Aussi, on s'est tellement excités contre eux qu'on a fini par les envoyer chier!

C'est cependant dans les bus, principalement à Milan et dans la Vénétie, que la lutte des autoréductions prendra le plus d'ampleur.

#### *Porto Marghera: pour la gratuité des transports*

À Porto Marghera, c'est paradoxalement avant les autoréductions que le mouvement sera le plus radical, l'intrusion des syndicats en 1974 ramenant la lutte à une simple grève pression pour le retour aux anciens tarifs.

Porto Marghera forme, avec la Vénétie, un ensemble complètement déséquilibré. Ensemble pétrochimique de première grandeur

(la Montedison y emploie plus de 7500 ouvriers dans la chimie, qui requiert pourtant peu de main-d'œuvre), situé au bord de la lagune en face de Venise, Porto Marghera draine de toute la région 30000 ouvriers environ, qui s'emploient principalement dans la pétrochimie, la métallurgie, les chantiers navals, etc. Des compagnies privées assuraient jusqu'à la fin de 1974 le transport des « pendolari » dans des conditions d'inconfort et d'irrégularité incroyables. Il n'était pas rare après le travail pour un ouvrier de la Montedison d'attendre plus d'une heure, sans abri et dans le froid, le passage d'un car.

À l'exaspération ressentie par les ouvriers correspondait un mécontentement important chez les employés des transports dû à leurs conditions de travail. À l'automne 1973, lors du renouvellement des contrats pour leur profession, la lutte des employés du transport se cristallise autour du mot d'ordre de « déprivatisation ». Celle-ci semble acquise le 7 septembre 1973, quand les syndicats signent avec le gouvernement régional un accord prévoyant « la régionalisation » des principales lignes de transport pour le 10 janvier 1974. Mais, en même temps, la région débloque pour la principale compagnie de transport, la FAP (Ferrari Autotransporti del Piave), 4 milliards de crédits. Ce geste, qui contredit complètement « la déprivatisation » incite alors les employés des transports à entamer les hostilités.

Les chauffeurs multiplient les grèves du zèle, ne permettant qu'au nombre réglementaire de voyageurs de monter dans les cars, n'assurant plus certaines lignes au retour de Porto Marghera. Leur lutte atteint son apogée quand, en octobre 1973, soixante-dix cars occupent pendant une semaine la place centrale de San Dona, ville du nord de la Vénétie et principal centre d'habitation des « pendolari ». Menée par les syndicats, cette lutte pour « la déprivatisation » est présentée par eux, ainsi que par le PCI, comme la solution à tous les problèmes des « pendolari », des écoliers et des étudiants qui forment aussi une part importante des usagers. Dans un tract d'octobre 1973, le PCI affirme ainsi: « Pendolari, étudiants, utilisateurs, la condition pour obtenir des transports efficaces et sûrs, qui répondent à vos exigences, c'est « la déprivatisation » des lignes

en concessions, objectif de la lutte que mènent les employés de la FAP.» Ceci ne laisse évidemment que peu de place à une initiative propre aux «pendolari» ou aux étudiants.

Mais ceux-ci, dès 1969, ont montré qu'ils entendaient situer la lutte sur un autre terrain: la réappropriation, quel que soit le patron, de la part de salaire qu'il consacre aux transports. En organisant des barrages sur les routes pour bloquer les cars, ils obtiennent en effet à cette époque une réduction substantielle de l'abonnement qui passe de 9 000 livres à 4 800 livres. Cette victoire, obtenue d'abord dans une seule ville, Chioggia, où la municipalité avait accepté de payer la différence, est bientôt étendue à l'ensemble de la région. Quand, en 1973, «pendolari» et étudiants reprennent la lutte, la situation dans les transports n'a pratiquement pas changé par rapport aux années précédentes; et, comme en 1969, les barrages reflleurissent sur les routes, impliquant parfois plus d'un millier d'ouvriers et d'étudiants.

Des comités de «pendolari» s'organisent dans les cars; étudiants et lycéens mènent sur ce thème des grèves dans les principaux établissements scolaires de la région. Ils seront d'ailleurs les grands bénéficiaires des luttes de cet automne, obtenant la gratuité complète à la fin du mois de décembre. Mais, avec eux, ce sont tous les utilisateurs qui sont décidés à ne plus payer. À Chioggia, par exemple, la commune, qui avait accepté de payer 2 000 livres des 4 800 livres que coûtent les abonnements, voit à son grand étonnement arriver les délégués des «pendolari», qui, ayant rassemblé les abonnements, exigent que la municipalité en acquitte totalement le prix.

De tels mouvements se déroulent dans de nombreuses autres localités. Devant le mécontentement des administrés, certaines communes en viennent à séquestrer le courrier des entreprises de transport. Dans tous les cas, elles sont obligées de verser de substantielles allocations de transport aux «pendolari». Aussi, l'année suivante, quand les autoréductions commenceront dans la région, à la suite des augmentations décidées en octobre 1974 par la FAP, c'est directement pour la gratuité des transports que s'organiseront

les « pendolari », le paiement d'un abonnement, même autoréduit, leur apparaissant comme superflu.

### *Le mouvement des autoréductions à Milan*

Au début du mois de septembre 1974, une grève sauvage éclate à l'ATM (Azienda Trasporti Milanese), principale entreprise de transports milanais, à l'initiative du CUB de l'entreprise (Comitato Unitario di Base, proche d'Avanguardia Operaia). La grève est condamnée le 5 septembre par *l'Unità* en ces termes: « L'action des CUB s'oppose au mouvement syndical et au mouvement ouvrier... Les CUB confondent les responsabilités qui reviennent au gouvernement et à la mairie avec celles des organisations des travailleurs. »

La raison de cette condamnation? Les CUB ont inséré dans leur plate-forme le refus des augmentations du prix des transports. Ceux-ci ont pourtant augmenté d'au moins 60 % le 26 août, sur décision du gouvernement régional, et, depuis que sont connus les mouvements des « pendolari » de Turin, les discussions vont bon train à l'intérieur des usines et dans les conseils d'usine. Mais devant l'opposition des délégués de la FIOM (Federazione Italiani Operai Metalmeccanici, CGIL), aucune décision concernant l'autoréduction ne peut en sortir. Et quand les délégués à l'Alfa Romeo proposent qu'une assemblée des ouvriers se tienne sur ce thème, « des délégués qui travaillent à l'exécutif opposent », selon l'expression d'un ouvrier pourtant syndiqué à la FIOM, « des obstacles divers ».

Il faut attendre la décision de la FLM (Federazione di Lavoratori Metalmeccanici) de la zone Sempione pour voir démarrer les premières autoréductions. Dans un communiqué daté du 20 septembre, la FLM de la zone Sempione s'affirme « décidée à refuser l'augmentation des tarifs et prête à ouvrir une négociation générale pour résoudre le problème des transports. L'exécutif a décidé en conséquence d'adopter la forme de lutte suivante: à partir du lundi 23, on paiera le prix ancien de l'abonnement ».

Aussitôt, une trentaine de conseils d'usine adoptent à leur tour cette décision. Le 26 septembre, soit trois jours après le début des autoréductions, on peut dire qu'environ 10 000 personnes ont

voyagé en payant l'ancien tarif. Des billets ont été imprimés par la FLM, portant son tampon, vendus sur les bus, aux portes des usines, dans les conseils d'usine.

Mais le mouvement n'a pu débiter sans l'intense participation de tous les ouvriers qui commencent parfois l'autoréduction avant les indications du syndicat. Dans un reportage du 26 septembre 1974, un journaliste du *Manifesto* écrit ainsi:

Je m'attendais à voir un délégué de bus ou au moins quelqu'un qui explique aux ouvriers les modalités de l'autoréduction sur les prix. En fait, les discussions vont « en roue libre », mais tous sont surinformés. Quelqu'un dit que les syndicats sont en train de préparer des nouveaux billets et que, dès demain matin, ce sera un délégué qui, sur chaque bus, récoltera l'argent et distribuera l'abonnement à « tarif bloqué »: « De toute manière, nous, le fric on l'a dans notre poche; inutile de dire que nous sommes des « désobéissants », comme on fait à un élève; notre lutte est sérieuse et les désobéissants sont ceux qui foulent aux pieds nos droits. » À les écouter, on a l'impression qu'ils sont décidés à continuer l'autoréduction, mais de manière très spontanée, avec naturel, comme s'ils étaient sûrs que l'augmentation ne passera pas.

L'ampleur du mouvement surprend tellement les autorités que, le 27 septembre, le préfet de Milan convoque une série de journalistes, téléphone aux principaux directeurs des quotidiens milanais et leur déclare: « Je ne veux pas vous enseigner votre métier, mais vous ne traitez pas de la bonne manière un sujet aussi délicat que celui-là... Si vous écrivez dans le journal, par exemple, que deux cents personnes n'ont pas payé hier le billet de tram, alors demain il y en aura deux mille pour ne pas le faire: et c'est comme ça que la désobéissance marche à toute vapeur! »

Tout un programme. Mais le préfet de Milan n'est pas le seul à s'inquiéter. Dans un communiqué rendu public le même jour, la FIOM déclare: « Le mouvement ouvrier a dépassé le stade de la lutte passive, et l'expérience montre qu'à ce type de lutte il manque deux choses pour être vraiment efficace: elle ne réalise pas l'unité de tous les travailleurs et elle ne peut être une lutte de masse. »

Trois jours auparavant, dans un communiqué à la presse, la CGIL nationale écrivait: « Nous condamnons ce type d'initiative corporatiste qui ne trouve pas l'adhésion des masses et n'a aucun objectif politique. » Parallèlement à cette déclaration diffusée par voie de tracts dans toute la région milanaise, la Fédération unitaire CGIL-CSIL-UIL appelle l'ensemble des travailleurs à une semaine de lutte générale, avec des grèves tournantes journalières de trois heures, région par région, dans toute la Lombardie. Ces manœuvres n'empêcheront à aucun moment le développement des autoréductions, qui impliquent à la fin du mouvement plus de 40 000 ouvriers.

Elles vont, au contraire, dresser contre la FIOM une grande partie des ouvriers, y compris sa propre base syndicale: « Moi, syndicalement, je suis rattaché à la CGIL, mais j'essaie de mettre en avant des formes de lutte plus avancées, plus adaptées aux conditions objectives. Dans un premier moment, le tract signé par la FIOM-CGIL a blessé les camarades syndiqués et a laissé un peu perplexes beaucoup de ceux du syndicat qui avait soutenu cette initiative vraiment avancée. Avec cette lutte, nous pouvions pratiquement rattraper la hausse des prix que les grèves tournantes, région par région, et tous les contrats négociés au sommet n'avaient pas réussi à empêcher. De nombreux camarades de la CGIL, comme je l'ai dit, restèrent perplexes; on a fait une réunion entre nous, les ouvriers, dans l'atelier, et on a décidé d'aller de l'avant malgré ce tract. Il y eut au départ une débandade parmi les ouvriers qui voyaient des contradictions dans les positions de l'exécutif, et cela a porté beaucoup d'ouvriers à sombrer dans l'indifférence à l'égard des luttes syndicales. Après ce tract, beaucoup d'ouvriers disaient que nous étions des clowns; ils voulaient pratiquement faire le boycottage de la grève, de quelque grève que ce soit. »

En fait, la semaine de lutte décidée par la CGIL sera surtout suivie, excepté dans les entreprises de transports, par les délégués des différents syndicats. Mais en s'achevant, le 5 octobre, par un contrat général entre les syndicats et la région, qui ramène les tarifs à leur ancien niveau, elle permet de noyer l'autoréduction dans un mouvement de portée plus générale, au contenu immédiat moins

subversif. La région semble ainsi dire que c'est moins devant les autoréductions que par la tractation avec les syndicats qu'on a pu arriver à un tel accord. Pourtant, le 25 septembre, à Turin, deux compagnies au moins avaient cédé devant les autoréductions. Et à Salmone, dans la grande banlieue milanaise, la compagnie était revenue aux anciens tarifs deux heures seulement après l'annonce des premières autoréductions!



## CHAPITRE IV

### LES ACHATS POLITIQUES

Entre le 1<sup>er</sup> septembre et le 5 septembre 1974, alors qu'à Turin, il y a déjà plus d'une semaine que l'autoréduction du prix des transports a commencé, l'Italie vit à l'heure d'une vaste comédie: les pâtes, cet aliment de base des ménages populaires italiens, ont disparu des magasins. Pourquoi?

Le gouvernement est revenu sur une première décision, prise à la fin du mois d'août, d'augmenter le prix des pâtes, et tarde à annoncer sa décision définitive; en attendant, les commerçants stockent pour ne pas avoir à vendre à bas prix, provoquant la colère des ménagères; on voit même à Naples des débuts « d'émeutes de la faim ». C'est qu'au même moment, on apprend que l'inflation s'élève depuis le début de l'année à 18 %, ce qui constitue un record dans l'Europe des Neuf. Dans ce contexte, la fixation des prix apparaît de plus en plus, aux ouvriers, comme un geste politique, destiné à reprendre sur le territoire la part du salaire qu'ils ont arrachée aux patrons dans les usines. Pourquoi ne pas imposer, alors, un « prix politique », un prix ouvrier des denrées de premières nécessités ?

#### *Du boycottage...*

Au mois de juin, déjà, à Venise et à Mestre, des ménagères avaient entamé les premiers mouvements de boycottage des magasins les plus chers. Au supermarché Cadoro, dans le Villaggio San Marco, l'un des derniers quartiers prolétaires de Venise, le prix du riz ordinaire tombe de 280 lires avant le boycottage à 230 lires; en fait, sur quatorze produits de première nécessité, valant avant leur action 8 000 lires, les ménagères imposent 1 000 lires de réduction. Un comité des prix se forme avec les ménagères dont le premier objectif sera de contrôler collectivement l'évolution des prix, et qui interviendra au cours de l'année dans une dizaine de supermarchés

et de coopératives dans Venise et dans Mestre; ce comité, sur sa lancée, prendra tout naturellement l'initiative des autoréductions, quand le mouvement s'étendra à la Vénétie, et continuera la lutte bien après les accords gouvernement-syndicat.

... à l'appropriation collective

Mais quand, comme à Milan et sa grande banlieue, le tissu des relations sociales qui pouvaient exister à Venise a cédé devant le remodelage capitaliste des quartiers qui isole et renferme chacun chez soi, le mouvement de contestation des prix ne partira plus des ménagères, mais des ouvriers d'usine; car ce qui va faire, en Italie, l'originalité d'un tel mouvement, c'est sa spécificité proprement ouvrière. Il ne s'agit pas de «consommateurs», en quête d'un nouveau mode de consommer, mais d'ouvriers, se battant pour leur revenu, et reconnus comme tels par une bonne part de la classe ouvrière, comme nous allons le voir.

Des noyaux d'ouvriers décidés vont choisir la seule forme de lutte capable de faire céder les supermarchés: l'appropriation collective, violente s'il le faut, remettant en cause le respect de toute propriété privée; sans qu'il s'agisse pour les ouvriers d'un vol, comme l'affirmait un tract distribué lors d'une de ces actions: «Les biens que nous avons pris sont à nous, comme est nôtre tout ce qui existe parce que nous l'avons produit.»<sup>1</sup>

Organisée deux fois à Milan, l'appropriation ne s'est pas encore généralisée en Italie; mais la brèche ainsi ouverte, l'écho qu'elle a rencontré chez les ouvriers laisse espérer des développements prometteurs; après tout, comme le faisait remarquer un des protagonistes de cette action directe, «les occupations d'autoroute ont mis trois ans avant de s'imposer en Italie»; le récit diffusé par le journal *Contro-Informazione* montre bien l'accueil que de telles appropriations peuvent recevoir auprès des consommateurs d'un supermarché:

1. Même s'ils remettent aussi en cause ce modèle-là.

À l'Alfa Romeo, qui est restée un secteur d'avant-garde dans le Milanais en ce qui concerne les nouveaux types de lutte, les camarades qui faisaient référence à l'autonomie ouvrière ont soutenu la nécessité d'étendre, après les transports, les autoréductions au gaz, à l'électricité et aux produits de première nécessité. Cette indication a commencé à faire son chemin dans la tête de pas mal d'ouvriers, y compris de ceux du PCI. Et le samedi, un point de rendez-vous a été fixé, et on est partis sur l'objectif. Ceux de l'Alfa et des petites usines de la zone Sempione avaient choisi comme objectif un quartier populaire, Quarto Oggiaro. Pourquoi Quarto Oggiaro ? Pour la composante sociale qu'on y trouve, ouvriers des grandes et petites usines et sous-prolétaires qui sont directement touchés par le problème de l'augmentation des prix. De plus, 50 % des habitants y pratiquent la grève des loyers. La chose a été bien organisée, et tout a été fait pour garantir aux camarades un maximum d'impunité, ainsi qu'aux gens qui rentraient « faire des achats ».

Un retraité est sorti, le chariot plein de vivres, et il a dit en milanais: « Ils ont raison ceux-là, on ne peut pas vivre avec 75 000 lire par mois », et il s'en est allé à la maison avec son chariot. Les gens n'ont même pas respecté le mot d'ordre syndical qui voulait qu'on paye la moitié environ du prix des produits. Ils ont compris que même cette attitude n'est plus possible, et l'opinion selon laquelle il faut prendre les choses sans attendre l'intervention du syndicat est en train de prendre racine chez les prolétaires et les ménagères exploités du quartier, refusant la logique du contrat: « Je te donne une chose et tu m'en donnes une autre. » Les produits que les gens ont pris étaient tous de première nécessité: huile, viande, sucre, pâtes, toutes ces choses, et pour certains, pour aider à digérer le tout, une bouteille de whisky. La presse bourgeoise a tenté de donner de l'importance à la bouteille de whisky, sans signaler le fait que la plupart des produits « achetés » par les ouvriers venus là étaient tous de première nécessité.

Le même jour, au supermarché SMA, via Padova, à Milan, une opération similaire se déroule, menée par des militants du PCMLI<sup>2</sup>. Mais onze travailleurs sont arrêtés parmi lesquels figurent deux membres d'un conseil d'usine et trois ménagères. La revue *Italie*

2. Parti Communiste Marxiste Léniniste Italien.

*nouvelle*<sup>3</sup> signale bien à ce propos que les ouvriers « n'ont pas soutenu une défense du style: je n'étais pas là, ou je passais par là ». Le caractère politique de la défense va entraîner une forte mobilisation et un grand nombre de conseils d'usines vont prendre position en faveur des accusés; un million de lires sera recueilli à Milan par le « secours rouge populaire », et malgré l'accusation de « vol qualifié » et « d'incitation au pillage », sept des inculpés seront acquittés, les quatre autres étant condamnés à des peines de prison avec sursis pour « résistance et violence à particulier ». L'accusation ne s'était pourtant pas fait faute de citer des articles de *l'Unità*, journal du PCI, qui décrivaient les accusés « comme une toute petite minorité condamnée par l'ensemble de la classe ouvrière ». Mais le mouvement de protestation populaire vient démentir ces assertions et la justice doit lâcher ses proies.

### *Les jeunes prolétaires*

Même ce qu'il est convenu d'appeler la délinquance est devenu, en Italie, un phénomène aux implications politiques: on a pu dire que ceux qui alimentent quotidiennement la rubrique des faits divers dans les journaux turinois sont justement ces 15 000 jeunes que Fiat aurait dû embaucher. Si elle n'avait mis en « casse integrazione » une grande partie de ses ouvriers. Plus concrètement, des actes d'appropriations, menés à Milan et à Rome contre des boutiques de disques ou de vêtements, ont été revendiqués politiquement par les jeunes qui les ont commis. En témoigne le texte de ce tract, laissé, par un groupe de jeunes, lors du pillage d'un magasin de disques, à Rome, le 14 novembre 1975<sup>4</sup>:

L'achat politique n'est pas un délit, c'est une pratique juste du prolétariat. Vendredi 13, nous, jeunes prolétaires, nous nous sommes organisés pour reprendre ce dont nous avons besoin, payant les produits à leur juste prix (même si cela, les journaux bourgeois l'ont ignoré). À 18 h 30, deux groupes

3. *Italie nouvelle*, n° 5-6, « Défaite du régime dans le procès des supermarchés », mars-avril 1975.

4. *Rosso*, n° 4, « Pour nous, c'est une appropriation », novembre 1975.

sont entrés au magasin Stanta à Talenti; pendant qu'une partie d'entre nous se réappropriaient les produits exposés, les autres incitaient les gens à en faire autant. Quelques gardiens, valets empressés des patrons, ont alors assailli quelques jeunes prolétaires, armés de barres de fer, mais ils ont reçu une juste riposte de la part de nos camarades.

Les achats politiques font partie de la lutte qui voit les prolétaires s'organiser aujourd'hui dans les quartiers pour l'autoréduction des quittances et des charges, dans les usines pour l'autoréduction des cadences, dans les écoles avec la lutte contre les coûts et contre la sélection.

La campagne journalistique de ces derniers jours fait partie d'une tentative de criminaliser ce type de lutte qui sort des canaux normaux et institutionnels dans lesquels on tente de renfermer les revendications prolétaires. Révisionnistes et opportunistes sont en première ligne avec leur pratique de délation qui de tout temps les a caractérisés. En particulier le PCI, qui a aujourd'hui un rôle fondamental comme garant de l'ordre social.



## CHAPITRE V

### LES AUTORÉDUCTIONS DES QUITTANCES D'ÉLECTRICITÉ

#### *Quelques précisions.*

L'ENEL, équivalent italien de l'EDF, n'est une entreprise nationalisée que depuis 1962, époque à laquelle furent regroupées les différentes compagnies qui se partageaient les régions. Les tarifs, unifiés dès 1961, ont toujours avantage considérablement les entreprises: les gros consommateurs ayant des installations de plus de 30 kW de puissance sont restés régis par des contrats datant de 1942. Enfin, deux cents contrats atypiques ont fait bénéficier les grandes entreprises de prix encore plus avantageux. Dès 1959, ces deux cents entreprises (Fiat, Pirelli, IRI, etc.) consommaient plus de la moitié de l'électricité produite en Italie. Après 1968, pour sauver les petites entreprises, l'ENEL leur concède des réductions de 25 %. Mais parallèlement, le 1<sup>er</sup> juillet 1969, le prix payé par les ménages à Gênes, Milan, Naples, Rome et Turin passe de 26 lire le kWh à 32 lire. L'introduction un peu plus tard en Italie de la TVA, si elle réduit la part des taxes indirectes empochées par l'État et les collectivités locales, porte le tarif de l'ENEL dans tout le pays de 32 lire à 39 lire le kWh.

En mars 1973, des militants du comité politique de l'ENEL à Rome<sup>1</sup> peuvent dénoncer une opération qui rapporte à l'entreprise la bagatelle de soixante milliards de lire par an:

Tout a augmenté, et l'argent, on en a de moins en moins. Nous devons aller nous faire exploiter à l'usine pour rapporter un salaire de misère. Il nous faut des mois de lutte pour arracher une augmentation. Tandis que

1. Le comité politique de l'ENEL de Rome, qui regroupe des militants faisant référence à l'autonomie ouvrière, a été le premier à organiser en Italie les autoréductions d'électricité, comme on le verra dans la suite de ce chapitre.

pour les patrons et le gouvernement, un simple trait de plume suffit pour augmenter les prix. Les prix, les impôts, les loyers et les tarifs. Organisons-nous pour reprendre le salaire qu'ils nous volent tous les jours. Notre « non aux licenciements », ce sera le salaire garanti, que nous travaillions ou pas, notre « non à la vie chère » consistera à reprendre notre argent: en ne payant pas le loyer des patrons, en décidant nous-mêmes du prix des loyers, en occupant les maisons libres. Nous voulons des transports gratuits payés par les patrons. Ne payons plus les notes astronomiques d'électricité, de gaz, de téléphone: décidons de payer ce que nous voulons en autoréduisant. Organisons-nous pour payer un prix qui corresponde à nos revenus en ce qui concerne les produits alimentaires de première nécessité. Pour l'électricité:

	ENEL	Taxe govern.	TVA	Total
<i>les prolétaires payent:</i>	39	3,9	2,6	45,5
<i>Agnelli paye:</i>	8,5	–	1,5	10

Les prolétaires de Montecucco, du Trullo<sup>2</sup> et de certains quartiers de Turin et de Milan ont répondu à la cherté de l'électricité et aux notes astronomiques en autoréduisant: payons tous comme Agnelli. L'autoréduction se fait en expédiant un mandat postal en indiquant le relevé de la consommation: nombre de kWh x 8 lire =... lire. PAYONS L'ÉLECTRICITÉ CE QU'ELLE COÛTE ET NON CE QU'ILS VEULENT NOUS LA FAIRE PAYER! MARS 1973.

Avant même les augmentations piratesques de juillet 1974, un autre élément entre en compte qui fait grimper abusivement les tarifs. À partir de 1967, la lecture des compteurs, de bimestrielle, devient trimestrielle, et de fait annuelle à partir de 1970 en raison de la carence du personnel (il y a à Rome vingt employés pour faire les relevés de deux millions d'usagers). La notion de « consommation présumée » est alors introduite: elle consiste pour l'ENEL à facturer non plus sur la base de la consommation effectivement relevée, mais sur la consommation estimée par le calculateur. L'opération

2. Il s'agit de quartiers situés dans la périphérie de Rome.

est présentée par la presse bourgeoise comme un avantage: elle implique selon elle un étalement des notes sur toute l'année, et évite donc de payer de grosses notes en hiver. En fait, l'ENEL en retire un double avantage: d'un côté, elle se débarrasse de plus de deux mille releveurs, et d'un autre elle grignote le revenu des ouvriers, contraints d'avancer les sommes. Cela sans compter la multiplication des erreurs, et le fait que les sommes avancées ne sont pas remboursables en cas de changement des usagers. La logique de « racketteur » de l'ENEL l'amène même à facturer le montant des réclamations occasionnées par son nouveau système<sup>3</sup>.

De plus, il existait en Italie, jusqu'en juillet 1974, deux tarifs différents et donc deux sortes de relevés. Le tarif de l'électricité employée par les appareils domestiques (réfrigérateurs, aspirateurs) était moins élevé. L'ENEL encouragera donc l'installation de compteurs collectifs pour les immeubles qui lui permettait de faire payer une plus forte proportion d'électricité au tarif plus élevé de l'électricité d'éclairage. L'ENEL poussa en outre les consommateurs à ajouter de la puissance à leur compteur, augmentant dans les mêmes proportions le tarif d'abonnement<sup>4</sup>.

*Le feu aux poudres:  
les augmentations de juillet-août 1974.*

Depuis deux ans, l'ENEL essayait d'obtenir de l'État une augmentation des tarifs ainsi qu'un fonds de dotation. Pour ce faire, elle avait multiplié les déclarations alarmistes tant dans la presse qu'à la radio sur l'inévitabilité d'un rationnement. En 1973, elle avait déjà obtenu qu'un fond de 250 milliards de liras lui soit versé par le gouvernement, et surtout l'autorisation de construire et de polluer où cela lui chantait<sup>5</sup>. Les syndicats et les partis réformistes, qui n'avaient pas soutenu les luttes de la population contre l'installation des nouvelles centrales thermoélectriques, ni exploité le scandale de

3. Ce système dit de « consommation présumée » existe aussi en France et donne sans doute lieu aux mêmes erreurs.

4. L'EDF a réalisé la même opération avec « les compteurs bleus ».

5. Loi du 22 septembre 1971, nous sommes alors au début de « la crise de l'énergie » et du développement des programmes nucléaires.

la pseudo-pénurie d'essence organisée par l'ENEL, les compagnies pétrolières et le gouvernement, se retrouvèrent sans réaction devant les décrets de prélèvements fiscaux et l'augmentation des tarifs d'électricité décidée le 6 juillet 1974 par le gouvernement. L'augmentation entraîna principalement une unification des prix de l'électricité d'éclairage et électro-domestique, ce qui revenait à faire payer au consommateur 21,3 livres le kWh unifié au lieu de 39 et 13,1 livres pour les deux sortes d'électricité: le tarif de l'électro-domestique doubla ainsi, la part des ménages employant l'électricité d'éclairage étant relativement faible. À ces augmentations s'ajoutèrent 4,4 livres de supplément thermique et 1 lire de taxes, ce qui porta le coût total du kWh à 26,7 livres. Enfin, les tarifs d'abonnement doublèrent et les types de contrat furent ramenés à trois, ce qui augmenta encore la note. Au terme de ces augmentations, les prolétaires payaient un total de 28,7 livres le kWh, les patrons 13,2...

Ainsi, une famille prolétaire qui possédait un chauffe-eau, un frigidaire, une machine à laver, une radio, un fer à repasser et cinq lampes, qui consommait en moyenne dans un trimestre 900 kWh d'électro-domestique et 90 kWh de lumière était contrainte de payer 32 255 livres, soit 70 % d'augmentation.

Le gouvernement et les syndicats eurent beau faire grand cas de l'exemption du supplément thermique consentie à ceux qui n'avaient qu'un compteur de 1,5 kWh, celle-ci ne concernait qu'une infime partie des consommateurs et en rien les ménages ouvriers qui possédaient pour leur plus grande part des appareils électroménagers<sup>6</sup>. Le montant global de ces augmentations faisait tomber dans la poche de l'ENEL 800 milliards de livres dont 500 en provenance des salaires domestiques, soit 70 % du total. Cette somme, ajoutée aux 50 milliards de fonds annuels obtenus en 1973, et aux 200 milliards libérés par l'extinction de la dette de l'ENEL envers les compagnies nationalisées, atteignait 1 000 milliards de

6. En fait, la grande masse des ménages prolétaires possédait des compteurs dont la tranche de puissance se situait entre 3 et 6 kWh.

lires, dont l'État et le patronat comptaient bien se servir pour la restructuration<sup>7</sup>.

Telle était la situation en août 1974. La bataille des amendements à la Chambre n'avait rien donné. L'augmentation avait été votée. La rentrée sociale se trouvait dès lors marquée, comme dans d'autres domaines, par le problème de la lutte contre la hausse des prix de l'électricité. Mais là encore, cette lutte ne pouvait sortir du néant, et avait été préparée par deux ans d'autoréductions sauvages, en dehors des syndicats, principalement dans les quartiers ouvriers de Rome.

### *Les premières luttes d'autoréductions.*

C'est l'arrivée de notes anormalement élevées qui déclenche, au deuxième trimestre 1972, la lutte dans le quartier situé autour de la rue Montecucco, à Rome. Réunis en assemblée, les gens discutent; ils ne s'en prennent pas seulement au calculateur, au système de « la consommation estimée ». mais au fait qu'ils payent, eux, 45 lire le kWh, et les patrons 8. La décision est prise de ne pas payer, de rassembler les notes, et d'organiser une manifestation Via Poli, au siège de l'ENEL. Le 13 juillet 1972, malgré l'opposition de la police, les femmes qui manifestaient réussissent à rentrer, et guidées par des militants du Comité Politique de l'ENEL, occupent le bureau du directeur Sassano.

Au cours de la discussion, le directeur est obligé de reconnaître que le système tarifaire « n'est pas très précis » et surtout doit accepter ce que les femmes étaient venues exiger: l'étalement des versements. Victoire symbolique, certes, mais qui montre que la lutte paye. C'est au cours des assemblées de quartier qui suivent qu'est prise la décision pratique de ne payer que 8 lire le kWh. L'ENEL réagit en envoyant à ceux qui ont procédé à l'autoréduction une lettre recommandée où la somme déjà payée est considérée comme un acompte et les invitant à régler le solde. Malgré ces lettres, deux cents familles environ continuent la lutte le trimestre suivant. Elles

7. On vérifie ici, encore une fois, que le recyclage du capital et l'offensive contre les ouvriers résident dans la possibilité pour l'État et ses dépendances de comprimer les besoins ouvriers et prolétaires, de prélever dans leurs poches de quoi maintenir et consolider le système de production et l'exploitation capitaliste.

sont bientôt relayées en septembre par d'autres quartiers, comme Trullo, Lamaro, Acquedotto, Felico, qui comptent également des familles pratiquant l'autoréduction. Le problème de la résistance aux employés de l'ENEL qui viennent couper l'électricité commence à se poser. Mais l'ENEL, dans un premier temps, et pour ne pas provoquer de « casus belli », se contente de réclamer « le solde manquant » en menaçant d'entamer des poursuites judiciaires. À la mi-1973, l'autoréduction est pratiquée dans une dizaine de quartiers de Rome, ainsi qu'à Ostie. Les notes de gaz sont, elles aussi, réduites. Pour lutter contre les coupures de courant, une action conjuguée des ouvriers des quartiers et de ceux de l'ENEL est entreprise. Le soutien de cette lutte par un groupe politique autonome de l'ENEL joue d'ailleurs un rôle déterminant, qui permet entre autres de porter à la connaissance de tous le moindre développement de la lutte. Le comité politique de l'ENEL développe ainsi un gros travail de propagande, et lutte à l'intérieur de l'entreprise contre les circulaires internes qui menacent de sanction les employés qui refuseraient de procéder à des coupures de courant, ou qui se montreraient coopératifs avec les autoréducteurs.

De fait, le tissu prolétaire de Rome et surtout de sa banlieue se montre très réceptif à ce type de luttes, qui s'étend au fur et à mesure du développement des occupations de maisons. Mais la somme en jeu, avant les augmentations d'août 1974, ne sera jamais assez forte pour que la mobilisation prenne un tour vraiment massif (même si l'on voit apparaître dans des quartiers entièrement contrôlés par le PCI comme San Lorenzo, des comités autonomes pour l'autoréduction). Elle sera cependant assez forte pour empêcher les coupures de courant, et dans un rapport interne, la direction de l'ENEL à Rome peut écrire :

L'accès de notre personnel aux édifices où demeurent les utilisateurs en question fait l'objet d'un contrôle continu de la part du mouvement qui organise cette forme de protestation, aussi nous avons décidé de ne pas procéder à la coupure du courant.

D'autant que là où cette décision a été prise (il s'agit d'Ostie), le personnel chargé d'effectuer cette mission en a été dissuadé par la menace. Cela dit, on ne peut tolérer un état de fait qui deviendrait difficilement contrôlable s'il se prolongeait.

Des piquets durs avaient en effet été préparés pour empêcher de travailler « manu militari » les employés qui auraient accepté d'opérer des délestages sur des quartiers entiers; ils n'eurent d'ailleurs pas à intervenir, car les travailleurs de l'ENEL refusèrent de servir les basses œuvres de l'entreprise<sup>8</sup>. Mais, plus que tout, ce fut l'extension énorme du mouvement d'occupation des maisons au printemps 1974 qui empêcha l'ENEL d'intervenir.

#### *Les problèmes juridiques posés par l'autoréduction.*

Seule la lutte de masse peut imposer l'autoréduction. Au regard des lois qui régissent l'État bourgeois celle-ci n'est, bien entendu, pas légale. Cela dit, une fois pour toutes, il est possible d'aider les luttes pour l'autoréduction en se servant de l'appareil législatif.

Voici sur quelles contradictions de la législation ont pu jouer les militants italiens qui organisaient l'autoréduction<sup>9</sup>:

Du côté des possibilités juridiques qu'offrent les lois pour défendre les familles qui pratiquent l'autoréduction, il convient de faire quelques remarques générales. En cas de non-remplissement du contrat (c'est-à-dire du non-paiement ou d'un paiement partiel), l'ENEL possède le droit de défendre ses intérêts en procédant à la coupure du courant. Mais cette situation tombe, en Italie, sous le cas du droit civil et non du droit pénal. En d'autres termes, face à une autoréduction, l'ENEL ne peut faire appel à la police, ou, pire,

8. Voir *Il Giorno* du 12 novembre 1971 qui rapporte la décision des travailleurs de l'ENEL, au cours de la réunion syndicale unitaire, de ne couper dans aucun cas le courant pour fait d'autoréductions.

9. Résumé de la brochure publiée par le comité politique ENEL de Rome, sous le titre *la Scossa de classe*, vendue à 8000 exemplaires. Il n'existe pas en France, à notre connaissance, d'études juridiques des possibilités d'exploiter les lois bourgeoises pour l'autoréduction; elles seraient les bienvenues. Souhaitons que la revue *Actes* ou le MAJ s'y attellent!

soutenir que l'on est en train de commettre un délit du ressort des lois pénales. L'entreprise ne peut que suspendre la fourniture du courant et chercher dans un deuxième temps à récupérer les sommes non payées par l'usager à travers les procédures judiciaires normales. L'ENEL se retrouve dans la position de n'importe quel créancier qui entend se faire payer. Or, la procédure prévue à cet effet (saisie et vente des biens saisis) est pratiquement exclue. En effet, la loi du 8-5-71, n° 302, exclut de la saisie les vêtements, le linge, le lit, la table à manger ainsi que les chaises afférentes, l'armoire garde-robres, la commode, le frigidaire, les poêles et la cuisinière à gaz ou électrique, la machine à laver, la vaisselle et les casseroles, ainsi que le meuble pouvant les contenir. L'exclusion enfin, par une loi récente, des gros appareils ménagers limite considérablement les possibilités qu'a l'ENEL de récupérer les sommes qui lui sont dues: dans ce cas, les frais de procédure ne seraient même pas couverts; des opérations de ce genre n'auraient qu'une signification politique d'intimidation à l'égard de ceux qui pratiquent les autoréductions.

Il est donc clair que le seul moyen de pression efficace qui reste à l'ENEL, c'est la coupure de courant. Pour s'y opposer, la meilleure forme consiste à pratiquer la résistance passive en se mettant devant le compteur ou sur les barreaux de l'échelle qui sert à y accéder: la formation d'un piquet empêche l'employé d'opérer sans permettre pour autant (aux yeux de la loi) de motiver une intervention de la police. Celle-ci n'est légale que si un délit intervient sur la personne de l'employé de l'ENEL, ou si un ordre du juge permet de procéder au délestage.

### *La bataille des autoréductions de l'électricité à l'automne 1974*

Si les instances syndicales avaient eu du mal à se mettre d'accord sur l'échelle mobile, l'initiative ouvrière, elle, se manifesta sans tarder par des actions directes.

Une première vague de « désobéissance civile » touche d'abord les transports (voir le chapitre III) et les événements de San Basilio ont un retentissement national (voir chapitre II). La seconde vague, qui s'attaque à l'empire de l'ENEL, part à l'initiative des syndicats turinois de l'ENEL.

À partir de 1970, l'ENEL avait bloqué l'embauche et s'était débarrassée de 12 000 employés, en majorité des ouvriers. Cela avait amené des ouvriers combattifs, formés en différents comités ou collectifs, à se réunir au niveau national, dès l'année 1973, pour proposer des objectifs de lutte contre la restructuration. L'expérience de lutte tentée à Rome était donc connue. Et comme elle avait permis la liaison réelle des ouvriers de l'ENEL avec les « usagers », sur une base de classe, elle dut certainement intéresser la gauche syndicale. Aussi, dans la foulée de l'autoréduction des transports, les trois centrales syndicales de l'ENEL décidèrent-elles, au début du mois de septembre 1974, de prendre position en faveur de la réduction des notes à 50 %. À Turin, cet appel rencontre un écho immédiat. Les comités de quartier, les associations de défense des locataires, telle l'Unione Inquilini, les conseils d'usines et de zone soutiennent la lutte. La FLM (Federazione Lavoratori Metalmeccanici) qui avait aussitôt pris position en faveur des autoréductions des transports se met à la tête de l'initiative. Le 14 septembre, la confédération unitaire turinoise se prononce en faveur de l'extension de cette nouvelle forme de lutte.

L'organisation de la lutte donne alors lieu à un débat dans tout le mouvement ouvrier turinois.

Pour certains (syndicalistes de la FLM, cadres dissidents du PCI, PDUP-Manifesto), les autoréductions doivent se limiter à l'électricité, être organisées à partir des usines, et conduire à une négociation dont le but sera la baisse des tarifs; à cette occasion se posera la question de rembourser les impayés. Mais pour d'autres (Lotta continua, autonomie ouvrière), les autoréductions, loin d'être une forme de grève, pression sur un secteur particulier, doivent s'étendre à tous les éléments de la vie quotidienne, être l'occasion d'une auto-organisation des travailleurs aussi bien sur la base du quartier que de l'usine, et devenir un phénomène permanent, construction d'un « pouvoir ouvrier » sur toute la société. Entre les uns et les autres le débat sera ininterrompu, mais le phénomène déterminant reste la pression « de la base » qui emporte toute les

réticences et semble vouloir s'installer dans les autoréductions de manière définitive<sup>10</sup>.

Vers la seconde quinzaine de septembre, l'autoréduction commence à peser lourd et à atteindre un niveau massif. La FLM nationale, réunie à Rome, approuve les luttes qui se déroulent à Turin et à Milan. Dans cette métropole où se déroulaient déjà des luttes pour la gratuité des transports, l'autoréduction de l'électricité est impulsée, dès le mois d'octobre, par les syndicats du textile. À Legnano en particulier sont distribués des fac-similés de titres de paiement autoréduits. Et c'est un succès, malgré la méfiance qui peut régner dans certaines usines contrôlées par le PCI, et l'attitude de nombreux conseils d'usines qui adoptent la position: « Ni soutenir ni saboter ».

Au mois d'octobre, à Turin, c'est à la cadence de mille par jour qu'arrivent les mandats postaux autoréduits. C'est par dizaines de milliers que l'ENEL compte alors les autoréductions. Et la lutte s'engage dans toutes les villes importantes d'Italie: Naples, Venise, Mestre, Porto Marghera. Dans cette dernière région, l'Assemblée Autonome des ouvriers de Porto Marghera réussit à former un comité pour l'autoréduction malgré la forte opposition du PCI<sup>11</sup>. Puis les conseils d'usines de la zone pétrochimique se prononcent en faveur de cette forme de lutte, les trois secrétaires provinciaux des syndicats de la chimie donnant leur accord. Les comités de lutte contre la vie chère à Venise et à Mestre (voir chapitre *Les achats politiques*) seront le relais de cette initiative. Les critères d'autoréductions ne sont pas les mêmes pour tous: certains retournent à l'ancien tarif, d'autres encore payent les 50 %. Une coordination de plus de trente comités pour l'autoréduction se met en place et se réunit une fois par semaine dans un hangar des usines de la

10. La déclaration d'un syndicaliste au journal *Il Giorno* du 12 novembre 1974: « Nous n'avons fait que nous faire l'écho des revendications exprimées par les travailleurs. Cela fait des semaines que nous passons notre temps à recevoir à nos sièges des gens qui nous amènent des notes en nous demandant de prendre des mesures pour bloquer la hausse. »

11. À Pordenone, dans le nord de la Vénétie, aux usines Zanussi (électroménager), là où les conseils d'usine n'ont pu empêcher que les ouvriers se prononcent à une forte majorité en faveur de l'autoréduction de l'électricité, la CGIL enverra son secrétaire général, Lama, pour prêcher le retour au calme.

pétrochimie. Elle parvient, malgré l'opposition des délégués de conseils d'usines et des groupes (mis à part Avanguardia Operaia), à organiser une manifestation au siège central de l'ENEL à Venise, qui réunit un cortège assez représentatif des treize mille foyers qui pratiquent alors l'autoréduction dans la région.

La lutte touche aussi le Sud et particulièrement Naples, où le problème numéro un est de réaliser la jonction entre ouvriers et chômeurs<sup>12</sup>. Les confédérations syndicales refusent là encore de prendre l'initiative qui démarre sous l'impulsion des comités de quartier et de la gauche syndicale dans les usines. À Bagnoli, dans la banlieue de Naples, les comités pour l'autoréduction organisent des piquets devant les postes et boîtes aux lettres. Ailleurs, des ouvriers prennent sur eux de distribuer deux mille modèles de versement. Les conseils d'usines se rallient un à un à l'initiative ainsi lancée. Sur les mandats postaux autoréduits, comme dans le reste de l'Italie, on appose le tampon du conseil d'usine, ou même parfois du comité pour l'autoréduction, on peut lire sur le mandat: « par décision du conseil d'usine, ou du comité pour l'autoréduction, bulletin réduit à 50 % » ou ailleurs: « nous payons 8 lire le kWh comme les patrons ». Quelquefois, la base ouvrière doit sérieusement forcer la main à l'exécutif d'usine et aux directions syndicales; ainsi, à l'Alfa-Sud, ces derniers se prononcent contre la décision d'autoréduire votée par trois mille ouvriers et certains délégués du PO arrachent les affiches venues de Turin. Tout au long des luttes pour l'autoréduction, la position du PCI oscille du sabotage ouvert à l'indifférence, ou mieux, à l'organisation de pétitions auprès de l'ENEL pour faire baisser les tarifs. Une motion de ce style paraît dans *l'Unità* du 8 novembre.

12. On considère également que plus de 25 % de la population napolitaine est au chômage. Il n'y a d'ailleurs pas que les patrons à exploiter un tel état de fait: en 1973, en pleine restructuration de l'Alfa-Sud, la direction fait accepter par les instances syndicales, en jouant sur la peur du chômage et en échange de la création de mille cinq cents postes de travail, le principe des 3x8, c'est-à-dire l'utilisation permanente des machines. Les ouvriers ayant refusé l'accord, le PCI n'hésite pas à organiser des manifestations de chômeurs contre les ouvriers!

Mais dans les grandes usines où un fossé très large existe entre la base et les directions syndicales proches du PCI, on assiste à la désobéissance de sections entières du parti. Face à l'ampleur grandissante du mouvement des autoréductions, l'ENEL envoie une première lettre-circulaire d'avertissement. Le 12 novembre, une manifestation appelée par les syndicats de Turin réunit 80 000 personnes qui brûlent la lettre sur laquelle on pouvait lire:

Nous vous rappelons que les tarifs figurant sur nos quittances sont ceux déterminés par la présidence du Conseil des ministres et ont force de loi. Qu'en outre la somme fixée comprend également les impôts et les taxes: ceux-ci doivent être reversés par notre administration aux organismes d'État qui sont autorisés, au cas où le paiement ne serait pas effectué intégralement, à recourir à la force et aux sanctions pécuniaires afférentes.

À Rome, l'autoréduction qui n'avait jamais cessé depuis 1972 se fait à huit liras et connaît un développement considérable. Le *Corriere della Sera* du 23 octobre fait remarquer que « dans des endroits comme San Basilio, le personnel chargé de couper le courant devrait, pour exécuter sa mission, se faire accompagner d'une compagnie de CRS en tenue anti-émeute »!

En fait, la fin du mois de novembre et le début du mois de décembre marquent l'élargissement maximum de la lutte: 160 000 quittances sont récoltées à Turin, 18 000 à Marghera et à Venise, des dizaines de milliers à Milan, Rome, Florence, Naples sans compter l'Italie du centre. On peut estimer alors à 280 000 les foyers qui recourent dans toute l'Italie à l'autoréduction. Devant l'ampleur de la catastrophe, l'ENEL et le gouvernement se dépêchent de négocier. Ils trouvent d'ailleurs des syndicats assez contents de s'asseoir autour du tapis vert. La gauche syndicale a été débordée et partout, sauf à Turin, les luttes les plus importantes sont menées par des collectifs ou des groupes autonomes, dans un cadre résolument extra-syndical. D'autant qu'immanquablement, autour des autoréductions des notes d'électricité, surgissent les problèmes du gaz, du chauffage, du téléphone, des charges locatives, de la

redevance de la télévision, etc. La lutte risque alors d'échapper aux limites précises d'une négociation et surtout du négociable, cadre dans lequel le PCI entend fermement rester. En fait, le caractère massif de la lutte, son caractère direct, a fait surgir entre ceux qui pratiquent l'autoréduction un clivage politique, qui la fait poser par les uns comme un simple moyen de lutte, par les autres comme un objectif matériel permanent, première forme de l'exercice du pouvoir des prolétaires dans la société.

#### *L'accord du 28 décembre 1974.*

Le 20 décembre, la presse révèle le contenu du protocole d'accord intervenu entre les syndicats, l'ENEL et le nouveau gouvernement Rumor – La Malfa. L'accord comprend en substance :

- une baisse du tarif abonnement et du prix du kWh pour les utilisateurs d'un compteur de moins de 3 kWh de puissance, à condition qu'ils consomment moins de 450 kWh par trimestre.
- La suppression pour les mêmes du supplément thermique de 4,80 par kWh.
- En revanche, les kWh dépensés en plus de 450 par trimestre sont facturés à un prix supérieur de celui décidé par les augmentations d'août 1974 ! Le supplément thermique est, non seulement maintenu, mais il passe de 4,80 à 5,60 liras par kWh.
- Tous les utilisateurs qui ont un compteur dont la puissance est supérieure à 3 kWh se voient contraints de payer 3,5 liras par kWh. Et l'installation et les tarifs d'abonnement de ce type de compteur grimpent à des prix supérieurs à ceux de juillet-août.
- Enfin, le système dit de « consommation estimée » est maintenu. Les industriels continuent de payer un prix préférentiel et sont dispensés du supplément thermique.

L'accord revient en fait à répartir différemment les augmentations du mois d'août : l'ENEL continue de prélever 800 milliards de liras supplémentaires, principalement sur le dos des ménages salariés.

L'accord, par un tour de passe-passe démagogique, semble aboutir à une réduction des tarifs pour les plus défavorisés. En fait, par

rapport au système antérieur aux premières augmentations du mois d'août, la charge s'accroît de 10 % pour les plus faibles consommateurs (c'est-à-dire pour ceux qui possèdent le plus petit compteur et qui dépensent moins de 450 kWh par trimestre). Mais pour tous les autres, la situation est aggravée par rapport aux augmentations déjà draconiennes de juillet-août; et cela concerne la majorité des ouvriers: ainsi, à Rome, 60 % des ménages possèdent un compteur de plus de 3 kWh et la consommation moyenne d'une famille ouvrière italienne oscille entre 750 et 900 kWh par trimestre<sup>13</sup>. L'augmentation globale par rapport à juin 1974 est bien de 60 à 70 %! En fait, l'accord en revient à contraindre les foyers ouvriers à un véritable rationnement. L'accord a d'autres conséquences: l'acceptation d'un supplément thermique indexé sur le coût du mazout permet au gouvernement de relever automatiquement les prix, par une sorte de véritable échelle mobile des prix.

Les réactions à l'accord sont positives pour les syndicats. *L'Unità* estime que « les pétitions populaires » et « la mobilisation démocratique » ont réussi à obtenir un bon accord. À Turin, les trois syndicats sortent un tract commun qui invite à cesser les autoréductions:

Importants résultats... Les augmentations des tarifs électriques réduites substantiellement par les masses populaires... Les organisations jugent que cette période d'action s'est conclue de façon positive. Cet accord sera soumis aux travailleurs, mais elles invitent les travailleurs et la population à arrêter l'initiative d'autoréduire les notes d'électricité. Les organisations syndicales demandent à rencontrer immédiatement l'ENEL pour arriver à un accord sur les modalités et les délais de paiement des différences non payées, à partir du moment où les nouveaux tarifs entreront en vigueur sur décret ministériel au début janvier. La direction de l'ENEL s'est déjà engagée à accorder un étalement du paiement des arriérés en trois fois.

L'extrême-gauche, elle, est divisée sur les résultats de l'accord: le PDIUP-Manifesto juge l'accord positif. Le quotidien *Il Manifesto* titre, le 20 décembre: « L'autoréduction a payé, un bon accord. » Les

13. *Lotta Continua* l'estimait à 1 000 kWh. Cf. *Lotta Continua* du 21 décembre 1974.

directions de Lotta Continua et d'Avanguardia Operaia prennent position pour une continuation de la lutte sur des objectifs syndicaux: augmentation de la tranche de consommation à tarif réduit, application de l'accord rétroactivement à partir de juillet 1974. Dans les comités d'autoréductions autonomes, enfin, l'accord ne passe pas comme une lettre à la poste: des conseils d'usines continuent à prendre position pour l'autoréduction. En Vénétie, la coordination des comités pour l'autoréduction indique:

L'autoréduction continue dans le cadre de la lutte pour une négociation générale, afin de décharger sur les gros consommateurs industriels les coûts de gestion de l'ENEL en étendant par conséquent le tarif réduit à ceux qui ont un compteur de 4,5 kWh de puissance. Nous demandons la rétroaction de l'accord à partir de juillet 1974 et l'arrêt des poursuites contre des militants. Enfin, nous refusons de payer quelque arriéré que ce soit.

Cet appel est signé, outre les groupes d'extrême-gauche, par quelques conseils d'usines et... des sections syndicales (CGIL). À Naples, à Turin, à Rome et à Milan, on enregistre les mêmes réactions.

Le 18 janvier 1975, quand le nouveau barème des prix paraît au Journal officiel, une dernière surprise attend les consommateurs: le supplément thermique est passé en un mois de 5,6 lire par kWh à 11 lire. La CGIL parle alors de « provocation »; mais lors de l'accord, elle n'avait pourtant marqué aucun désaccord à ce que soit introduite une telle « échelle mobile ».

#### *La lutte après l'accord.*

L'accord réussit pourtant à bloquer l'extension qui était en train de se produire. Mais là où l'autoréduction existait déjà, la lutte s'amplifie: en Vénétie, on passe ainsi au mois de janvier 1975 de 18 000 à 26 000 notes autoréduites. La contre-offensive syndicale se manifeste par le désengagement progressif de certains conseils d'usines. Dans les comités, les assemblées s'enlisent dans des discussions avec des groupes, qui, comme Lotta Continua, refusent de poursuivre la lutte sans appui syndical. L'ENEL, se sachant soutenue

par le PCI, reprend sa politique d'intimidation. Les syndicats dans leur souci de terminer la lutte ne sont pas en reste. À Porto Marghera, un syndicaliste a ce mot candide à propos de militants poursuivis pour avoir organisé l'autoréduction: « Les camarades qui font l'objet de plaintes seront pardonnés si la lutte se termine. » (*sic!*) Dans les conseils d'usines, les syndicats, et particulièrement la CGIL, mènent la lutte pour que soit mis fin à l'autoréduction et que les arriérés soient payés.

Fin janvier, en Vénétie, le premier conseil d'usine à avoir voté l'autoréduction en annonce la fin. La lutte, désormais, se recentre sur les quartiers, et, à part Turin, où le désistement de la FLM, particulièrement active, a fait retomber les autoréductions à un niveau assez faible, le phénomène semble avoir bien résisté, particulièrement à Naples. Quoique l'ENEL soit subitement devenue avare de chiffres, on pouvait estimer au printemps 1975 le nombre de foyers pratiquant l'autoréduction des notes d'électricité à une centaine de mille: organisé autour de comités de quartier, ou à l'occasion d'occupations de maisons, le mouvement a retrouvé les formes qu'il pouvait prendre à Rome en 1972, mais étendu, à présent, à toutes les grandes métropoles italiennes.

## CHAPITRE VI

### UNE NOUVELLE CIBLE POUR LE MOUVEMENT DES AUTORÉDUCTIONS: LE TÉLÉPHONE

L'Italie ne connaît pas, comme en France, de « crise du téléphone »<sup>1</sup>, bien que 60 % des Italiens, particulièrement au Sud, en soient privés. C'est dire que, plus qu'en France, et compte tenu de la faible part qu'occupent les femmes sur le marché du travail, le téléphone passe en Italie pour un besoin essentiel, au même titre qu'un réfrigérateur ou un téléviseur.

S'il revient à une société à participation d'État (la SIP) d'organiser la gestion du téléphone, son développement dépend en fait de quelques grosses sociétés multinationales, au premier rang desquelles se trouve la Sit-Siemens. Or, ces sociétés ont découvert dans « le quaternaire » (péri-informatique, banques de données, etc.) un secteur bien plus rémunérateur que le téléphone; mais, pour opérer une telle restructuration, il est nécessaire d'envisager de nouveaux investissements: en Italie, Sit-Siemens automatise la production des centrales téléphoniques, procédant à la mise en chômage technique d'une partie importante de ses ouvriers, puis cherche à reporter sur l'utilisateur du téléphone le coût de sa reconversion. C'est dans cette épargne forcée qu'il faut chercher le sens

1. La France est le seul pays industrialisé où l'on puisse vraiment parler de « crise du téléphone » (80 % des Français en étaient privés en 1974). Cet état de fait est particulièrement lié au manque d'autonomie du téléphone par rapport à l'administration des postes dans un pays d'urbanisation relativement récente et où l'acheminement du courrier était très efficace. Cf. A. Guillermin. « La Crise du téléphone en France », Laboratoire de Sociologie de la Connaissance.

des augmentations du tarif des communications téléphoniques<sup>2</sup> opérées au mois de janvier 1975, et que la SIP fit suivre au mois de mars par un nouveau train de mesures sanctionnant principalement les particuliers.

Les dirigeants de la SIP n'y virent aucun inconvénient, eux qui n'hésitèrent pas, pour faire passer la pilule, à falsifier leurs comptes: une enquête menée plus de six mois après les augmentations révélait en effet que le prétendu déficit de 300 milliards, dont ils avaient fait état pour justifier les augmentations, ne les avait pas empêchés de verser à leurs actionnaires quelque 40 milliards de bénéfices; de même, la SIP n'avait versé que 3 milliards d'impôts au lieu des 47 milliards dont ils la disaient accablée<sup>3</sup>!

C'est dans un tel contexte qu'il faut situer le développement de l'autoréduction des tarifs téléphoniques.

### *Une lutte de l'autonomie*

À Rome, à Gênes, à Bologne, à Milan, dans la région adriatique, dans le Piémont, les comités de quartier investissent ce terrain de lutte, avant même que les syndicats ne prennent position.

Le 8 avril, enfin, la FLM de Turin se déclare pour l'autoréduction du téléphone. Le tract d'appel à cette nouvelle désobéissance civile définit ainsi les objectifs: « Nous devons organiser la lutte en autoréduisant les notes de téléphone, en nous bornant à payer le tarif d'abonnement Cela afin d'obliger le gouvernement à lier le problème du téléphone et des investissements, de l'emploi et des tarifs. »

En comparaison, les buts des comités de quartier collent plus aux désirs exprimés par les prolétaires et refusent d'être liés à une quelconque contraction générale: « Nous avons demandé (en plus

2. Le tarif abonnement passe de 4 000 à 6 000 lire, le tarif de l'unité de 25 à 37 lire. Le gouvernement prévoyait une augmentation plus importante des tarifs téléphoniques, mais, instruit par l'expérience qu'il venait de faire en matière d'électricité, il avait préféré mettre de l'eau dans son vin; il se rattrapait sur les taxes de raccordement qui passaient de 30 000 à 80 000 lire. À rapprocher de l'altitude du gouvernement français qui, lors des dernières augmentations, a fait passer le prix de l'installation d'une ligne de 500 à 1 000 F.

3. *La Stampa* du 19 décembre 1975.

du refus des augmentations) que douze cabines téléphoniques soient installées dans le quartier pour ceux qui n'ont pas le téléphone, l'installation gratuite d'un compteur individuel à domicile permettant de contrôler le nombre d'unités<sup>4</sup>; qu'on en finisse avec les menaces de coupures, sinon nous serons obligés de nous représenter avec une délégation plus nombreuse et plus combative.» (Tract du comité autonome de Val Melaina, à Rome.)

Et surtout, l'appel du syndicat FLM de Turin ne sera pas repris en compte par les autres syndicats, comme cela s'était passé pour l'électricité. Au contraire, la lutte sera gérée de bout en bout par des comités de quartier, autonomes le plus souvent, ou encore par les groupes. Cette absence des syndicats s'explique principalement par deux raisons: tout d'abord, les syndicats avaient conçu la lutte d'autoréductions de l'électricité comme un moyen de pression sur la renégociation des indices de l'échelle mobile. Or, cette donnée est absente au printemps 1975; en revanche, la situation générale est alors lourdement hypothéquée par les élections régionales, dont les syndicats attendront les résultats avant de se lancer dans une quelconque « aventure ».

Enfin, il ne suffit plus de placer quelques piquets aux portes des maisons pour empêcher la SIP de couper le téléphone: les coupures s'opèrent à partir de centraux téléphoniques, où il faudra, en cas de besoin, venir les empêcher. Les syndicats risquent d'être entraînés dans des actions plus violentes, plus illégales aussi. Et de cela, ils ne veulent à aucun prix.

#### *Les commandos « antitéléphone »*

À Milan, dans la première semaine d'avril 1975, un groupe d'utilisateurs pénètre lors d'une grève syndicale dans un central téléphonique et détruit, à coups de barre de fer, les enregistreurs d'unités, permettant à tout un quartier de téléphoner gratuitement.

Une telle action, sans être revendiquée, indique une détermination suffisante pour que l'État marque le coup. La loi sur

4. À Paris, un usager ayant fait sceller par huissier son propre appareil a eu la surprise de recevoir deux mois après une note encore plus salée que la précédente.

« l'ordre public » (loi Reale), qui paraît alors, autorise les policiers à se servir de leurs armes à feu sur quiconque « est surpris à rôder autour d'un bâtiment public ». Mais surtout, les autorités vont se montrer extrêmement prudentes dans la répression contre ceux qui autoréduisent le téléphone. Durant les six premiers mois, aucune coupure ne sera effectuée. Pourtant, le nombre des bulletins autoréduits ne peut laisser la SIP indifférente.

À la fin du mois de septembre, à la suite de pressions écrites, la SIP ramène le nombre des bulletins autoréduits de 52 188 à 36 311. Les temps sont mûrs, pense-t-elle, pour les premières coupures. Celles-ci interviennent au début d'octobre; mais la riposte ne se fait pas attendre. À Rome, où la SIP a coupé plusieurs milliers de téléphones dans les banlieues prolétaires, un premier attentat, symbolique, a lieu contre un central téléphonique. Mais le lundi 13, une charge de plastic fait sauter, avec le central de la via Shakespeare, 14 000 lignes de téléphone, dont ceux de tous les ministères, ainsi que de la présidence de la République.

Le lendemain, l'opération se répète à Gênes, où 15 000 téléphones sont à leur tour privés de lignes. Dans chaque cas, l'opération vise des quartiers bourgeois, en représailles des coupures intervenues dans les quartiers les plus pauvres; on comptera, dans la semaine, vingt-sept attentats contre des centraux téléphoniques dans toute l'Italie, dont quatre au moins « réussiront ».

Parallèlement, des magistrats ordonnent à la SIP de rétablir les lignes aux usagers qui autoréduisaient, la décision de couper ayant été prise sans tenir compte de la loi, très stricte en Italie sur ce point. Pour ceux qui autoréduisaient, c'est une première victoire, non pas tant sur les augmentations, qui restent inchangées, mais c'est la première fois que des prolétaires s'emparent collectivement, et par la violence, d'un droit insupportable à toute société capitaliste: celui de ne plus rien payer du tout.

CONCLUSION:  
ACTUALITÉ DES AUTORÉDUCTIONS  
MOUVEMENT DES AUTORÉDUCTIONS EN FRANCE

*La leçon italienne*

« La désobéissance civile », comme l'appelèrent immédiatement les journaux italiens qui rendirent compte du mouvement des autoréductions, est-elle un phénomène limité à un pays où la désagrégation de l'État serait si avancée qu'on se trouverait dans une situation « pré-révolutionnaire », ou est-elle au contraire la pointe avancée et organisée d'une série de luttes que mènent tous les prolétaires en Europe ?

Dans le premier cas, l'exemple italien serait exemplaire par sa particularité même. « Les autoréductions ?... en Italie oui, mais, ailleurs, c'est tout à fait exclu », disent certains<sup>1</sup> qui évoquent la force du mouvement syndical, le pouvoir régional dont dispose la gauche, pour récuser des assimilations hâtives à la situation française.

Et pourtant, on pourrait répondre que la vitalité du syndicalisme italien, qui a pris un grand bain de jouvence grâce au mouvement des délégués, n'a pas été l'élément déterminant dans le déclenchement du mouvement. Celui-ci est parti directement des usines ou de groupes autonomes des quartiers. La structure syndicale a contribué à diffuser les autoréductions. Mais elle a en même temps tenté de créer le cadre d'une négociation collective plus large que celle qui existait jusqu'à présent; ce mouvement s'insérait alors dans un programme de réformes: droit de regard sur les investissements dans le Sud, politique de l'emploi, reconversion industrielle. En cela, les objectifs poursuivis ne recoupaient pas ceux de « la base »

1. La perspective des autoréductions a été évoquée dans des organisations comme le PSU et l'OC-Révolution. Le PSU a fait des campagnes d'affiches sur le thème du refus de paiement des impôts, des quittances de loyers et d'électricité. Mais il s'agissait plus d'une campagne d'opinion agitative que de l'organisation réelle de mouvement de ce genre sur les quartiers. La direction de l'OC-Révolution a repoussé les autoréductions comme axe d'intervention au nom des arguments évoqués par nous.

syndicale et extra-syndicale. Comme nous l'avons vu dans le cas du mouvement contre les hausses d'électricité, l'efficacité de la médiation syndicale s'est avérée assez contestable.

Quant au rôle des pouvoirs régionaux conférés aux municipalités et aux gouvernements locaux, comme tampons évitant une confrontation directe avec l'appareil répressif de l'État, il a été on ne peut plus négligeable. Disons plus: c'est dans les régions traditionnellement gérées par la gauche socialo-communiste que le mouvement a été le plus faible, et pas seulement parce que ce genre de problèmes n'existerait plus pour les ménages italiens qui habitent ces oasis de «socialisme réalisé». Le PCI s'est montré fort peu réceptif à ce genre de mouvement; il juge la dynamique de radicalisation des masses ainsi créée aventuriste.

«La désobéissance civile», les illégalités vont effectivement à rencontre de l'allégeance fondamentale à la Constitution italienne que rappelait Amendola dans une tribune libre en première page du *Corriere della Sera* du 4 mai 1976, intitulée: *la Gauche et la Violence*.

Il nous semble qu'on doit opter pour la seconde hypothèse: celle d'une homogénéité beaucoup plus grande qu'on ne le soupçonne généralement entre les luttes menées dans les différents pays capitalistes d'Europe et des États-Unis, et, partant, d'une exemplarité immédiate du mouvement des autoréductions italiennes. Et cela, pour une raison très simple: la crise qui a frappé tous les grands pays industrialisés du monde capitaliste, malgré un rythme et une intensité modulés, a pris le même visage, celui d'une crise politique du consensus devant laquelle les mesures «économiques» sont restées impuissantes. Lorsqu'il s'agit de répartir autrement le travail, d'inventer de nouveaux modes de travailler, on peut encore parler de «réformes», d'«évolution»; lorsque le fond de la question se résume au fait que «les gens ne veulent plus travailler» et qu'ils veulent pour commencer «plus d'argent et moins de travail», les règles du jeu économique cèdent le pas devant la question du pouvoir.

Les formidables manœuvres qui ont commencé dans le camp capitaliste depuis la suspension de la convertibilité du dollar, en passant par la «crise du pétrole» et par «la dépression», ont

cherché à restaurer des marges de contrôle sur les mouvements de classes. Or, malgré l'ampleur des moyens mis en œuvre (chômage massif, intimidations en tous genres), les ouvriers, et à leur suite les employés, les étudiants des « usines du tertiaire », n'ont pas reculé; le chantage ne passe pas, si bien que toute réduction frontale des salaires ferait courir au système les risques d'une guerre civile ouverte. C'est dans ce contexte qu'on a vu apparaître d'importantes modifications dans le rôle de l'État: celui-ci a concentré toute son intervention sur la gestion du marché de l'emploi et sur les politiques monétaires (crédit au particulier, endettement des entreprises)<sup>2</sup>.

Tout se passe comme si le capitalisme, incapable de contenir la combativité ouvrière à l'intérieur des entreprises, cherchait à isoler la sphère de la production de celle de la distribution-consommation pour jouer la seconde contre la première. Manipulation des stocks, des prix, « scandales des pots-de-vin » sont des exemples aussi bien américains, japonais, français qu'italiens.

La restructuration du secteur énergétique qui domine les problèmes de redéploiement industriel nécessite des investissements gigantesques. Mais la part des salaires dans le revenu national est très difficilement réductible (on parle de nouveau de la baisse tendancielle du taux de profit), et le capitaliste collectif qu'est l'État cherche à drainer l'épargne par tous les moyens. Le mécanisme de fixation des prix, devenu indépendant d'un calcul « économique » en termes de valeur, doit permettre de trouver les fonds nécessaires. Nous l'avons vu dans l'exemple italien pour l'électricité. La politique d'EDF, ou celle des P et T, ne sont en rien différentes.

Est-ce un hasard si l'État français a lancé une vaste offensive sur le terrain du salaire indirect (prestations familiales, tarifs des transports, des services, impôts) dès le début 1976? Tout indique que ce terrain est devenu l'un des enjeux stratégiques de l'affrontement qui se déroule actuellement.

2. Sur ce que le courant « ouvrieriste » italien appelle le déclin de l'État-Plan keynésien et l'avènement de l'État-Crise, ainsi que le dépassement de la barrière historique de la loi de la valeur. Cf. les livres déjà cités d'A. Negri, ainsi que deux articles parus dans la revue *Critica del Diritto*.

C'est dans ce cadre que l'éclosion du mouvement des consommateurs, les grèves des usagers, les luttes urbaines, le mouvement des autoréductions, les mille et une formes de désobéissance civile (appropriations, « vols économiques ») prennent une tout autre dimension. Il n'est pas jusqu'à la façon dont les ménages dépensent leur argent, épargnent, qui ne participe de ce bras de fer<sup>3</sup>. De fait, ces comportements de masse peuvent être organisés dans différentes perspectives, comme nous l'avons vu.

La leçon italienne qu'a donné le mouvement des autoréductions porte plus sur le type d'organisation de la lutte que sur le terrain lui-même, qu'on retrouve aussi bien en France. Le rôle des groupes d'ouvriers autonomes, qu'ils soient dans le syndicat ou en dehors des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier, a été déterminant. Il a évité que l'optique réformiste et interclassiste (pression symbolique, délégation aux organismes de négociation) ne l'emporte dans l'une des plus grandes grèves d'usagers de l'Histoire.

*Autoréductions en France: terrain de lutte de masse, formes d'organisation et composition de classe*

Les annexes que nous avons réunies ici tentent de préciser dans le cadre français le rapport qui existe entre un programme offensif sur le terrain social et la question de son organisation. Les divers mouvements de résistance des prolétaires (que nous essayerons plus loin de reconstituer dans leurs contextes) sont-ils le signe, comme l'affirment les militants communistes par exemple, d'une « résurgence de la misère moderne » ou témoignent-ils au contraire de la capacité qu'ont eue les ménages ouvriers de maintenir coûte que coûte leur revenu, sinon à l'augmenter ?

Ainsi en France, la multiplication des impayés de toutes sortes (charges, loyers, traites, impôts locaux et sur le revenu) ne coïncide pas, contrairement à ce que l'on affirme généralement, avec ce qu'il est convenu d'appeler la crise. Dès 1972, des illégalismes, en

3. Cet aspect a été souligné par Palloix au cours des débats sur la crise qui ont eu lieu dans le cadre de l'ACSES (Association pour la Critique des Sciences Économiques et Sociales).

masse, ont fait leur apparition: en témoignent la pression de plus en plus constante dès cette époque de ménages ouvriers français sur le PCF pour que celui-ci interdise aux huissiers l'entrée des cités HLM, ou encore l'affaire Huriez<sup>4</sup> dans laquelle l'extrême-gauche ne vit qu'une occasion de faire passer son discours sur la justice. Illégalismes qui se sont étendus aux transports<sup>5</sup> ou que l'État tente de réprimer au moyen d'une législation répressive sans précédent contre les chèques sans provisions.

Mais on s'interdit de rien comprendre à ces phénomènes si l'on ne voit pas qu'ils s'accompagnent d'une poussée continue des prolétaires pour obtenir des organismes prestataires de salaire indirect de plus en plus d'argent. Le déficit de la Sécurité sociale n'en est que l'exemple le plus frappant; en fait, une part grandissante du revenu ouvrier tend à provenir de ces prestations sociales: allocations familiales, allocations logement, allocations de salaire unique, etc. En ce sens, la baisse de l'augmentation du pouvoir d'achat ouvrier (1,5 % en 1975) est largement compensée par l'accroissement des prestations sociales<sup>6</sup>.

Si donc, en France, sous la thématique du « droit à l'emploi » cher aux centrales syndicales, on voit se dessiner tout un mouvement en faveur du revenu garanti (ce que l'État a parfaitement compris, comme en témoigne la loi des 90 % en faveur des victimes d'un licenciement économique, le gérant de manière à diviser les prolétaires), c'est donc que la crise, bien qu'elle ait touché les ménages ouvriers les plus défavorisés, par des réductions d'horaires, de salaires,

4. On se souvient qu'en 1972 Yvonne Huriez, pour une traite impayée sur la location d'un téléviseur, fut condamnée à quatre mois de prison; quelques jours après son emprisonnement, son fils Thierry, âgé de 12 ans, se suicidait. Le scandale qui éclatait, la constitution d'un comité vérité-justice, allaient permettre de faire, devant l'opinion publique, le procès d'une certaine justice.

5. Encore aujourd'hui, malgré l'instauration de la carte orange, les services de contentieux de la RATP reçoivent entre six cents et mille demandes écrites de règlement d'amendes par jour. Si l'on tient compte du nombre des amendes acquittées sur place, et de celui, vraisemblablement plus important, des fraudeurs qui ne sont pas pris, on mesure aisément le chiffre exorbitant de la fraude.

6. *Le Monde*, « Si l'on tient compte de la réduction des effectifs et de la durée du travail, le pouvoir d'achat global a progressé d'environ 1,5 % en 1975. En fait, la progression a été plus forte à cause de l'augmentation des prestations sociales. »

n'a pas entamé la capacité de la classe ouvrière à accroître de façon globale son pouvoir d'achat.

En ce sens, faire converger tous les embryons de lutte pour un revenu garanti constitue sans doute un terrain de recomposition de classe plus efficace que la défense du poste de l'emploi telle qu'elle est pratiquée *exclusivement* (et c'est en cela que nous l'attaquons, car elle présente des aspects positifs, particulièrement dans le cas de femmes vivant dans des régions à prédominance agricole et pour qui l'usine est, dans certains cas, une alternative à l'esclavage ménager) par les syndicats.

Ainsi, l'agitation faite par des cellules du Parti Communiste autour de cas de saisies et d'expulsions, principalement dans la banlieue parisienne, pourrait avoir ce caractère, si elle n'était pas systématiquement jouée au profit d'une composition de classes (l'ouvrier professionnel, mâle et français) contre toutes les autres. Il en est dans la presse communiste des exemples caricaturaux.

Quand des femmes à Villejuif, après avoir chassé les huissiers de la cité Logirep-Sonacotra, avec l'aide de militants du PCF, se réunissent entre elles pour discuter de leurs problèmes particuliers («*Pas d'hommes, ils gardent les enfants. Les habitudes comme les idées sont en train de changer*»), le PCF ne trouve rien de mieux pour les canaliser que de leur proposer l'adhésion, la discussion du programme commun, ses pompes (funèbres) et ses grandeurs:

Tout ne s'est pas passé sans quelque raideur dans la cellule par rapport à la qualité» de ces nouvelles adhésions... Toutes ces femmes tout d'un coup, révoltées, qui bousculent, cherchent, interrogent, accusent. La raison de leur adhésion, c'est un cri contre la misère. Comment à partir de ce cri, ces femmes, ces mères de famille vont immédiatement participer à l'élaboration de la politique des buts de leur parti et des moyens pour y parvenir? Ce que les communistes appellent la stratégie <sup>7</sup>.

Plus généralement, l'attitude du PCF reste coincée autour du rôle qu'assume pour ce parti la gestion des municipalités qu'il

<sup>7</sup>. *Humanité-Dimanche*, 26 février 1975.

contrôle: résolument multiclassiste (le Comité National des Locataires s'est transformé en 1972 en Comité National du Logement pour pouvoir intégrer en son sein des propriétaires)<sup>8</sup>, il ne peut assumer jusqu'au bout un programme résolument offensif qui ferait éclater les contradictions des bases sociales qui le soutiennent. Tant qu'un mouvement est susceptible de s'opérer par la médiation des municipalités, parce qu'il sert de point d'appui à une négociation globale (loi sur les saisies et les expulsions présentée au Parlement par les députés communistes, gestion des offices HLM, délais dans le paiement des impôts locaux obtenus auprès des préfetures), le PCF ou les organisations qui lui sont proches sont prêts à reprendre en compte toutes les initiatives, même si elles paraissent frôler l'illégalité (des occupations de logements vides ont pu être ainsi organisées pendant quelques jours à la Grande-Borne pour exiger le relogement de certains habitants). Mais dès qu'à la perspective d'une négociation se substitue la volonté des prolétaires de faire des acquis de leur lutte un espace de pouvoir et d'organisation, le Parti retourne à son rôle traditionnel de répression des luttes ouvrières.

C'est qu'à côté des ouvriers qu'il défend, il existe une autre composition de classes qui se situe dans un rapport d'extériorité au travail et à l'organisation sociale: les immigrés, parce qu'ils sont privés des droits civiques et politiques les plus élémentaires et que le marché du travail s'organise pour eux de façon spécifique (carte de travail empêchant la mobilité, etc.); les jeunes, pour qui le travail précaire, le passage fréquent au chômage sont devenus « l'autre façon de travailler »<sup>9</sup>; les femmes, enfin, pour qui l'exploitation est double, une fois au niveau d'un travail dit productif (usines, bureaux), une autre fois dans un travail dit improductif (travail ménager) et donc non rétribué. Et ceci implique l'existence d'une série d'organisations autonomes qui puissent défendre leurs besoins spécifiques.

Ainsi, les travailleurs immigrés des foyers Sonacotra, dont certains sont en grève depuis plus de douze mois, ne visent pas dans leur

8. Dominique Mehl, Les luttes des résidents dans les grands ensembles, *Sociologie du Travail*, n° 4, 1975.

9. *Lavoro zéro*, n° 1.

lutte, en bloquant les loyers sur un compte<sup>10</sup>, à créer les conditions d'une négociation de type syndical: «*Tu enlèves les augmentations et je te rends ton loyer.*» L'argent, ils le gardent, ou ils s'en servent pour financer leur lutte, et ce faisant, ils finissent par constituer de véritables espaces de gratuité au sein de structures conçues pour leur apprendre à s'intégrer à «la vie moderne» en payant avec régularité.

Et pour garantir le mordant et la continuité de leur lutte, ils sont dotés d'un comité de coordination «autonome par rapport aux syndicats et aux organisations politiques». Est-ce un hasard si c'est sur l'existence et la représentativité d'un tel comité qu'ont achoppé toutes les négociations avec la Sonacotra ?

En revanche, dans les trois foyers (sur une soixantaine en lutte) où le PCF et la CNL s'étaient assuré la maîtrise de la lutte, négociant séparément avec la Sonacotra la reprise des paiements, la société gestionnaire s'est empressée de légaliser la présence de «délégués» s'engageant même à rembourser «les pertes de salaires qu'entraînerait la pratique de leur mandat»<sup>11</sup>. Faut-il rappeler que dix-sept délégués du comité de c'ordination furent expulsés hors de France sans autre forme de procès ?

L'esquisse d'un mouvement autonome des femmes immigrées pour le salaire ménager<sup>12</sup> indique dans quel sens pourraient se développer des luttes qui concernent le mouvement féministe dans son ensemble.

Que ce travail, qu'elles qualifient de productif, mérite rémunération, voilà qui ne va pas sans susciter bien des résistances, tant chez les ouvriers immigrés que parmi les militantes du mouvement des femmes. C'est pourtant parce qu'elles se constituent un revenu autonome, en dehors de celui que leur mari rapporte du travail, que ces femmes peuvent s'affranchir et du travail ménager – en créant

10. Comme le font les rares organisations françaises, type CNAPF, organisation familiale qui se veut «syndicat du cadre de vie», qui, pour protester contre des augmentations de charges dans les HLM, organise ce qu'elle appelle elle-même des «grèves pression».

11. *Le Monde*.

12. *Camarades*, n° 1: «La lutte des femmes immigrées autour de l'affaire Diab.»

dans la lutte la perspective de l'organiser autrement – et du reste des oppressions qui pèsent sur elles: «*Briser le mur de la maison.*»

Et c'est parce qu'elles vont chercher cet argent, sans passer par l'usine, en maintenant intacts des réseaux, des habitudes de vie communautaire qui forment la trame de leur vie quotidienne, que leur lutte débouche, tôt ou tard, sur la gestion de tous les problèmes qui peuplent le ghetto.

Le ghetto, nous le retrouvons aussi à travers les luttes qui sont menées dans la banlieue parisienne, à Colombes, à Asnières, à Nanterre, pour empêcher la police d'expulser de jeunes travailleurs immigrés, nés en France, et «*coupables*» d'avoir commis quelques vols, d'avoir tenté de faire de l'appropriation une alternative au travail à la chaîne: mobiles, passant d'un emploi à l'autre, parfois de longues périodes sans travail, ces jeunes ouvriers s'approprient, en volant, tout ce dont on a voulu les exclure parce qu'ils venaient du ghetto. Dans ce contexte, empêcher l'appareil policier de fonctionner, dénoncer les expulsions, les violences policières contre les jeunes, c'est permettre à un espace d'appropriation de se développer, de respirer. D'autant que la multiplication d'éducateurs, de sociologues, d'animateurs, non plus bénévoles, comme au beau temps de la découverte de la misère par les milieux «*catbos*», mais payés et souvent même issus du ghetto<sup>13</sup>, indique que se superpose à la répression aveugle la possibilité d'un marchandage, d'une tractation, et que la poussée de la délinquance peut, elle aussi, se traduire en termes de salaire: l'argent, peu importe de quelle caisse il vienne, sert à l'État pour «*contrôler les prolétaires*»; il introduit en contrepartie les jeunes du ghetto dans un circuit où le revenu n'est plus subordonné au travail fourni à l'usine, mais est fonction directe de la peur qu'ils inspirent à la bourgeoisie...

Cette peur, les jeunes chômeurs l'inspirent aussi: mais au travers des structures de lutte qu'ils se sont données, les comités de chômeurs, se fait jour une exigence de gratuité (nous dirions, une exigence de communisme) qui n'était parfois qu'en filigrane dans

13. Qu'il ne faut pas confondre avec le flic en civil; l'éducateur n'est pas un «*indicateur*»!

les luttes précédentes. Et la polémique qu'ils ont entretenue avec les syndicats tout au long de l'année 1975<sup>14</sup> ne portait pas simplement sur une simple question de contrôle et de légitimité (« gauchistes » contre représentants officiels du mouvement ouvrier), si l'on en juge par exemple sur les déclarations faites par le maire communiste de Champigny: « L'exemple de la lutte n'est pas ménagé aux jeunes chômeurs: une allocation de 50 F par mois nous permet de réunir ceux qui ne sont pas secourus, de transformer chez eux l'écœurement, l'agressivité ou la dépression en action solidaire. Une action qui les mène au ministère de l'Industrie. Une action qui appuie, par exemple, un projet municipal d'aménagement du plateau de Champigny, avec une zone industrielle de 33 hectares, qui permettrait de créer 2 500 emplois. »<sup>15</sup> À la défense des intérêts spécifiques aux chômeurs (salaire garanti, gratuité des services, etc.) s'est substituée la médiation propre au PC où ils ne servent que de troupes d'appui. Pour toutes ces raisons la possibilité d'un mouvement des autoréductions dépend, en France, moins des indications que pourraient donner telle ou telle centrale syndicale (il n'est de voir que la manière dont les syndicats CGT et CFDT d'EDF ratent superbement en la frôlant cette idée [annexe n° 8], parce que justement elle implique un type d'organisation qui refuse la contractualisation et entraîne des conséquences qu'on ne réintègre pas comme cela dans le cadre d'une journée d'action programmée et passive) que d'une convergence de différentes luttes autonomes sur la question des augmentations.

*(Une première version de cet article est parue dans le numéro 1 de la revue Camarades, consacré aux luttes sociales en France, sous le titre de: « Autoréductions et composition de classes ».)*

14. Actes, n° 10: « Pour un GISTI les chômeurs », et les documents suivants: « Proposition d'une initiative politique sur le terrain du chômage, pour la lutte des chômeurs et des sans-emplois », *Camarades*, n°s 2-3 (spécial chômage), articles de *Libération* du 3 janvier 1975 et du 9 janvier 1975, *Politique Hebdo*, n° 163.

15. *L'Humanité*: demain meeting à Champigny avec Georges Marchais: « Résistance à la misère et conquête », 4 décembre 1975. C'est le rédacteur de *L'Humanité*, Michel Cardoze, qui souligne.

## ANNEXES

### *Présentation des annexes*

La lecture de la presse suffit souvent à montrer l'ampleur du phénomène des « retards » de paiement des loyers, des impôts, des quittances. La réaction de certains organismes « réformistes » témoigne également d'une très forte poussée vers la gratuité, ou à tout le moins vers une séparation de la notion de revenu d'avec ce qui est officiellement reconnu par la société capitaliste comme une prestation de travail (document n° 1).

2, 3 et 4: ces divers documents issus des luttes menées à Grigny, dans l'Essonne, montrent bien comment s'opère la discrimination suivie par le PCF.

Alors que les diverses initiatives organisées à la Grande-Borne auprès des résidents français furent un relatif succès (blocage des loyers, réduction des charges, arrêt des saisies, délai pour les impôts locaux), l'opération échoua curieusement auprès des immigrés. Dans le cas des quatre cents familles portugaises qui s'étaient organisées dans leur cité de transit contre les charges indues (document n° 3), le Comité National du Logement se contenta de « lever » des cotisations, les délégués qu'il avait fait désigner lors de l'unique assemblée générale des résidents ayant immédiatement après repris les paiements.

Quelques idées lancées sur la question par des organisations autonomes autour des autoréductions: deux textes du Collectif Chômage (document n° 5), ainsi qu'un tract pour la gratuité des transports (document n° 6).

Quelques premiers pas dans cette direction: les locataires des immeubles Maine-Montparnasse prennent au mot le gouvernement qui avait « recommandé » aux propriétaires de ne pas augmenter de plus de 7 % les loyers « libérés » en janvier 1976, et réduisent les nouvelles quittances qui dépassaient ce chiffre. Mais c'est la grève

des loyers dans les foyers Sonacotra qui marque l'événement du premier mouvement d'ampleur nationale.

La dynamique classique des « organisations de défense des consommateurs », qui, est-ce un hasard, part des citoyens libres et égaux en droits, trouve une orientation bien différente. Lutte de libération et lutte pour la qualité de la vie deviennent indissociables. La grève des loyers pour des immigrés, qui ne bénéficient pas des garanties élémentaires du citoyen, attaque immédiatement les mécanismes de contrôle de l'État sur la force de travail (document n° 7).

Les initiatives syndicales sur le terrain des autoréductions (voir les documents n° 8) s'avèrent très en retrait des initiatives concrètes du PCE. On en reste aux déclarations d'intention, aux demandes présentées aux administrations (EDF, GDF). Et, de fait, rien de décisif n'a été obtenu sur ce terrain, comme ont pu s'en apercevoir les chômeurs du xv<sup>e</sup> qui avaient crié victoire un peu trop tôt. Les reports de paiement sont chaque fois suspendus à l'aide sociale.

Plus prometteuses sont probablement les initiatives prises à la base des syndicats, là où s'amorce un débat politique avec les groupes autonomes. Comme en témoignent la discussion de comités de chômeurs autour d'un programme politique (document n° 9), ainsi que la campagne amorcée à Nanterre pour refuser les augmentations d'électricité (document n° 10).

## ANNEXE I

### CONSÉQUENCE DE LA CRISE; LES RETARDS

#### DANS LE PAIEMENT DES LOYERS ET DES FACTURES ONT AUGMENTÉ

*« Il y a en France actuellement des milliers de familles qui ont du retard dans le paiement de leur loyer. Dans certains organismes de HLM, le nombre des retards a au moins doublé en un an »,* affirme M. Massu, président de la Confédération nationale du logement. La crise économique et l'extension du chômage ont effectivement gonflé la

masse des retards et impayés de toutes sortes (loyers, traites, notes d'électricité, de téléphone, etc.).

Le phénomène est d'ailleurs difficile à apprécier dans la mesure où l'on ne dispose pratiquement d'aucune statistique globale à ce sujet; l'administration garde pour sa part une discrétion absolue sur le problème. La grève des postes à l'automne 1974 peut, en outre, fausser l'appréciation du phénomène parce qu'après une « clémence » exceptionnelle de quelques mois, les services contentieux des HLM et des banques sont revenus depuis mars aux règles habituelles de rappel de l'ordre. Il n'en demeure pas moins que l'on perçoit un peu partout une aggravation certaine des difficultés de paiement des ménages.

### *Loyers*

« Sans pouvoir parler de crise grave, on constate une plus grande difficulté dans le recouvrement des loyers liée aux difficultés conjoncturelles », précise la chambre syndicale des propriétaires (UPB). Elle vient de mettre au point avec plusieurs compagnies d'assurances un système d'« assurance – perte de loyer » qui garantit aux propriétaires le paiement des frais de recours et de procédure de recouvrement en cas de non-règlement. Les difficultés les plus aiguës apparaissent surtout dans les offices d'HLM des régions de forte densité ouvrière, ainsi que dans les ensembles immobiliers récemment construits où l'on perçoit des loyers et des charges relativement élevés.

Ainsi, à l'Office départemental des HLM des Bouches-du-Rhône, dix mille locataires (sur vingt-quatre mille) auraient actuellement, selon l'Union départementale du logement des Bouches-du-Rhône, des retards de paiement, contre cinq mille à six mille il y a un an. Dans la même région, deux sociétés d'HLM (Logirep et Province Logis) ont vu le montant des loyers impayés doubler depuis l'an passé.

Dans le Val-de-Marne, le préfet a demandé que lui soient communiqués tous les dossiers concernant des retards de paiements ou des saisies, afin qu'une commission sociale puisse les étudier et intervenir à temps. Dans un foyer de fonctionnaires de ce même département, les gardiens d'immeubles distribuent depuis un mois

des lettres de rappel (préparées à l'avance) le lendemain de la date limite de paiement des loyers. Jusqu'à présent, les avertissements n'étaient adressés aux « mauvais payeurs » que plusieurs semaines après la date limite.

### *Notes de gaz et d'électricité*

« Les agents chargés d'opérer les coupures de courant constatent qu'en plus des économiquement faibles – auxquels se limitaient jusque-là l'essentiel de leurs interventions – se sont ajoutés depuis peu les chômeurs partiels ou totaux », affirme le syndicat CGT d'EDF. À Paris, de janvier à mai, il y a eu vingt-quatre mille interventions (coupures ou rétablissements de courant), alors que pour l'année 1974, on n'en avait recensé que trente-trois mille (vingt-sept mille en 1973).

La direction explique cette augmentation par le retour en mars à l'application stricte des règlements, après une trêve de quelques mois. Au 31 mars, le montant des factures non réglées à l'EDF-GDF s'élevait à 14,5 millions de francs contre 11,5 millions un an plus tôt. L'aggravation des difficultés de recouvrement des factures se traduit également par l'allongement du délai moyen de paiement (trente-trois jours actuellement contre vingt-cinq jours l'an passé).

Il en irait de même pour les notes de téléphone. Démentant l'administration, le syndicat CFDT des PTT estime « qu'on assiste depuis plusieurs mois à une recrudescence certaine des retards de paiement et des coupures ».

### *Traites*

En ce qui concerne les traites, le phénomène semble moins marqué. La CETELEM, qui consent une grande partie des crédits à court terme pour l'équipement ménager, affirme « avoir retrouvé un niveau d'impayés raisonnable, après un alourdissement lié à la grève des PTT ».

L'UCB (Union du Crédit pour le Bâtiment), spécialisée dans les prêts à long terme, estime que le nombre des dossiers litigieux n'a pas augmenté, mais note un alourdissement du volume global du contentieux, lié à des difficultés accrues de recouvrement:

*« Nous avons plus de mal à faire régler les mauvais payeurs. »*

Ces exemples, bien qu'incomplets, confirment que la crise fait sentir ses effets dans les milieux les plus modestes. *« Les réactions des gens sont de plus en plus violentes; ils n'y arrivent plus, dit-on dans les fédérations départementales du logement. Nous recevons même des ménages qui, incapables de payer toutes leurs charges (loyer, téléphone, traites, etc.), nous demandent de les aider à fixer pour eux les priorités ! »*

VÉRONIQUE MAURUS

(*Le Monde*, 13 -14 juillet 1975)

*Le bureau national de l'Union des femmes françaises (15, rue Martel, 75010 Paris) estime, dans une déclaration, que « la misère s'installe dans des centaines de milliers de foyers » à cause de « la hausse des prix, des bas salaires, de la perte de pouvoir d'achat des allocations familiales, du chômage ».*

*L'UFF réclame « des mesures d'une extrême urgence », notamment « le versement par l'État d'une allocation immédiate et substantielle à toutes les familles touchées par le chômage; la suspension des coupures de gaz et d'électricité et des saisies ou expulsions pour non-paiement du loyer en faveur des personnes dont les ressources sont notoirement insuffisantes pour faire face à ces dépenses, notamment les familles de chômeurs; des mesures concrètes prises par l'État pour que tous les enfants de chômeurs [...] puissent partir en vacances; le refus cet été de toute destruction de fruits et légumes propres à la consommation ».*

(*Le Monde* du 16 juillet 1975)

630 000 factures d'électricité impayées pour le premier trimestre 1976. Voilà un événement d'une portée sociale considérable qui semble n'inquiéter ni les sociaux ni les politiques. Cela signifie que 630 000 foyers français sur 21 millions qui sont branchés sur le réseau électrique vont devoir en revenir à la bougie. Conséquence secondaire: 252 millions de francs nouveaux de déficit pour les compagnies nationales de distribution d'énergie. 630 000 factures

impayées. On rêve. Voilà les effectifs d'un important parti politique. Son programme est simple.

*1. On veut bien consommer de l'énergie, mais on ne peut pas la payer.*

On nous a pris pour des imbéciles. Nous avons été inondés de publicités du style: un homme moderne ne coupe plus la viande avec un couteau, mais avec un couteau électrique; ou, plus généralement: équipez-vous d'appareils électroménagers pour ménager votre peine; ou bien: la lumière électrique ne coûte pas cher; ou bien: adoptez le compteur bleu, il vous donnera davantage de puissance; ou bien: adoptez le chauffage électrique intégré. Nous avons cru à la publicité, nous avons acheté à tempérament tous les fours autonettoyants et tous les spots de la création, et puis la facture d'électricité est arrivée au mois de février. Une merveille d'ésotérisme et d'imagination qui détaille les consommations estimées, passées et à venir. (On envisage de créer un CAP de lecteur des factures EDF-GDF.)

Et voilà maintenant l'addition de 600 à 1000 F par trimestre pour un foyer français moyen.

*2. On veut bien consommer de l'énergie, mais on ne veut pas la payer.*

L'électricité, le gaz sont des services publics comme les transports. Nous nous estimons fondés à réclamer la gratuité des uns et des autres puisque l'usage nous en est imposé par la publicité et une mauvaise planification, et ne résulte pas de notre choix. (On remarquera que le plus grand nombre de factures impayées se trouve dans la périphérie de la capitale, zone d'urbanisation récente et anarchique.)

*3. Liberté, égalité, fraternité, électricité, sera notre slogan.*

Pendant des siècles, les éléments vitaux, l'eau, l'air, l'espace étaient gratuits. On nous les a successivement volés pour nous les débiter en tranches au prix fort. Le temps lui-même et le rêve nous sont désormais vendus empaquetés sous le nom de loisirs. Soit, mais alors, en compensation, nous demandons l'électricité que vous

appelez la fée du <sup>xx</sup>e siècle et qui devait nous libérer de l'effort. Nous la voulons inscrite parmi les droits élémentaires de l'homme que vous appelez moderne.

On pourrait poursuivre encore ce genre de fiction politique si les acteurs n'en étaient des victimes. Le conseiller communiste de Paris, M. Gajer, commentant les cent cinquante coupures de courant pratiquées chaque jour dans la capitale par EDF, les a qualifiées d'« inhumaines ».

630 000 refus de payer la note d'électricité, cela représente un signal d'alarme. On tente de mettre en place à grands frais des indicateurs sociaux. En voilà un qui fonctionne tout seul. Le phénomène est-il spontané ou bien s'agit-il d'une de ces grèves « civiques », résultant d'un mot d'ordre souterrain, comme il s'en est déjà développé en Italie lorsque les abonnés refusèrent de régler les notes d'un service qui fonctionnait trop mal, comme il s'en produit dans les copropriétés géantes des tours lorsque les habitants refusent des charges qui semblent aberrantes.

630 000 refus, cela signifie pour les deux premiers mois de 1976 une hausse de 30 % par rapport aux refus de 1975: 465 000 (« France-Soir »). Que se passerait-il si la grève s'étendait ? Si vingt et un millions de foyers décidaient de ne plus régler leur note EDF-GDF ? Il est évident que « le progrès » s'arrêterait, à commencer par le programme de construction de centrales nucléaires. Mais il est bien évident qu'il ne s'agit que d'une hypothèse absurde.

630 000 factures impayées, ce n'est en fait qu'un grain de sable dans la machine. Des subventions, des aides sociales diverses viendront à point nommé rétablir l'équilibre un moment troublé.

La société électrique est en marche, même si elle n'a pas été appelée par les usagers. Même si elle conduit à d'absurdes conséquences. Il ne reste plus de choix. Ou plutôt si. Nous avons le choix entre un programme nucléaire socialiste et un programme nucléaire « libéral avancé ». Mais rien ne les distingue, puisque dans les deux cas le maître d'œuvre s'appelle Creusot-Loire.

Le pouvoir politique gagnant à l'horizon 1980, c'est Creusot-Loire. Ni Marx ni Jésus n'avaient prévu cela.

*Ce que vous allez payer en plus*

Le prix de l'électricité a été augmenté de 15 % au 1<sup>er</sup> mars. Cette mesure doit permettre d'équilibrer le budget d'EDF qui éprouve de graves difficultés dans le financement de son programme nucléaire et a accusé un déficit de 500 millions de francs en 1975.

Mais, du coup, la consommation d'électricité n'est plus subventionnée et elle continuera vraisemblablement à stagner comme l'année dernière. Si la demande reste stationnaire, pourquoi, diable ! s'échine-t-on à produire plus d'énergie ?

L'augmentation pénalise les particuliers plus que les industriels. Les consommateurs domestiques victimes de la propagande EDF se retrouvent mal en point. Le chauffage électrique coûte aujourd'hui beaucoup plus cher: le quart en plus pour ceux qui utilisent des procédés à accumulation, le cinquième en plus pour les adeptes du chauffage intégré.

L'arrêté fixant les nouveaux tarifs a été publié au *J.O.* du 28 février. Les hausses sont de 1,47 centime pour le courant haute tension (plus de 60 kV). et 1,49 centime plus une augmentation de 5,25 % en moyenne tension. En basse tension, la hausse s'échelonne de 2,3 à 4,8 centimes. Le niveau bas de la fourchette s'applique au tarif « heures creuses » (la nuit) pour les catégories « ménage » (3 kW), « confort » (6 kW) et « grand confort » (9 kW), d'où une augmentation de 28,7 %. Le niveau le plus haut s'applique aux sous-développés du « tarif transitoire » (1 kW) pour lesquels il représente une augmentation d'environ 10 %. Le niveau moyen (2,46 centimes) s'applique à « la tarification universelle » (ménage, confort, grand confort pendant la journée). Il représente une augmentation de 15 % environ du coût de l'électricité consommée dans « la seconde tranche », c'est-à-dire au-delà de 30 kWh par mois pour la catégorie ménage, 40 pour le confort et 50 pour le grand confort. Pour ceux qui consomment moins et s'en tiennent à « la première tranche », l'augmentation ne représente que 5 W. Il est vrai que cette première tranche entre dans le calcul de l'indice des prix de

l'INSEE, thermomètre de l'inflation et base sur laquelle sont établis la plupart des salaires.

Mais, toujours en basse tension, la hausse des tarifs s'accompagne d'une hausse du prix de l'abonnement, qui « ne sera pas supérieure à 1,70 F par kilowatt et par mois », ce qui est énorme (par exemple, si on l'appliquait à l'abonnement du tarif ménage, elle représenterait une augmentation de 180 %). Liberté est laissée à EDF pour déterminer les modalités d'application de cette hausse.

Enfin, le compteur bleu est rétabli, c'est-à-dire le système du bas forfait – 100 à 200 F – à l'équipement. EDF offre l'installation puissante, mais non l'énergie pour la faire fonctionner. Elle remboursera même les clients qui n'auront pu bénéficier du compteur bleu entre le 31 décembre 1975, date de sa disparition réelle – elle avait été annoncée en mai – et le 1<sup>er</sup> mars 1976, date de son rétablissement. Il s'agit en somme d'une prime au suréquipement électrique. La politique du gouvernement ne manque pas d'incohérence. On chuchote que le ministère de l'Industrie et l'Agence pour les économies d'énergie ont appris par la presse le rétablissement du compteur bleu...

A. HERVE.

*(Le Sauvage, avril 1976.*

ANNEXE II  
MAIRIE DE GRIGNY

Grigny, le 7 février 1976  
CABINET DU MAIRE  
OBJET: Impôts locaux  
Taxe d'habitation  
Année 1975

Le Maire  
à  
Mesdames, Messieurs  
les habitants de Grigny

*Madame, Monsieur,*

*J'ai le plaisir de vous faire connaître que le délai de paiement des impôts locaux dus pour l'année 1975 a été reporté du 15 février au 15 mars 1976.*

*Je me réjouis d'une telle disposition. Elle est le résultat de démarches engagées notamment par la municipalité et des actions de la population qui a signé massivement la pétition exigeant l'étalement de paiement des feuilles jaunes.*

*Veillez agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de mes sentiments dévoués.*

*Le Maire,*  
A. RODRIGUEZ

ANNEXE III

Grigny, le...

Caisse d'Allocation Familiale  
de la Région Parisienne  
75460 PARIS Cedex 10

*J'habite dans une cité de transit au Square des Trois Chemins à Grigny (91) depuis le... J'ai toujours honoré les avis d'échéance de loyer (loyer plus charges).*

*Pourtant, les autres locataires et moi, nous avons en janvier 1974 reçu un rappel de régularisation des charges concernant la période du 1-1-71 au 30-6-72, trop important (en moyenne 800 francs par appartement).*

*Comme l'ensemble des locataires réunis en Comité des Locataires (C.N.L.) n'étaient pas d'accord pour payer une somme si élevée avant que soit fait un contrôle de toutes les factures et une étude de tous les dossiers, le loyer de janvier 1974 a été payé par mandat-versement au C.C.P. n° 2985-46 Paris de Logirep, 34, rue Auguste-Blanche, à 92 – Puteaux.*

*Je vous prie de trouver ci-joint l'avis d'échéance du loyer de janvier 1974 et le récépissé du mandat.*

*Veillez accepter, Monsieur, mes salutations distinguées.*

#### ANNEXE IV PÉTITION

- Pour le blocage des loyers;
- Pour la réduction des charges;
- Pour l'arrêt des saisies et des expulsions.

En raison des augmentations continuelles des loyers et des charges, le montant de la quittance représente une part très importante dans les budgets familiaux.

Afin de défendre leur pouvoir d'achat, les locataires soussignés exigent:

- Le blocage des loyers jusqu'au moment où la situation économique marquera une amélioration du pouvoir d'achat;
- L'allégement des charges locatives par la diminution, voire la suppression de la TVA, notamment sur le chauffage des logements;
- L'arrêt des expulsions et des saisies consécutives à la situation économique actuelle.

Ces mesures permettraient une diminution de loyer déjà trop lourd pour de nombreux budgets familiaux.

(AMICALE DES LOCATAIRES DE GRIGNY,  
COMITÉ NATIONAL DU LOGEMENT, 1975)

## ANNEXE V (1)

## APRÈS UN AN D'INTERVENTION DU COLLECTIF CHÔMAGE,

## QUELQUES CONCLUSIONS:

## VERS LES COMITÉS DE CHÔMEURS ET LES AUTOREDUCTIONS

L'automne 1975 marque une étape importante dans l'évolution de « la crise » en France: le cap du million de chômeurs est officiellement dépassé. Mais ceci signifie également que près du double de gens ont perdu leur emploi, compte tenu de ceux qui ne peuvent s'inscrire au chômage (par exemple les immigrés sans papiers), de ceux qui sont à la recherche d'un premier emploi, des femmes qui sont « retournées » au foyer sans s'inscrire au chômage (comme si elles ne travaillaient plus!). Dans le même temps, l'inflation semble recommencer à augmenter; les tarifs publics subissent des hausses en cascades (électricité, gaz, téléphone en janvier), les loyers viennent d'augmenter (de 7,5 % normalement, mais, en fait, de 15 et même 20 %), les charges aussi, et bien sûr la bouffe...

Face à cette situation, les ripostes sont malgré tout nombreuses: grèves des loyers dans de nombreux foyers, 18 % de loyers impayés dans les HLM de la banlieue parisienne, 40 % à Marseille, augmentation des quittances impayées ou payées très en retard (gaz, électricité, téléphone), probablement augmentation des vols dans les magasins (notamment dans les supermarchés pour la bouffe...).

Cette situation n'est pas neuve; elle ne fait que s'aggraver depuis un an. Cependant, c'est seulement aujourd'hui que tout le monde semble se rendre compte de la nécessité d'une intervention sur le terrain du chômage (JC, PS, PSU, etc.), même sur celui des autoréductions (PSU).

Cela signifie l'échec de la stratégie syndicale de défense de l'emploi (même si la manifestation du 4 octobre a été un relatif succès, il ne faut pas oublier que l'écrasante majorité des participants était composée de gens avec emploi): les chômeurs n'entendent pas se placer en arrière de la classe ouvrière et défendre l'emploi de ceux

qui en ont encore, en mettant en veilleuse leurs revendications propres. Les organisations (syndicats et partis) semblent abandonner, au moins au niveau du discours, l'accusation de division lancée l'an dernier à ceux qui parlaient des intérêts propres aux chômeurs: c'est significatif des problèmes qu'ils ont rencontrés face aux chômeurs, essentiellement le désintérêt de ceux-ci...

Cela signifie également que les organisations semblent se rendre compte de l'importance de ce terrain, car c'est celui du salaire indirect, qui compose le tiers du revenu global des ouvriers et des employés: l'offensive contre le revenu ouvrier, condition indispensable à la défaite de la classe ouvrière recherchée par la crise, passe surtout sur ce terrain (puisque les salaires ont continué à grimper plus vite que l'inflation): c'est par les augmentations des loyers, de l'électricité, etc., que les patrons essayent de nous reprendre ce que nous leur avons arraché.

*Le Collectif Chômage* est intervenu sur Paris depuis un an. À l'origine, le refus de la stratégie syndicale de défense de l'emploi et comme objectif la création de comités de chômeurs sur les quartiers. Les premières interventions ont lieu sur les ANPE et les centres de pointage. Des permanences sont ouvertes avec l'espoir de permettre autour d'elles le regroupement des chômeurs. La disponibilité des chômeurs à intervenir tout de suite (et en corollaire leur manque d'intérêt pour des lieux comme les permanences, qui leur apparaissent comme une contrainte de plus, comme une sorte de deuxième bureau de pointage) nous a amenés à abandonner celles-ci et à essayer de tenir des réunions sur place, notamment sur les centres de pointage, et à mettre au point des interventions immédiates, délégations, occupations de locaux...

Les premières interventions se situent dans le cadre légal, autour de mots d'ordre comme le revenu garanti pour les chômeurs (revenu égalitaire pour répondre à l'énorme disparité de la situation des chômeurs, dont la majorité ne peut vivre avec les indemnités), simplification des formalités administratives, suppression du pointage... Après quelques mois de tâtonnements, on a pu s'apercevoir que le cadre légal (la règle des 1000 heures, les papiers pour les

immigrés, etc.) écarte une grande partie de ceux qui n'ont pas de boulot ou de revenus. D'où deux constatations:

Nécessité d'intervenir sur les organismes qui redistribuent le revenu indirect: des interventions ont lieu, notamment à la Caisse d'allocations familiales qui distribue l'allocation logement;

Il faut forcer un cadre déterminé par les lois sur le chômage, en mettant en avant ceux qui sont le plus victimes de celles-ci et de la crise, et qui ne peuvent pas attendre six mois une réponse (le plus souvent négative) des ANPE. Nous avons occupé les services de la main-d'œuvre pour obtenir la régularisation (de la part de l'ASSEDIC et de l'Aide publique) des dossiers de gens qui ne remplissaient pas les conditions légales. Nous avons réussi, preuve que la légalité suit la force!

Du point de vue de la popularisation et de la circulation des informations, il faut citer deux initiatives:

La publication d'un « manuel du chômeur » qui expliquait à ceux-ci l'essentiel de leurs droits;

La participation à une émission de télévision sur le chômage (avec les chômeurs CFDT du XIII<sup>e</sup>).

Pour cette année, les perspectives s'élargissent, notamment avec l'extension à un niveau de masse des situations d'autoréduction. Mais, avant tout, il nous semble primordial de dire que l'intervention au niveau du terrain social doit être autonome (par rapport à tous les comités de chômeurs impulsés par les organisations, syndicats ou partis, qui entendent plus ou moins subordonner la lutte des chômeurs à celle des gens avec emploi, ce qui ne va pas tout seul, d'ailleurs...). L'intervention doit se faire sur les nécessités propres des chômeurs et de tous ceux dont le revenu est attaqué par la crise.

Cependant, il ne faut pas isoler les chômeurs sur ce terrain de tous ceux auxquels le capital ne peut pas ou ne veut pas donner de travail: jeunes, ménagères, handicapés, vieux, Français et immigrés. Boulot ou pas, on ne va pas crever de faim: qu'on nous paye! Concrètement, cela signifie deux choses:

Imposer la capacité d'organiser et de coordonner de façon autonome des formes de lutte très éclatées, quoiqu'à niveau de

masse, c'est-à-dire imposer la création de comités de chômeurs et de quartiers autonomes;

Se poser les problèmes de violence liés à la capacité d'imposer les autoréductions là où elles existent et à une échelle supérieure (par exemple, empêcher les expulsions ou les coupures d'électricité, de téléphone, etc.) ou les inscriptions immédiates, même et surtout si la loi ne le permet pas, aux ASSEDIC et à l'Aide publique, etc.

En conclusion, on peut dire que ceux qui referaient aujourd'hui (même plus massivement) ce que nous avons fait l'an dernier se retrouveraient face aux mêmes difficultés et dans une situation qui a changé (multiplication des pratiques d'autoréduction, situation de ceux qui arrivent au bout d'un an d'allocations et n'ont plus droit à rien). En ce sens, la pratique passée du *Collectif Chômage* a beaucoup à dire à ceux qui se lancent sur ce terrain.

Sur la base de ce qui vient d'être dit, le *Collectif Chômage* est déterminé à intervenir dans les comités qu'il impulse déjà, mais aussi avec d'autres (notamment ceux qui posent le problème du revenu et des autoréductions). Nous pensons qu'il faut entamer un débat avec tous les groupes qui ont une expérience sur le terrain des luttes sociales et engager là une dynamique de lutte de masse, car c'est sur ce terrain que se joue l'affrontement de classes en France et l'issue victorieuse ou pas de la lutte des travailleurs contre la crise.

COLLECTIF CHÔMAGE  
*Automne 1975*

## ANNEXE V (2) LES AUTORÉDUCTIONS, COMMENT FAIRE ?

Comment concrétiser dans les quartiers les mots d'ordre d'autoréductions, de squattérisation qui sont dans l'air ? Des militants des *Collectifs Chômage Paris et Nanterre* en ont discuté le week-end du 15 au 16 novembre, à la *Maison Peinte*. Autour d'une bouffe, et d'un spectacle d'animation présenté en arabe, ils en ont profité pour faire connaissance avec des immigrés en grève des loyers dans les

foyers, et les gens du quartier. Pour les copains de Paris qui sont à la recherche d'un lieu vivant de rassemblement des chômeurs, des sans-revenu, et pas simplement d'un lieu de permanence ou de réunion, c'était la preuve que ce n'est pas un rêve impossible. Alors, sur Paris on lance un appel pour une, deux, trois

### *Maison Peinte.*

Lancer des autoréductions ? L'idée est bonne, mais comment ? Il y a bien les autoréductions et les squattérisations « sauvages ». Elles ont connu une extension massive. Les immigrés mènent la danse dans les foyers autour de Paris avec plus d'une quarantaine de grèves de refus des augmentations ou de refus total de payer. C'est contagieux. Dans certaines cités HLM, le taux de retard de paiement atteindrait 40 % de l'ensemble. Comme le « *vol économique* », la pique dans les supermarchés, ce sont des pratiques de masses. Mais elles restent individuelles. Peu de gens sont disposés ou préparés à revendiquer comme un droit pour les sans ressources, et pour les chômeurs, de ne plus payer charges, loyers. Beaucoup le font, mais ils pensent que ça passera mieux s'il n'y a pas trop de foin autour. Pour les squatters « sauvages », c'est la même chose. Quand ça marche depuis un an sans histoires, faire du prosélytisme, ça veut dire risquer de tout perdre.

Autre exemple de difficultés à populariser activement, les autoréductions ! À certains endroits, des chômeurs obtiennent des avances dès leur inscription à l'ANPE, ou dans les mairies. Mieux, il y a déjà de véritables autoréductions imposées par un rapport de forces local. Mais impossible d'en parler trop, car le pouvoir central réprime immédiatement : l'enjeu est trop gros.

Pourtant, il faut croire que l'extension des autoréductions « *sauvages* » a seulement dépassé les comportements de « *déviance* » marginaux que le capitalisme tolère. À preuve le resserrement de la répression. C'est G. Marchais qui déclarait que pour une seule localité du Val-de-Marne, « *on a recensé dix-huit avis de saisies-ventes prévues dans la même journée* ». À l'approche de l'échéance du 1<sup>er</sup> décembre au-delà duquel on ne peut plus expulser jusqu'au 15 mars, les

expulsions se multiplient. Pour les coupures de gaz et d'électricité, les poursuites pour non-paiement des redevances TV, etc., c'est la même chose. Sans parler des tribunaux de flagrants délits qui, eux, ne chôment pas. À Nanterre, deux heures de séance quotidiennes. Comptez les chômeurs, les sans-ressources dans le tas de ceux que nos hospitalières prisons se chargeront d'héberger.

Dans certains cas, anticipant sur un mouvement de protestations qu'elle subodore, l'EDF ouvre des bureaux où se négocient des moratoires et des échelonnements de paiements, avant coupure. Dans le même esprit, le PCF appelle de plus en plus souvent à la négociation de moratoires pour ceux qui ne peuvent plus payer.

Mais que faire, quand toute une famille est expulsée de son logement, quand on saisit jusqu'aux biens de première nécessité? Pour les participants à la réunion de Nanterre, il ne fait pas de doute que seule une opposition active, violente s'il le faut, aux saisies et aux expulsions, permettra de bâtir un rapport de forces favorable à ceux qui ne peuvent ou ne *veulent* plus payer. D'autant que la législation sur les saisies et les expulsions est en France particulièrement draconienne: en Italie par exemple, ni la télévision, ni aucun des appareils ménagers, ni les meubles nécessaires à la vie de famille ne peuvent être saisis: en France, seul le lit, quatre chaises et une table sont insaisissables; une campagne juridique sur ces thèmes, comparable à celle menée contre la circulaire Martin Fontanet, ou pour l'avortement libre et gratuit, est apparue, à tous ceux qui veulent se lancer dans une telle campagne, comme absolument nécessaire.

Ainsi préparé, le terrain des autoréductions apparaît comme bien plus praticable. D'autant que se profilent pour le mois de janvier des augmentations de tarif d'électricité et des transports et que la libération prochaine des loyers de 1948 fera grimper ceux des logements anciens de plus de 100 %.

Dans certaines banlieues de Paris, des agents EDF ont déclaré lors de la dernière grève qu'ils s'opposeraient à de telles augmentations. À la fête de « Rouge », d'autres ont fait la démonstration concrète des moyens de « calmer » le compteur. Les militants du Groupe

de Résistance aux Transports Payants (GRATP) multiplient les « *opérations portes ouvertes* » dans le métro. Il est temps, à l'approche d'un hiver qui s'annonce rigoureux, que les chômeurs et tous les sans-ressources se préparent à rester chez eux, au chaud, et sans avoir à se servir de bougies ! La résistance aux expulsions, l'opposition à toute forme de saisies sont un premier pas concret dans une telle perspective.

COLLECTIF CHÔMAGE PARIS.  
OFFICIEL DU CHÔMAGE, décembre 1975

*En Italie, l'autoréduction n'est pas un vol*

Ainsi en a décidé le Tribunal de Milan dans l'affaire des assaillants du supermarché SMA qui ne voulaient payer que 50 % du prix des denrées alimentaires. Le ministère public l'avait par contre condamnée « *du fait de la menace implicite due à la présence de nombreux acheteurs comme une contrainte exercée sur le vendeur* » et jugé illicite « *l'entrée en possession d'une marchandise non payée au prix fixé* ».

La défense a opposé que, devant l'impuissance des autorités publiques à combattre la spéculation, la défense du salaire réel nécessite une intervention directe des acheteurs pour faire baisser les prix et que cette action de masse constitue un acte politique.

Le tribunal a acquitté les prévenus pour leur *action collective* de pression sur le vendeur, mais a condamné quatre personnes pour leur *action individuelle*.

(Tiré de *Consommateurs Actualités*.)

## ANNEXE VI

### GRATUITÉ DES TRANSPORTS AUX CHÔMEURS

Nous, travailleurs sans emploi, n'avons pour unique ressource que ce que l'Aide publique ou l'ASSEDIC nous accorde, quand elle veut bien nous l'accorder: un chômeur sur deux ne touche rien.

Et pourtant, nous devons faire face aux charges quotidiennes: loyer, EDF GDF, nourriture, habillement, éducation des enfants. Les 15 % d'augmentation de l'électricité et du gaz sont encore une attaque contre nos ressources et celles de tous les travailleurs.

Le Comité de chômeurs du xv<sup>e</sup>, qui revendique, pour tous les sans-emploi, la garantie des ressources par l'obtention du SMIG ou des 90 % du salaire antérieur, commence dès aujourd'hui à réclamer *la gratuité des transports pour les chômeurs* comme les travailleurs qui réclament la carte orange payée par les patrons.

*Notre lutte est commune.* Les travailleurs ont deux heures de transport pour aller travailler. Nous, tous les jours, nous devons accomplir de nombreux trajets, tant pour rechercher un emploi et nous soumettre aux formalités administratives que pour nos besoins quotidiens.

Cette revendication est avancée par les Comités de chômeurs de la Région parisienne. À Grenoble et à Toulouse, les chômeurs l'ont arrachée par la lutte. Nous aussi, nous nous organisons et nous l'obtiendrons. [...]

COMITÉ DE CHÔMEURS DU XV<sup>E</sup>

## ANNEXE VII

*Ce texte (lu lors d'un meeting organisé par les grévistes du foyer Sonacotra, avenue R.-Rolland, à Saint-Denis, à l'intention des habitants des HLM voisines) donne une idée du sens de la lutte menée par les travailleurs des foyers Sonacotra.*

### *I. Qui sommes-nous ?*

Nous sommes des ouvriers de onze nationalités: Maliens, Sénégalais, Mauritaniens, Marocains, Tunisiens, Algériens, Portugais, Espagnols, Yougoslaves, Polonais, Français.

*Nous sommes tous exploités à l'usine ou au chantier.* Nous sommes des ouvriers comme tous les ouvriers qui sont en France. Avec les autres ouvriers, nous produisons toutes les richesses qui sont en

France. Comme tous les autres ouvriers, les patrons nous payent une partie seulement de notre travail. Et c'est avec le travail qu'ils ne nous payent pas que les patrons font leur profit.

*Nous sommes aussi volés* dans les foyers: on veut nous faire payer 270 F pour une toute petite chambre de 6 m<sup>2</sup>.

*Nous sommes aussi opprimés* dans notre vie: nous n'avons aucune liberté dans le foyer, nous sommes obligés de vivre loin de nos familles, comme des célibataires. Nous sommes aussi isolés que nos frères, les travailleurs français, parce que nous vivons dans des logements spéciaux, des foyers entourés par un grillage.

### *2. Aujourd'hui, que demandons-nous ?*

Nous sommes en grève depuis onze mois. Maintenant, il y a trente-cinq foyers en grève dans la région parisienne et plusieurs autres dans l'ensemble de la France.

Nous voulons être moins volés: aujourd'hui, nous demandons une diminution de 50 % du loyer. Nous demandons aussi des améliorations dans le foyer.

Nous demandons aussi plus de liberté: nous voulons le statut de locataire et la liberté dans le foyer.

### *3. Où allons-nous ?*

Nous savons bien que si nous gagnons d'être moins volés et d'avoir plus de liberté, c'est une bonne chose, mais nous continuerons à être exploités dans notre travail.

Par exemple, si nous gagnons la liberté de faire des réunions dans le foyer, nous continuerons à rentrer épuisés du travail et nous n'aurons pas beaucoup de force ni beaucoup de temps pour faire des réunions. En plus, la bourgeoisie fera tout pour nous reprendre les droits que nous avons gagnés. Dans ces conditions, nous continuons à faire cadeau de notre vie aux patrons, nous resterons les esclaves de la bourgeoisie.

En réalité, ce que nous voulons, c'est la libération complète des ouvriers.

Mais aujourd'hui, nous ne sommes pas assez préparés pour gagner. Les ouvriers n'ont pas beaucoup de force parce qu'ils ne sont pas organisés et parce que la bourgeoisie a divisé les ouvriers, en répandant partout des idées racistes, en faisant des logements séparés pour les ouvriers des différentes nationalités, en faisant des conditions de vie et de travail un peu meilleures pour les autres, en faisant des lois différentes pour chaque nationalité.

#### *4. Pour quels changements faut-il lutter ?*

Nous avons besoin que les ouvriers soient plus unis pour qu'ils soient plus forts.

C'est pourquoi nous devons lutter contre les idées racistes, lancées par la bourgeoisie. C'est ce que nous avons commencé à faire dans notre foyer. Dans les foyers Sonacotra, la politique des gérants, c'est diviser pour régner. Les gérants essaient d'opposer les différents groupes nationaux entre eux. Ils appliquent le règlement intérieur, à la lettre pour les uns, avec des aménagements pour les autres. Ils attribuent les chambres en favorisant tantôt une nationalité, tantôt l'autre, pour créer des rivalités. Le résultat de cette politique, c'est la bagarre du foyer de Villejuif, elle était prévue et préparée depuis des années par le sale travail du gérant. Face à cette politique, dans notre foyer, en luttant ensemble, ouvriers de onze nationalités, contre la Sonacotra, nous apprenons à respecter les habitudes des autres camarades; nous échangeons les expériences de lutte de nos différents pays; nous mettons notre expérience en commun pour mieux lutter contre nos ennemis. Et aujourd'hui, notre gérant ne trouve plus personne pour écouter sa propagande de division.

*– Il faut lutter contre les idées racistes. Il faut refuser la ségrégation raciale dans le logement.*

Après les incidents de Villejuif, les journaux bourgeois ont dit: «Quand plusieurs nationalités habitent dans le même logement, voilà ce que ça donne; il faut faire des logements séparés.»

Souvent, les foyers d'immigrés se trouvent loin du centre des villes, parfois même en pleine campagne ou en pleine forêt. Beaucoup de

municipalités, comme celle de Saint-Denis, fixent un pourcentage maximum d'immigrés qui ont le droit de vivre à Saint-Denis.

Pour les immigrés, il y a des foyers spéciaux, des logements séparés, des quartiers réservés, des villes interdites. Nous devons refuser tout cela.

Il faut un même logement pour tous les travailleurs, sans distinction de nationalités.

– *Nous devons lutter pour de meilleures conditions de logement pour les travailleurs et pour une plus grande égalité dans le logement.*

Foyers Sonacotra, foyers de jeunes travailleurs, HLM, hôtels ou appartements. Par ces différences, la bourgeoisie cherche à diviser les travailleurs. Nous devons au contraire nous unir pour lutter contre le manque de logements pour les travailleurs; contre les loyers chers, pour pouvoir choisir un logement confortable près de notre lieu de travail.

En France, il n'y a pas assez de logements pour les travailleurs. Vous connaissez tous le problème de trouver un logement. Et parmi les travailleurs immigrés qu'on appelle célibataires, 70 % ont une famille qu'ils n'ont pas la possibilité de faire venir en France, parce qu'il n'y a pas de logements pour eux. Le logement ce n'est pas un luxe, c'est un besoin.

Si dans un foyer Sonacotra, un résident est au chômage et ne peut pas payer, il est expulsé, et dans les HLM c'est la même chose. Certains passent plusieurs heures dans les transports entre le travail et le logement. Dans les logements que la bourgeoisie construit pour les travailleurs, on ne peut pas se reposer à cause du bruit.

– *Pour toutes ces raisons, nous devons lutter pour gagner des logements confortables, libres et pas chers, pour tous les travailleurs.*

##### *5. Comment gagner ?*

Pour renforcer l'unité de la classe ouvrière, pour préparer la victoire, nous devons lutter pour les libertés démocratiques. Nous devons lutter pour que la bourgeoisie change sa loi. Il nous faut une seule loi, plus libre, pour tous les ouvriers.

Nous voulons tous les droits politiques pour les travailleurs immigrés: le droit de vote pour les immigrés, *l'interdiction des expulsions*, la suppression des cartes de séjour et de travail et le remplacement par une simple carte d'identité, le droit de former des organisations politiques.

Et ça ne suffit pas, parce que tous les ouvriers français ou immigrés manquent beaucoup de liberté. Les manifestations ne sont que tolérées et beaucoup sont interdites et réprimées. Les occupations d'usines sont interdites et souvent la police intervient. Des partis politiques sont interdits, les appelés n'ont pas de libertés politiques dans l'armée. De toute façon, les libertés démocratiques durement gagnées sont sans cesse remises en cause et elles le seront tant que la bourgeoisie a le pouvoir.

En définitive, nous ne demandons pas quelque chose de spécial pour les immigrés. Quand nous gagnerons ces revendications, ce sera une victoire pour tous les ouvriers. Mais nous gagnerons seulement si nous luttons tous ensemble, vous et nous.

Il faut commencer à se regrouper pour ce combat. Dans ce but, ce meeting est pour nous l'occasion d'organiser la solidarité avec notre lutte, de discuter des problèmes que nous avons tous et de mettre en commun nos expériences et notre volonté de lutte.

ADRESSE DU COMITÉ DE COORDINATION  
DES FOYERS SONACOTRA:  
56, RUE DE LA FONTAINE-AU-ROY,  
75011 PARIS.

ANNEXE VIII (1)  
FÉDÉRATION GAZ-ÉLECTRICITÉ CFDT  
LA FGE-CFDT DEMANDE AU PREMIER MINISTRE  
D'ASSURER GRATUITEMENT LA FOURNITURE  
DE GAZ ET D'ÉLECTRICITÉ AUX CHÔMEURS

Plus d'un million de Français sont actuellement privés d'emploi et, de ce fait, ne reçoivent, pour la plupart, que des allocations ou revenus dérisoires par rapport à leurs besoins.

Certains d'entre eux ne peuvent même pas faire face au règlement de leurs factures de gaz et d'électricité et encourent le risque de se voir supprimer la fourniture de ces énergies.

Une fois de plus, la FGE-CFDT réaffirme que ce ne sont pas les travailleurs qui doivent faire les frais de la crise. Aussi, la FGE-CFDT s'adresse au Premier ministre et lui demande que, dans le cadre du service public, il prenne toutes dispositions urgentes afin que le gouvernement assure aux travailleurs privés d'emploi la fourniture gratuite de gaz et d'électricité.

En attendant cette décision, la FGE-CFDT insiste une nouvelle fois auprès des directeurs généraux d'EDF-GDF pour qu'ils sursoient à toute coupure de gaz et d'électricité aux chômeurs en retard de paiement et qu'ils procèdent à un report de règlement.

*Paris, le 23 janvier 1976.*

ANNEXE VIII (2)  
USAGERS DU GAZ ET DE L'ÉLECTRICITÉ

*C'est vous qui payez l'électricité et le gaz aux industriels. C'est vous qui payez, hors taxes, le kWh première tranche à 48,23 centimes et en moyenne à 22,47 centimes, alors qu'Electricité de France le cède en moyenne 7,06 centimes aux gros industriels, quand il revient à 9 centimes.*

Chaque milliard de kWh supplémentaire qui leur est vendu grève le budget d'EDF de 15 millions de nouveaux francs. *C'est vous* qui payez, hors taxes, la thermie gaz première tranche à 15,34 centimes et en moyenne à 9,50 centimes pour que Gaz de France la cède à perte aux gros industriels. *Le service public, celui qui vous est dû, se détériore !*

Du fait des contraintes financières imposées par le pouvoir:

- Les interventions, dépannages, mises en service sont moins rapides par insuffisance de personnel;
- Les travaux nécessaires à votre alimentation correcte en gaz et en électricité et à votre sécurité sont retardés par manque de crédits d'entretien.

Pendant ce temps, les trusts du pétrole et du nucléaire dictent leur loi et leurs prix aux établissements nationalisés (centrales nucléaires + 50 % en deux ans, démantèlement du CEA...).

Pour les satisfaire, le gouvernement oblige EDF et GDF à recourir à des emprunts ruineux sur le marché financier français et étranger... qu'il faudra rembourser... à quel prix ? *C'est vous et nous* qui supportons le poids des décisions que le gouvernement impose à EDF et GDF en matière de tarification et d'investissements.

Si cette situation scandaleuse ne cessait pas, tous les investissements réalisés jusqu'à ce jour par la nation elle-même deviendraient, à court terme, propriété privée de quelques groupes qui ne manqueraient pas d'en disposer à leur gré, c'est-à-dire en fonction de leurs intérêts particuliers. *Les établissements nationalisés sont et doivent rester la propriété de la nation, doivent être au service du pays tout entier.*

Vous vous devez d'exiger des industries électrique et gazière conformes à vos intérêts.

*Pour cela*, il faut consolider les nationalisations.

*Pour cela*, il faut stopper les prétentions du grand capital.

*Pour cela*, il faut dire avec les électriciens et gaziers:

« ÇA SUFFIT »

Petits et moyens usagers, électriciens et gaziers ont des intérêts communs.

Dès le 6 novembre, soutenez les électriciens et gaziers en lutte à l'appel des fédérations syndicales CGT et CFDT, pour la sauvegarde des deux entreprises nationalisées.

PARIS, LE 3 NOVEMBRE.  
SYNDICATS CGT ET CFDT D'EDF-GDF  
DE LA RÉGION PARISIENNE.

ANNEXE IX  
LES COMITÉS DE CHÔMEURS DE LA RÉGION PARISIENNE  
L'AUTRE VIE DES CHÔMEURS  
DÉBAT POUR « UN PROGRAMME DE CHÔMEURS »

Les chômeurs de Toulouse et Grenoble ont obtenu la gratuité des transports sur simple présentation de la carte de pointage, avec, toutefois, pour les Toulousains, certaines limitations d'horaires.

À Paris, il leur serait parfaitement possible d'exiger la gratuité de la carte orange, ou l'extension à toute la ville des acquis du comité des chômeurs des arrondissements 1, 2, 3 et 4: la suppression des coupures de gaz et d'électricité chez les chômeurs qui ne peuvent pas payer. Seulement, bien qu'ils soient un million et demi – et que, selon les experts du VII<sup>e</sup> Plan, ce chiffre risque de se stabiliser jusqu'en 1980 – les chômeurs français, et notamment les Parisiens, ne crient pas très fort. Il existe dans la capitale, et en banlieue, une quinzaine de comités de chômeurs ayant tous des liens assez étroits avec le premier ministre et lui demande que, dans le cadre des syndicats, et particulièrement avec la CFDT. Mais la plupart d'entre eux ne comptent guère plus de six, sept adhérents. Voilà une dizaine de jours, afin de donner de l'ampleur à leur mouvement, ces comités ont lancé l'idée d'une plate-forme parisienne qui les rassemblerait. Mais toutes les difficultés résident évidemment dans le contenu de ce « programme des chômeurs ».

Sur divers points, un accord pourrait être facilement obtenu: gratuité de la carte orange, des soins médicaux et de l'assistance juridique, plus de coupures brutales de gaz et d'électricité, le droit au SMIC pour tous, 90 % du salaire aussi longtemps qu'on n'a pas retrouvé du travail... Mais les divergences se font sentir quand est abordé ce point essentiel: faut-il ou non demander des emplois?

Deux tendances s'opposent, celles-là mêmes qui sont à l'origine des comités de chômeurs. Pour la tendance syndicale: «*L'important, c'est l'unité entre les chômeurs et le reste des travailleurs.*» De cet a priori découlent des revendications ayant trait entre autres à la création d'emplois dans les administrations et autres services, revendications qu'il est facile de lier à celles des travailleurs: augmentation des effectifs, réduction des charges de travail... *Pas un emploi à tout prix.*

L'autre tendance, exprimée notamment par le comité des chômeurs du xv<sup>e</sup> (cinquante adhérents environ, mais une centaine de chômeurs participant aux actions lancées), répugne à réclamer un emploi à tout prix. «*L'un des faits les plus positifs, jusqu'à maintenant, explique un militant du comité, c'est que, précisément, les gens n'acceptent pas n'importe quelle embauche. Ils résistent tant qu'ils peuvent... Une personne qui gagnait 2 000 F ne veut pas aller travailler au SMIC dans un hôpital ou au tri postal...*»

Le patronat espère que le chômage et la crise auront pour effet de faire accepter aux gens, sans histoires, déqualifications et déplacements.

Que faire alors? «*Pour nous, dit un chômeur du xv<sup>e</sup>, l'important est de se rassembler dans les quartiers; il nous paraît nécessaire que les chômeurs aient un lieu pour se retrouver. Et, à partir de là, lancer des campagnes pour l'autoréduction, par exemple.*» D'autant qu'actuellement deux cent mille personnes environ sont en retard pour leurs paiements EDF-GDF. Et que dans quelques dizaines de cités HLM, 10 à 40 % des locataires ont réduit, voire cessé de payer leurs loyers.

Les chômeurs du xv<sup>e</sup> se montrent réservés quant à la défense ponctuelle des dossiers. «*C'est sûr qu'il faut en passer par là: la première chose que les gens te demandent, c'est l'information sur leurs droits. Mais ça ne va pas très loin non plus. Souvent, tu fais une faveur à*

*l'administration, au sens où tu lui évites de faire des erreurs. » Se battre contre le contrôle des chômeurs? « On a fait des actions contre le pointage, l'année dernière. La première fois, ça a bien marché. L'agence a dû valider toutes les cartes, sans qu'on se présente. Mais la deuxième fois, on a trouvé les flics... »*

De plus, toutes les démarches ne sont pas identiques: *« Les jeunes et les femmes qui pointent simplement pour avoir droit à la Sécurité sociale, mais qui n'ont pas (ou presque pas) d'indemnités, sont beaucoup plus opposés au pointage que ceux qui bénéficient des 90 %. Ceux-là ont peur de perdre leurs indemnités s'ils ne pointent pas. Quand on a bloqué le pointage, on a demandé aux gens s'ils étaient pour ou contre. La réponse d'un type a été éloquent: « On est contre le pointage évidemment, mais on est pour le revenu. »*

### *L'habitude de travailler*

Aujourd'hui, le problème posé par les queues de pointage s'est trouvé amoindri, du fait de la multiplication des ANPE. Par contre, un nouveau système de contrôle a été inventé. Pour toucher leurs indemnités, les chômeurs doivent justifier de ce qu'ils cherchent réellement du travail. Et, pour ce faire, coller sur une feuille des tampons apposés par les employeurs sollicités. Et nous retrouvons le problème-clé: le travail. L'administration, c'est certain, redoute que les gens perdent l'habitude de travailler. Il n'y a pas encore beaucoup de gens qui prennent leur pied au chômage. Mais si des gens arrivent à trouver des moments collectifs, des activités plus attrayantes, le phénomène pourrait s'étendre. Déjà, des jeunes se font licencier ou font mille heures d'intérim pour se mettre au chômage, puis travaillent au noir...

C'est précisément ce que craignent les syndicats, parce que ça « divise » les travailleurs; parce qu'un étrange marché de l'emploi se créerait, avec une main-d'œuvre mouvante qui risquerait de concurrencer les travailleurs « stables ». De là, la formule syndicale qui dit qu'il n'y a pas de chômeurs, mais des travailleurs provisoirement privés d'emploi. Il ne faut surtout pas s'installer dans le rôle de chômeur! La méfiance des syndicats vis-à-vis des chômeurs

conduit les comités qui s'appuient essentiellement sur les unions locales à la plus grande prudence. Car sans les locaux et le support des syndicats, ces comités n'arrivent pas à vivre.

### *Une autre vie*

Reste une possibilité: considérer les chômeurs comme une réalité nouvelle. Comme des gens qui n'ont pas de revenu, qui sont isolés et qui ont du temps... Et développer, à partir de là, «*une autre vie*», tout en menant des luttes pour que les revenus soient garantis. «*L'important, disent par exemple les militants du comité du xv<sup>e</sup>, c'est d'abord que les chômeurs s'organisent en tant que tels, et que seulement à partir de cette autonomie, ils développent une unité avec les syndicats.*» Mais encore faut-il que cette autonomie se revendique, existe. C'est le problème du débat qui se déroule autour d'une réalité décevante: un million et demi de personnes qui s'emmerdent au chômage, quelques dizaines de permanences syndicales consacrées une fois par semaine aux chômeurs, cinq cent mille immigrés au chômage dont il n'est jamais question. Et cela, pendant toute la durée du VII<sup>e</sup> Plan.

## ANNEXE X (1)

### PÉTITION

#### REFUSONS LES AUGMENTATIONS

#### *Pour un kWh d'électricité:*

Les patrons paient 8 centimes. Les usagers ordinaires paient 48 centimes. Le kWh revient à EDF 9 centimes.

#### *Le 1<sup>er</sup> mars*

L'électricité augmente de 15 %. Le gaz augmente de 7 à 8 %.

*C'est inadmissible.*

Les patrons paieront le kWh 1,2 centime en plus. Les usagers paieront le kWh 7,2 centimes en plus.

Cette augmentation servira entre autres à construire les centrales nucléaires.

Cela est intolérable, alors que les salaires n'augmentent pas et que le chômage s'étend.

Les soussignés déclarent refuser ces augmentations  
EN RETIRANT 15 % POUR L'ÉLECTRICITÉ ET 8 % POUR LE GAZ SUR  
LES FACTURES À PARTIR DU 1<sup>ER</sup> MARS 1976.

Coordination des usagers à partir de mercredi 25 février, à 2 h 30,  
au 362 bis, avenue de la République, Nanterre (« la Maison-Peinte »).  
Imprimé à L'UL CFDT Nanterre.

ANNEXE X (2)  
REFUSONS LES AUGMENTATIONS  
DE GAZ ET D'ÉLECTRICITÉ

*À partir du 1<sup>er</sup> mars, EDF et GDF relèvent leur tarif: 15 % pour l'électricité (21 % pour le tarif dégressif tout électrique), 8 % pour le gaz.*

Ces augmentations sont parmi les premières de celles prévues par la politique actuelle d'austérité du gouvernement.

Les patrons n'ayant pas réussi, malgré le spectre de la crise et du chômage, à empêcher les luttes dans les lieux de travail et les augmentations de salaire, c'est l'État qui doit venir à leur secours, en augmentant nos dépenses, ceci pour deux raisons: la première est de récupérer les augmentations de salaire arrachées aux patrons; la seconde est de mettre la classe ouvrière, et tous ceux qui luttent, en position de faiblesse en les appauvrissant.

L'augmentation de l'électricité ne sera pas en effet ressentie de la même façon par les patrons et nous autres. En effet, EDF pratique plusieurs tarifs selon que le courant est consommé pour l'usage domestique (basse tension) ou pour l'usage industriel (moyenne et haute tension).

Le prix du courant de basse tension que nous consommons est de 48 centimes/kWh pour la première tranche de 160 kWh consommée et de 15 centimes/kWh au-delà.

Les courants de haute tension utilisés dans l'industrie coûtent entre 7 et 8 centimes/kWh.

En fait, le prix de revient de 1 kWh d'électricité est de 9 centimes pour EDF.

Il apparaît donc que les usagers normaux comme vous et moi paient en moyenne trois ou quatre fois plus cher que les patrons la même marchandise et que ces derniers grèvent lourdement le budget d'EDF en la payant en dessous du prix de revient.

Nous, usagers, finançons donc les investissements EDF, et notamment le programme nucléaire qui est une aberration écologique et économique et un danger imminent qui plane sur nos têtes.

En augmentant les tarifs de 15 %, nous paierons l'électricité 7,2 centimes en plus pour la première tranche (à 48 centimes) et 2,3 centimes en plus pour la seconde, alors que les patrons ne paieront que de 1,1 à 1,2 centime de plus.

Refuser ces augmentations, c'est lutter contre notre exploitation. Il est possible de se battre contre EDF: les paysans de Braud-Saint-Louis nous ont montré l'exemple en empêchant la construction d'une centrale nucléaire sur leurs champs. Si les patrons paient si peu cher, c'est parce qu'ils ont dicté leur loi à EDF. Les patrons ne sont pas invincibles; Margoïne, Igla, entre autres, l'ont reconnu.

Nous devons opposer à EDF et à sa politique un refus *collectif* et refuser *tous ensemble* ces augmentations.

Les agents EDF de la CGT et de la CFDT sont contre ces augmentations, alors qu'eux-mêmes ne seront peut-être augmentés que de 2 ou 3 % d'ici à quelques mois. Si nous, consommateurs, pouvons agir collectivement et en accord avec les travailleurs d'EDF, nous pourrions mettre en échec EDF, et par là, le gouvernement de Giscard d'Estaing et le patronat.

Après le 1<sup>er</sup> mars, le kWh restera à 48 et 15 centimes. *Refusons de payer la pollution des usines*

Depuis ce mois-ci, la Compagnie des Eaux ajoute à votre facture « une redevance de pollution » pour détérioration de la qualité de l'eau. Cette augmentation est d'environ 10 %.

*Est-ce à nous de payer une taxe supplémentaire alors que tout le monde sait qui sont les pollueurs ?*

Pas plus que l'augmentation d'EDF-GDF, nous ne paierons cette hausse déguisée du prix de l'eau.

Tous ceux qui ont des idées sur la pollution et ont connaissance de gros pollueurs pourraient peut-être en discuter un dimanche ?...

Pour ça, voir Léon.

(EXTRAIT DU « BULLETIN DE LA  
MAISON-PEINTE DE NANTERRE »)

## TABLES

I	Avant-propos	5
II	Introduction	9
1	L'Italie, point fort des luttes ouvrières en Europe	25
2	Le Mouvement des occupations de maisons	47
3	Les Autoréductions des transports	67
4	Les Achats politiques	81
5	Les Autoréductions de quittances d'électricité	87
6	Une nouvelle cible pour le mouvement des autoréductions: le téléphone	103
	Conclusion: Actualité des autoréductions, mouvement des autoréductions en France	107
	Annexes	117























Réalisé par les éditions Entremonde  
Genève (Suisse), 2010  
ISBN 978-2-940426-11-9/ISSN 1662-3231  
IMPRIMÉ EN SUISSE